

CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET MIGRATIONS AU NÉPAL : EMPRUNTER LA VOIE  
DE L'ADAPTATION

Par  
Nalitha Tousignant-Paradis

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env)

Sous la direction de Monsieur Benoît Mayer

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Septembre 2015

हात्ती को मुख मा जीरा

*Hatti ko mukh ma jeera*

« *Like cumin in the mouth of an elephant* »

- Proverbe népalais

## SOMMAIRE

Mots clés : adaptation, agriculture de subsistance, catastrophe naturelle, changement climatique, collectivité, migration internationale, migration interne, Népal, vulnérabilité

Le Népal fait partie des pays les moins avancés de la planète. Sa population, qui vit essentiellement d'agriculture de subsistance, est vulnérable aux incidences du changement climatique et aux risques de catastrophes naturelles, telles que la fonte des glaciers de l'Himalaya, les crues soudaines et brutales, les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses. Ces fléaux peuvent en effet avoir des conséquences significatives et durables sur la vie des Népalais et les empêcher de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Un nombre croissant de citoyens prend donc l'initiative d'explorer des alternatives, dont celle de la migration. 85 % des migrants népalais proviennent de familles vivant d'agriculture de subsistance qui sont tributaires du régime des pluies pour l'irrigation de leurs cultures. Ces migrants se déplacent à l'interne ou à l'international. En outre, selon des statistiques officielles, le tiers des ménages népalais compte un membre de la famille travaillant et habitant à l'étranger pour diverses raisons.

Cet essai vise à analyser les réponses adaptatives aux changements environnementaux du Népal au travers des documents nationaux encadrant les migrations. Il appert que les autorités publiques ne font pas suffisamment le lien entre changement climatique et migration et que leur vision des flux migratoires observés au pays est plutôt négative. En outre, des lacunes au niveau des processus de consultation des citoyens et en matière d'accompagnement des migrants internes et internationaux sont constatées. Devant l'ampleur du phénomène migratoire, les collectivités népalaises gagneraient à être outillées sur des moyens d'adaptation appropriés pour faire face aux changements environnementaux.

Cet essai présente trois recommandations pour une meilleure intégration des besoins d'adaptation du pays et des citoyens face aux dégradations environnementales et à l'exercice des droits des migrants. La première recommandation consiste en une révision des processus de consultation et d'élaboration des documents d'adaptation, afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations les plus vulnérables aux changements environnementaux. La seconde a pour objet la reconnaissance des migrations comme stratégie d'adaptation et l'amélioration des politiques traitant de migrations et d'adaptation, afin que le lien entre les deux phénomènes soit pris en compte. La troisième vise enfin le renforcement des efforts d'accompagnement des migrants, d'une part, pour les migrants internes au moyen d'une planification urbaine plus adéquate, d'autre part, pour les migrants internationaux par le biais de la lutte contre les abus et de la protection de leurs droits afin qu'ils mènent une vie empreinte de dignité.

## **ABSTRACT**

Keys words : adaptation, climate change, community, natural disaster, subsistence farming, internal migration, international migration, Nepal, vulnerability

Nepal is one of the least developed countries in the world, with the Nepalese people relying mostly on subsistence farming for livelihood. They are vulnerable to climate change and natural disasters, such as the melting of the Himalayan glaciers, floods, landslides, and droughts. These catastrophes can have significant and lasting effects on the lives of the Nepalese and prevent them from breaking the vicious cycle of poverty. Hence, an increasing number of citizens decide to explore alternatives like migration. Eighty-five percent of Nepalese migrants come from families who derive their livelihood from subsistence farming and depend upon rainfall for agricultural production. These people migrate internally or internationally. According to official statistics, one person per three households works and lives abroad for various reasons.

The aim of this paper is to analyse the adaptive responses to environmental changes in Nepal through the country's migration policies. It can be seen that public authorities do not link climate change and migration, and view the country's migratory tendencies rather negatively. Furthermore, there are significant gaps in the citizens' consultation process, as well as in the support measures available to internal and international migrants. Faced with migration on an unprecedented scale, Nepalese communities are lacking appropriate adaptation measures for coping with environmental degradation.

This thesis issues three recommendations for integrating the citizens' and the country's adaptation needs with environmental changes and migrants' rights. The first recommendation aims to improve the consultation and writing processes of Nepalese adaptation documents in order to address the concerns of the groups most vulnerable to increasing environmental degradation. The second recommendation is intended to recognize migration as an adaptation strategy, and to link climate change and migration in national legislative documents. The last recommendation focuses on strengthening existing policies and aiding internal and international migrants in two ways : by enforcing appropriate urban planning, and by protecting their rights from exploitation and abuse, thus enabling them to live dignified lives.

## REMERCIEMENTS

Cette rédaction d'envergure a représenté un défi quotidien, exigeant, riche en nouvelles connaissances et en apprentissages. Je me considère privilégiée d'avoir tant appris sur un sujet fascinant et actuel, et d'avoir été si bien entourée afin de mener à terme cet essai.

J'adresse d'abord mes remerciements à Benoît Mayer, mon directeur, qui a accepté de m'accompagner dans ce périple mené d'un continent à un autre. Benoît a été généreux de ses commentaires et de son temps, en plus de faire preuve d'une rapidité de réponse inespérée. Notre (seule) rencontre en face à face à l'anglaise a été, pour moi, mémorable.

Je tiens à remercier mes ami(e)s qui m'ont généreusement offert leur temps en s'adonnant à la lecture de cet essai, en totalité ou en partie :

- Mélodie, pour sa lecture complète, ses conseils judicieux et constructifs, et ses encouragements constants qui ont eu une influence positive sur ma motivation et qui témoignent d'une amitié frôlant les deux décennies;
- Ève, pour sa brillante révision, ses suggestions pertinentes et ses encouragements;
- Sebastian, pour sa lecture de mes premières versions dans une langue étrangère à la sienne qu'il maîtrise brillamment, et pour sa curiosité intellectuelle et culturelle s'apparentant à la mienne;
- Éva, pour ses conseils avisés à un moment opportun;
- Delia, pour sa présence et son soutien depuis les balbutiements de cet essai, et pour ses clins d'oeil anglophones, sans oublier Isabelle, membre cofondatrice de notre efficace et cocasse groupe motivationnel.

J'aimerais souligner le plaisir que j'ai eu à échanger de façon informelle avec Sudhir, Bendita, Yunik et Sadiksha sur leur pays, le Népal, qui m'était en tous points étranger il y a six mois, et l'opportunité qui m'a été offerte de prendre part à une conférence sur les migrations environnementales à Durham alors que je terminais la rédaction de mon troisième chapitre.

Je suis reconnaissante envers celles et ceux qui m'ont encouragé au Québec comme en Allemagne, à mes collègues de maîtrise sur deux continents, et finalement envers mes parents qui m'ont toujours montré qu'ils croient en moi, à leur joie de vivre qu'ils me transmettent lors de nos conversations, ainsi qu'à leur passion contagieuse pour l'aventure.

Un jour, je foulerai le sol de ce mystérieux et fascinant pays qu'est le Népal... s'il ne se fait pas engloutir par l'environnement changeant!

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	1
1 APERÇU DU NÉPAL .....	4
1.1 Situation géographique et climatique .....	4
1.2 Contexte socio-économique .....	6
1.3 Contexte géopolitique .....	8
1.4 Contexte environnemental .....	9
2 CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX .....	12
2.1 Changement climatique .....	12
2.1.1 Hausse de la température .....	13
2.1.2 Fonte des glaciers .....	13
2.1.3 Modification de la pluviométrie .....	14
2.2 Catastrophes naturelles .....	15
2.2.1 Prédispositions historiques aux catastrophes naturelles .....	16
2.2.2 Catastrophes les plus importantes ayant sévi au Népal .....	17
2.2.3 Phénomène en augmentation .....	17
2.2.4 Crues soudaines et brutales .....	18
2.2.5 Inondations .....	20
2.2.6 Glissements de terrain .....	20
2.2.7 Sécheresses .....	21
3 SCÉNARIOS MIGRATOIRES .....	22
3.1 Migrations de travail .....	24
3.1.1 À l'interne .....	26
3.1.2 À l'international .....	27
3.1.3 Saisonnières .....	30
3.1.4 Conditions de travail à l'étranger .....	31
3.1.5 Envois de fonds .....	32
3.2 Migrations forcées .....	33
3.2.1 Déplacements induits par les catastrophes naturelles .....	34
3.2.2 Traite des personnes .....	35
3.3 Migrations d'études .....	36
3.4 Réfugiés et transits .....	37
3.5 Conséquences des migrations sur le Népal .....	38
4 ADAPTATION ET POLITIQUES ENCADRANT LES MIGRATIONS NÉPALAISES .....	40
4.1 Adaptation aux changements environnementaux .....	40
4.1.1 Programme d'action national d'adaptation (PANA) .....	41
4.1.2 Contexte de l'élaboration du PANA .....	43

4.1.3 Processus de l'élaboration du PANA .....	44
4.1.4 Mesures d'adaptation autres que migratoires .....	45
4.1.5 Migrations comme stratégie d'adaptation .....	47
4.2 Les migrations dans les documents de loi .....	48
4.2.1 Lente reconnaissance juridique des migrations .....	48
4.2.2 Plans de développement périodique népalais .....	49
4.2.3 Traité de paix et d'amitié entre l'Inde et le Népal .....	52
4.2.4 Nouvelle politique de « migrations à coût nul » .....	53
5 DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS .....	56
5.1 Privilégier un processus d'élaboration des politiques inclusif .....	56
5.2 Assurer une reconnaissance des migrations comme stratégie d'adaptation .....	58
5.3 Renforcer les efforts d'accompagnement aux migrants.....	59
5.3.1 Améliorer la planification urbaine .....	60
5.3.2 Améliorer les mesures de protection des migrants internationaux .....	62
CONCLUSION.....	64
RÉFÉRENCES .....	67
BIBLIOGRAPHIE .....	81

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Carte du Népal - subdivision du pays en trois zones Est-Ouest	4
Figure 1.2	Carte du Népal - centres urbains	5
Figure 1.3	Carte du Népal - cours d'eau, hauts sommets montagneux et zones protégées	6
Figure 2.1	Carte du monde de l'index sur le risque climatique	16
Figure 2.2	Emplacement des glaciers et des lacs glaciaires au Népal	19
Figure 3.1	Facteurs motivant les migrations de travail et importance qui leur est accordée dans la décision de migrer des ménages	25
Figure 3.2	Augmentation de la demande de permis de travail dans cinq pays d'accueil de migrants népalais 2008-2014	29
Figure 4.1	Les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANAs) des pays les moins avancés (PMA) faisant le moins mention des migrations (9 références ou moins)	43
Figure 4.2	Occurrence des termes « migr » et « <i>climate change</i> » dans les plans de développement périodiques népalais entre 2002 et 2016	50



## LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies <i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
BS	<i>Bikram Samwat</i>
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques <i>United Nations Framework Convention on Climate Change</i>
CdP	Conférence des Parties <i>Conference of the Parties</i>
CESLAM	Centre d'études sur l'emploi et la mobilité <i>Centre for the Study of Labour and Mobility</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CO <sub>2</sub>	Dioxyde de carbone
CRI	Index sur le risque climatique
CRIN	<i>Childs Rights Information Network</i>
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies <i>United Nations Department of Economic and Social Affairs</i>
DPNet-Nepal	<i>Nepal Disaster Preparedness Network- Nepal</i>
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>
FEM	Fonds pour l'environnement mondial <i>Global Environment Facility</i>
FPMA	Fonds pour les pays les moins avancés <i>Least Developed Countries Fund</i>
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat <i>Intergovernmental Panel on Climate Change</i>
GLOF	<i>Glacial lake outburst flood</i>
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés <i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>
ICEM	<i>Intergovernmental Committee for European Migration</i>
ICIMOD	<i>International Centre for Integrated Mountain Development</i>
IDH	Indice de développement humain <i>Human Development Index</i>
IDP	Personnes déplacées interne/dans leur propre pays <i>Internally Displaced Person</i>
IRIN	<i>Integrated Regional Information Networks</i>

LI-BIRD	<i>Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development</i>
MoHA	<i>Ministry of Home Affairs</i>
MoSTE	<i>Ministry of Science, Technology and Environment</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique <i>Organisation for Economic Cooperation and Development</i>
OIM	Organisation internationale pour les migrations <i>International Organization for Migration</i>
OIT	Organisation internationale du travail <i>International Labour Organization</i>
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement <i>Millenium Development Goals</i>
OMM	Organisation météorologique mondiale <i>World Meteorological Organization</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies <i>United Nations</i>
PAM	Programme alimentaire mondial <i>World Food Program</i>
PANA	Programme d'action national d'adaptation <i>National Adaptation Programme of Action</i>
PMA	Pays les moins avancés <i>Least Developed Countries</i>
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement <i>United Nations Development Programme</i>
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement <i>United Nations Environment Programme</i>
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature <i>International Union for Conservation of Nature</i>
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
UNFPA	<i>United Nations Population Fund</i>
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance <i>United Nations Children's Fund</i>
UN-OHRLLS	<i>UN Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Lanlocked Developing Countries and Small Island Developing States</i>
UNU-EHS	Institut de l'Université des Nations Unies pour l'Environnement et la Sécurité Humaine

	<i>United Nations University Institute of Environment and Human Security</i>
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international <i>United States Agency for International Development</i>
WWF	Fonds mondial pour la nature <i>World Wide Fund For Nature</i>

## LEXIQUE

Accompagnement	Démarche structurée, comportant plusieurs étapes, qui cherche à aider les gens à faire face (gérer ou s'adapter) aux situations dans lesquelles ils se trouvent. Le but est de réduire la détresse ressentie juste après un événement difficile et de favoriser un ajustement à court et long terme (réaction positive) (OIM, 2009b).
Adaptation	Initiatives et mesures prises pour réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux effets des changements climatiques réels ou prévus. Citons à titre d'exemple l'édification de digues le long des cours d'eau ou des côtes et le remplacement des plantes fragiles par des espèces résistant aux chocs thermiques (Baede et autres, 2007).
Apatride	Individu sans nationalité, soit qu'il n'en ait jamais eu, soit qu'en ayant eu une, il l'ait perdue sans en acquérir une autre. L'état d'apatridie prive l'individu des droits – et supprime les devoirs – attachés à la nationalité à savoir, notamment, le droit à la protection diplomatique et le droit de revenir dans son pays d'origine (OIM, 2007).
Approche « bottom-up »/ascendante	La population et les acteurs locaux sont invités à s'exprimer et à participer aux orientations du territoire en matière de développement, suivant leurs visions, leurs attentes et leurs projets (Commission européenne, 2001).
Atténuation	Du point de vue du changement climatique, l'atténuation signifie la mise en œuvre de politiques destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et à renforcer les puits (Baede et autres, 2007).
<i>Bikram Samwat</i> (BS)	Calendrier officiel du Népal, 56,7 ans à l'avance sur le calendrier international (Shrestha, 2015a).
Conférence des Parties (CdP)	Organe supérieur de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ses membres se réunissent une fois par an pour examiner les progrès accomplis dans l'application de la Convention et pour établir les règles qui assurent sa mise en œuvre (Canada, 2014).

Envois/Transferts de fonds	Ensemble des transferts monétaires effectués par les migrants vers leur pays d'origine (OIM, 2007).
Facteurs d'attraction et de répulsion	Modèle explicatif des phénomènes migratoires fondé sur la combinaison d'éléments répulsifs favorisant l'émigration (tels que des problèmes économiques, sociaux et politiques dans le pays d'origine) et d'éléments attractifs dans le pays de destination (OIM, 2007).
Lac glaciaire	Lac formé par les eaux de fonte d'un glacier, situé à l'avant du front (lac proglaciaire), à la surface (lac supraglaciaire), à l'intérieur (lac intraglaciaire) ou au-dessous (lac sous glaciaire) du glacier en question (Baede et autres, 2007).
Migration	Déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre pays, soit dans un pays entre deux lieux situés sur son territoire. La notion de migration englobe tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées (OIM, 2007).
Migration interne	Mouvement de personnes d'une région d'un pays à une autre afin d'y établir une nouvelle résidence. Cette migration peut être provisoire ou permanente. Les migrants internes se déplacent mais restent dans leur pays d'origine, par exemple dans le cas d'une migration rurale-urbaine (OIM, 2007).
Migration irrégulière	Migration internationale contrevenant au cadre légal du pays d'origine, de transit ou de destination. Il n'y a pas de définition universellement acceptée de la migration irrégulière. Dans la perspective du pays de destination, il s'agit de l'entrée, du séjour et du travail illégal dans le pays, impliquant que le migrant n'a pas les autorisations nécessaires ou les documents requis selon la loi d'immigration pour entrer, résider et travailler dans le pays en question (OIM, 2007).
Mousson	Inversion saisonnière tropicale et subtropicale des vents au sol et des précipitations associées, due à l'échauffement différentiel entre une masse

continentale et l'océan adjacent. Les pluies de mousson se produisent principalement au-dessus des terres en été (Baede et autres, 2007).

Personnes déplacées interne/ dans leur propre pays	Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État (OIM, 2007).
Réfugié	Personne qui « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner » (OIM, 2007).
Réinstallation	Au sens large, terme désignant le transfert de personnes (par exemple réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays) à partir d'un premier lieu d'accueil vers un second lieu d'accueil et d'intégration, généralement un pays tiers (OIM, 2007).
Résilience	Capacité d'un système social ou écologique d'absorber des perturbations tout en conservant sa structure de base et ses modes de fonctionnement, la capacité de s'organiser et la capacité de s'adapter au stress et aux changements (Baede et autres, 2007).
Traite des personnes	Le fait de recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir une personne en ayant recours à la force, à la contrainte, à la tromperie ou à d'autres moyens, en vue de l'exploiter (Organisation des Nations Unies (ONU), s.d.a).

## Transit

Situation des personnes, des biens ou des marchandises dont le trajet sur le territoire d'un État n'est que la fraction d'un trajet total commencé et devant se terminer sur le territoire d'autres États (OIM, 2007).

## INTRODUCTION

À toute époque, les populations se sont déplacées et adaptées à des conditions environnementales changeantes. Le réchauffement du système climatique mondialement observé se pose toutefois comme un nouveau défi de par les changements environnementaux qu'il engendre. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2013) rapporte que l'atmosphère s'est successivement réchauffée lors des trois dernières décennies et que le réchauffement océanique est plus prononcé depuis les années 1970.

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée en 1992 par l'Assemblée générale des Nations Unies, définit les changements climatiques dans son article premier comme étant des :

« changements qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables » (Organisation des Nations Unies (ONU), 1992).

Une distinction est ainsi effectuée par la CCNUCC entre le changement climatique qui est attribué aux activités anthropiques altérant la composition de l'atmosphère et la variabilité climatique imputable à des causes naturelles.

C'est par ailleurs dans le discours relié au changement climatique, particulièrement en relation avec la CCNUCC, que le concept d'adaptation a gagné en importance au cours de la dernière décennie. Les stratégies d'adaptation ont en effet été soulignées lors de la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP) dans l'Accord de Copenhague en 2009. C'est à l'occasion de cette conférence au Danemark que les pays ont convenu de « réduire les émissions pour que la hausse de la température de la planète reste inférieure à 2 °C » (CCNUCC, 2009), sans toutefois conclure un accord se voulant juridiquement contraignant, à l'image des décisions des parties à la CCNUCC. L'importance de la réduction de la vulnérabilité et de l'accroissement de la résilience des pays les moins avancés (PMA) a alors été annoncée.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que le changement climatique, l'environnement et les migrations sont interreliés. L'Organisation considère que les facteurs environnementaux ont depuis longtemps une incidence sur les flux migratoires mondiaux (OIM et International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), 2014). Les migrations liées au changement climatique sont d'ailleurs devenues un phénomène de plus en plus commun dans la région Asie-Pacifique et les experts prévoient qu'elles continueront à augmenter (OIM, 2015b).



L'objectif général de cet essai est d'analyser les réponses adaptatives aux changements environnementaux du Népal au sein des documents nationaux encadrant les migrations et traitant d'adaptation. La question à savoir si les stratégies d'adaptation considèrent adéquatement les besoins du pays et des collectivités les plus vulnérables est soulevée. Pour ce faire, il conviendra d'examiner les impacts environnementaux, sociaux et économiques des changements environnementaux entraînés sur le pays et sa population, puis d'établir une typologie des formes de migration présentes afin d'explorer leurs caractéristiques. Il s'agira ensuite d'examiner les besoins du Népal en matière d'adaptation aux changements environnementaux pour enfin formuler des recommandations qui visent une meilleure intégration des besoins d'adaptation du pays et de sa population face aux dégradations environnementales.

Cet essai s'appuie sur l'analyse de la documentation disponible. Ainsi, des publications d'organisations internationales, des articles scientifiques, des rapports gouvernementaux et d'organisations non gouvernementales (ONG), des documents législatifs népalais et des ressources sur internet ont été consultés. Multiples sont les études de terrain effectuées au Népal qui ont également été étudiées et citées, faute d'avoir eu l'opportunité de s'aventurer sur le terrain. Dans une moindre mesure, de l'information obtenue lors d'une conférence sur les migrations environnementales par des experts de la question est également incorporée<sup>1</sup>.

La qualité du travail est assurée par le choix de documents d'information diversifiés, le plus souvent des articles sélectionnés par un comité de pairs ou issus d'organisations reconnues à l'échelle internationale et, dans la mesure du possible, récents. C'est ainsi que des sources s'échelonnant entre 2009 et 2015 ont été consultées en priorité.

Cinq sections structurent le présent essai. Le premier chapitre dresse le portrait du pays à l'étude, le Népal, en matière de géographie, de climat, de société, d'économie, de géopolitique et d'environnement. Le second chapitre fait état des enjeux environnementaux déclenchés par des facteurs anthropiques ou naturels sévissant au Népal, qui sont susceptibles d'entraîner des migrations humaines internes et internationales. Les flux migratoires font l'objet du troisième chapitre, alors que leurs caractéristiques sont examinées afin d'offrir une vue d'ensemble des mouvements de populations à l'intérieur du pays et en direction de l'étranger, ainsi que des déplacements d'individus d'autres nationalités qui transitent par le Népal ou s'y installent.

Le quatrième chapitre aborde les documents d'adaptation au changement climatique et ceux reliés aux migrations au Népal en s'interrogeant à savoir si ceux-ci répondent aux besoins des citoyens les plus vulnérables aux changements environnementaux, soit les populations rurales qui se tournent

---

<sup>1</sup> Cette conférence s'intitule « *Human Migration and the Environment: Futures, Politics, Invention* » et a été organisée à l'Université de Durham en Angleterre du 28 juin au 1er juillet 2015. L'auteure de cet essai y était présente.

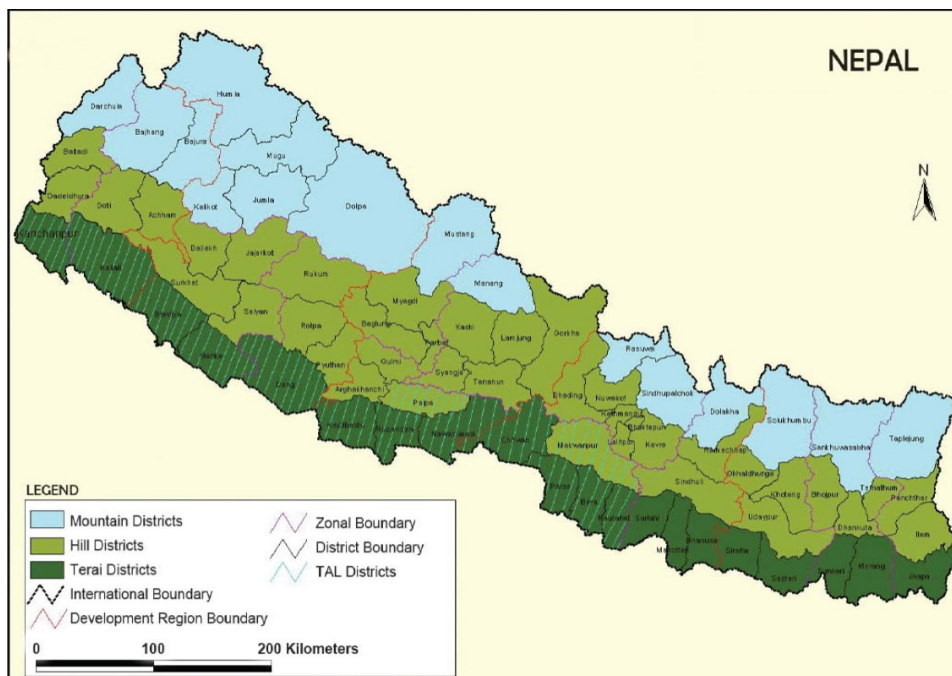
fréquemment vers la migration afin de survivre avec un minimum de dignité. Le cinquième chapitre émet enfin trois recommandations visant une meilleure intégration des besoins d'adaptation du pays et de sa population face aux dégradations environnementales constatées, mais aussi en matière de droits des migrants et des autres populations concernées.

## 1 APERÇU DU NÉPAL

Afin de dresser un portrait du pays à l'étude, les réalités géographiques, climatiques, socio-économiques, géopolitiques, en plus de certaines caractéristiques environnementales sont présentées dans ce premier chapitre. Cet aperçu du Népal servira de point de repère lorsque seront abordés les changements environnementaux déclenchés par des facteurs anthropiques ou naturels, les scénarios migratoires et les documents de lois ayant trait à l'adaptation et aux migrations népalaises dans les chapitres subséquents.

### 1.1 Situation géographique et climatique

Enclavé entre l'Inde et la Chine, le Népal occupe 0.03 % de la superficie mondiale et 0.3 % du territoire asiatique total. Les trois quarts de la surface du pays est recouvert par des montagnes. La figure 1.1 illustre la subdivision du Népal en trois zones est-ouest. Le nord se caractérise par un secteur montagneux, le centre comprend une zone parsemée de collines, tandis que le sud, connu sous le nom de *Teraï* ou « terres humides », est une région à basse altitude, plate et fertile, faisant partie de la grande plaine du Gange.



**Figure 1.1 Carte du Népal - subdivision du pays en trois zones Est-Ouest** (tiré de : Nepal. National Planning Commission Secretariat, 2013a, p. IX)

L'altitude varie de 70 à 8 848 mètres et le climat peut être tantôt tropical tantôt arctique, en corrélation avec l'altitude. Dans le secteur montagneux, les étés sont frais et les hivers, rigoureux. Dans le *Teraï*, la saison estivale est caractérisée par un climat subtropical et les hivers sont doux. Le Népal peut compter sur quatre saisons distinctes : la pré-mousson, de mars à mai, la mousson, de juin à septembre, l'après-

mousson, d'octobre à novembre, et l'hiver, de décembre à février (Nepal. Ministry of Science, Technology and Environment (MoSTE), 2013). Il est à noter que la température du pays a significativement augmenté dans les dernières années suivant la tendance globale à la hausse (Devkota, 2014; World Wide Fund for Nature (WWF) Nepal, 2005). Il sera question de cette augmentation au chapitre deux.

Au nord, le pays est l'hôte de huit des dix plus hauts sommets du monde qui constituent en partie la chaîne de montagnes de l'Himalaya. Le mont Everest, ou *Sagarmāthā* en népalais, atteint 8 848 mètres d'altitude et est le point culminant d'Asie, ainsi que le plus haut sommet du monde. Celui-ci se dresse à la frontière de la région autonome du Tibet en Chine. Le nord du pays est pour ainsi dire inhabité, à l'exception de certains lieux où se dessinent quelques rares habitations dispersées dans des vallées en altitude. Aux pieds des montagnes se révèle par ailleurs une zone marécageuse riche en faunes sauvages, où le paludisme a longtemps été endémique.



**Figure 1.2 Carte du Népal - centres urbains** (tiré de : Encyclopaedia Britannica, 2015, images)

La figure 1.2 représente la carte géographique du Népal et met en relief la capitale et les différents centres urbains. L'encadré dans le coin supérieur droit situe le pays en Asie du Sud. La zone centrale du Népal est parcourue par des montagnes, des hauts sommets, des collines, des vallées et des lacs. La vallée de Katmandu, carrefour politique et culturel de l'État, y est située, formée par les districts de Katmandu, Lalitpur et Bhaktapur (figure 1.2). La vallée est drainée par la rivière Bāghmati qui s'écoule vers le sud (figure 1.3). Katmandu, la capitale, est la seule grande ville du pays. Des centres urbains de petite envergure tels que Birātnagar à l'est, Birganj au centre et Nepālganj à l'ouest se dressent le long de la frontière indienne dans le *Teraī*, tandis que Pokharā se situe dans la zone centrale, au nord-ouest de la capitale.

Les plaines du *Teraï*, au sud, sont constituées de forêts denses, de parcs nationaux, de réserves fauniques, de zones de conservation et de terres fertiles. Cette zone est traversée par trois rivières majeures, Kosi, Nārāyani et Karnālī, qui peuvent être aperçues sur la figure 1.3, présentant une carte additionnelle du Népal qui identifie les hauts sommets montagneux, les zones protégées, ainsi que les cours d'eau. Plus de 6 000 rivières et petits ruisseaux s'écoulent à travers le pays (Nepal. MoSTE, 2013).



**Figure 1.3 Carte du Népal - cours d'eau, hauts sommets montagneux et zones protégées** (tiré de : Encyclopaedia Britannica, 2015, images)

## 1.2 Contexte socio-économique

En 2013, la population népalaise comptait 27,8 millions de personnes et indiquait un taux de croissance annuel de 1,35 %. L'âge médian s'élevait à 23,1 ans (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2014). La croissance démographique se manifeste par la multiplication par deux de la population à chaque période de trente ans (Nepal Disaster Preparedness Network- Nepal (DPNet-Nepal), 2013). Lorsque comparé à d'autres pays, le taux de croissance du Népal s'avère élevé, tandis que l'espérance de vie des femmes et des hommes est plutôt basse (Nepal. National Planning Commission, 2010). Selon le secrétaire népalais de la commission nationale de planification, le Népal est couvert à 35 % par les montagnes, un secteur habité par 7 % de la population. En revanche, 42 % de la population se partagerait 42 % de la superficie du secteur des collines, tandis qu'au-delà de la moitié de la population habite sur 23 % (New Spotlight News Magazine, 2013). 1,14 million d'individus sont domiciliés à Katmandu et en deçà de 20 % des Népalais habitent en milieu urbain. La vallée de Katmandu, avec 14 355 individus par km<sup>2</sup>, connaît la plus importante densité démographique du pays (Gurung et Bell, 2013).

Depuis 1971, le Népal est considéré par les Nations Unies comme l'un des pays les moins avancés (PMA) (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), 2014), signifiant que sa population est l'une des plus démunies et défavorisées de la communauté internationale, aux côtés de 47 autres nations (UN Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States (UN-OHRLS), 2015). Il est estimé que 58 % de la population urbaine népalaise réside dans des bidonvilles, un constat qui place le Népal en seconde position des pays d'Asie du Sud, derrière le Bangladesh (Ginnetti et Lavell, 2015). Cette situation est intrinsèquement liée aux phénomènes migratoires, ainsi que nous le verrons subséquemment.

Cet État asiatique à faible revenu se situe par ailleurs au 145<sup>e</sup> rang de l'Indice de développement humain (IDH) établi par le PNUD <sup>2</sup>, sur un total de 187 pays et territoires. Il y a quelques années, approximativement un quart des Népalais vivaient sous le seuil de la pauvreté (Nepal. National Planning Commission Secretariat, 2013b) et étaient contraints de subvenir à leurs besoins avec un budget quotidien inférieur à 1,25 dollar américain. En outre, les trois quarts de la population active gagnaient moins de 2 dollars américains par jour et approximativement un tiers des enfants et des jeunes âgés de 5 à 14 ans étaient obligés de travailler. Environ 14,76 millions d'individus constituaient la main-d'œuvre active, alors qu'un manque sévère d'employés qualifiés se faisait sentir (PNUD, s.d.).

Les infrastructures de transport népalaises sont très limitées, si bien que peu de pays de taille comparable disposent d'un réseau routier et d'un parc de véhicules motorisés si réduits. Bien que le nombre de véhicules à moteur - essentiellement des motos - ait triplé entre 2006 et 2012, passant de 534 000 à 1 518 000, seulement 1,6 % des ménages étaient propriétaires d'une voiture ou d'une moto en 2011, 9 % possédaient une moto et près de 10 %, une bicyclette (Nepal. National Planning Commission Secretariat, 2013b). Les principaux facteurs influençant ces maigres statistiques incluent la parcimonie des routes due à la topographie accidentée, la faiblesse des revenus et le coût du carburant. Le ratio du coût de l'essence par rapport au revenu par habitant est en effet l'un des plus élevés au monde. Lorsque le prix de l'essence à la pompe est mis en corrélation avec le salaire du Népalais moyen, il apparaît que ce dernier doit déboursier un montant 60 fois supérieur à celui payé par un Américain, 21 fois plus élevé que celui déboursé par un Japonais, sept fois plus élevé qu'un Chinois et trois fois supérieur à un Indien (Malla, 2014).

L'économie du Népal dépend en grande partie des ressources naturelles, bien que le secteur des services, incluant l'industrie touristique, soit en développement. En 2014, ce sont 1,1 million de Népalais qui œuvraient en tourisme. Avant le tremblement de terre du mois d'avril 2015, le Népal se retrouvait au 26<sup>e</sup> rang des 188 pays connaissant la plus forte croissance de leur secteur touristique (World Travel and Tourism Council, 2015). La distribution des ressources et leur utilisation dans le développement socio-

---

<sup>2</sup> Cet indice mesure le « niveau moyen atteint dans les dimensions clés du développement humain : une vie longue et saine, l'acquisition de connaissances et un niveau de vie décent » (PNUD, 2014).

économique local demeurent toutefois inégales (DPNet-Nepal, 2013), un constat qui peut favoriser des migrations.

La principale activité économique du pays est l'agriculture de subsistance; celle-ci génère un revenu aux deux tiers de la population. Ce n'est pourtant que 25 % de la superficie du pays qui est apte à l'agriculture. En outre, les terres agricoles sont réparties inégalement à travers le pays : moins de 10 % de celles-ci sont situées dans les montagnes, tandis que les 90 % restants sont réparties de façon égale entre le secteur des collines et le *Teraï* (DPNet-Nepal, 2013). Les principaux produits cultivés sont le riz, le maïs et le blé. L'élevage, notamment le bison, fait également partie intégrante de la sphère agricole. La productivité est cependant très basse et les rendements sont faibles en raison de l'inefficacité des techniques agricoles employées. De plus, moins de la moitié de la superficie des terres cultivées est sous irrigation, rendant les cultures dépendantes des conditions météorologiques (Nepal. MoSTE, 2013) et incitant de nombreux ménages népalais à migrer, comme il sera discuté dans les chapitres à venir.

Les exportations se sont élevées à plus d'un milliard de dollars américains en 2014, tandis que les importations ont dépassé les sept milliards pour la même année (Central Intelligence Agency (CIA), 2015), si bien que la balance commerciale du pays est négative. Le Népal est par ailleurs tributaire des envois de fonds qui comptent pour 22 à 25 % du produit intérieur brut (Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2015b). Dans les dernières années, la valeur totale de ceux-ci s'est élevée à approximativement 3,5 milliards de dollars américains (United Nations Population Fund (UNFPA), 2013), classant le Népal en seconde position des pays destinataires des envois de fonds en relation avec le pourcentage de leur produit intérieur brut en 2010, derrière le Bangladesh.

Enfin, au fil des décennies, plusieurs pays ont fourni une assistance économique au Népal. Depuis les années 1970, la construction de nouvelles routes a été entreprise avec le soutien de l'Inde, de la Chine, du Royaume-Uni et des États-Unis (Encyclopaedia Britannica, 2015). De plus, un projet hydroélectrique de 60 000 kilowatts à Kulekhani a été financé par la Banque mondiale, le Koweït et le Japon. Celui-ci est entré en activité en 1982. Moins du tiers de la population du pays a accès à l'électricité, qui provient essentiellement de l'hydroélectricité (Nepal. Ministry of Environment, 2010).

### **1.3 Contexte géopolitique**

Le Népal a connu plusieurs transformations politiques au cours de son histoire. La nation a été gouvernée 240 ans par une monarchie constituée de premiers ministres ayant favorisé des politiques isolationnistes pour le pays. L'État demeura donc fermé au monde extérieur jusqu'à l'éclatement d'une révolte en 1950. Cinq ans plus tard, en 1955, le Népal est devenu un État membre de l'ONU (ONU, s.d.b). Au terme d'une guerre civile de dix ans entre la monarchie et le Parti communiste maoïste qui s'est achevée en 2006,



c'est en 2008 que le Népal est devenu une République démocratique (Nepal. Ministry of Foreign Affairs, 2015). Une nouvelle constitution doit toujours être rédigée (Nepal. Ministry of Environment, 2010).

Le Népal et l'Inde entretiennent une relation assez étroite, à l'image de la longue frontière qu'ils partagent à l'ouest, au sud et à l'est du Népal. La patrie de Gandhi est le principal partenaire commercial du Népal, recevant au-delà de 50 % des exportations népalaises et absorbant un pourcentage similaire de ses importations. En plus de faire du commerce avec l'Inde, le Népal exporte près de 10 % de ses produits aux États-Unis et 4,2 % de ceux-ci en Chine et au Bangladesh. Les exportations sont principalement constituées de produits issus de l'agriculture, tels que du riz, de la jute, du bois, mais aussi des textiles. La seconde part majeure des importations népalaises provient quant à elle de l'Empire du Milieu avec 35 % (CIA, 2015). La majorité de ses importations sont des produits de base, tels que du carburant, des matériaux de construction, de l'engrais, des métaux et des biens de consommation (Encyclopaedia Britannica, 2015).

Le Népal possède un certain potentiel hydroélectrique. Deux projets d'irrigation et de production d'hydroélectricité ont été entrepris en partenariat avec l'Inde sur les rivières Kosi et Nārāyani (Encyclopaedia Britannica, 2015), et des discussions ont été entamées afin de développer le potentiel hydroélectrique de la rivière Karnālī (Shrestha, 2015b).

En outre, le Népal et son voisin du sud ont vécu quelques différends, et ce, de façon périodique à travers les décennies. La dépendance du Népal au port de Calcutta pour son accès à la mer n'a pas toujours enthousiasmé l'Inde. Un autre point de friction concerne la dépendance népalaise au marché indien pour la majorité de ses importations et exportations (Encyclopaedia Britannica, 2015). Une commission frontalière conjointe a par ailleurs été mise sur pied afin de faire le point sur des sections frontalières contestées entre le Népal et l'Inde.

#### **1.4 Contexte environnemental**

Le Népal est confronté à plusieurs enjeux environnementaux, dont une déforestation intensive, une contamination des cours d'eau, une détérioration de la qualité de l'air dans la région de la vallée de Katmandu et un risque sismique élevé. Tout d'abord, une déforestation massive est pratiquée (Massey et autres, 2007). Celle-ci s'explique en grande partie par la surutilisation du bois en tant que principale source de combustible et par l'absence de sources alternatives. En conséquence, la surface forestière du pays a décliné de 24,4 % entre les années 1990 et 2011 et couvre actuellement moins du quart de la superficie du pays (PNUD, 2014). Dans la zone centrale, la densité de la population est telle que les terres arables sont à peu près toutes labourées. Les forêts sont abattues afin que soit augmentée la superficie des terres cultivables, entraînant une érosion des sols (Massey et autres, 2007) et favorisant des pertes de terres agricoles dues à des glissements de terrain et à des inondations (Asian Development



Bank, 2004; WWF Nepal, 2005). En outre, des estimations suggèrent que le Népal perd en moyenne 1,7 millimètre de sol fertile par année, réduisant d'autant plus la productivité agricole (Warner et autres, 2013). En revanche, plusieurs projets ont été entrepris afin de contrer l'érosion des sols et la déforestation. Le Népal est fréquemment cité comme modèle de réussite pour sa gestion communautaire des forêts (Asian Development Bank, 2004; Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), s.d.).

De plus, les cours d'eau sont exposés à une contamination provenant de déchets d'origines humaine et animale, du ruissellement agricole et des effluents industriels. Les rivières et les petits cours d'eau de la zone du *Teraï* sont pollués par l'importante quantité de déchets domestiques qui y sont jetés. Qui plus est, certains villages se sont développés en omettant de prendre les mesures nécessaires afin de disposer adéquatement de leurs eaux usées (Asian Development Bank, 2004; Government of Nepal, 1993). En outre, la mauvaise qualité de l'eau de surface dans les vallées de Katmandu et de Pokharā rend l'eau impropre à la consommation (Encyclopaedia Britannica, 2015) et un déversement d'arsenic dans le *Teraï* en 2010 a sévèrement contaminé l'eau de la région (Integrated Regional Information Networks (IRIN), 2010).

Les citoyens népalais sont par ailleurs préoccupés par la détérioration de la qualité de l'air et des impacts sur la santé qui y sont associés, particulièrement dans la vallée de Katmandu où se retrouve la majorité des véhicules à essence et une forte densité de population (Asian Development Bank, 2004; Malla, 2014). Peu de recherches ont cependant été conduites sur l'interrelation entre la qualité de l'air et les impacts sur la santé au Népal. Des scientifiques rapportent que le Népal est l'un des pays d'Asie où les données concernant la qualité de l'air font défaut (Gurung et Bell, 2013).

Des recherches menées par différentes agences onusiennes avancent que le Népal est le 11<sup>e</sup> pays le plus vulnérable aux séismes (OIM, 2015b). Les tremblements de terre survenus en 1934, en 1988 (DPNet-Nepal, 2013) et très récemment en 2015 ont eu des conséquences désastreuses sur le pays et ses citoyens. Celles-ci seront exposées au chapitre deux.

En somme, les contextes géophysique et socio-économique népalais rendent le pays vulnérable aux impacts environnementaux, sans compter que les facteurs anthropiques renforcent le phénomène. Enclavé entre deux voisins imposants, tant d'un point de vue géographique, démographique, économique que politique, le Népal figure parmi les pays les moins développés et les plus démunis de la planète. Très nombreuses sont les familles qui vivent en effet sous le seuil de la pauvreté. L'agriculture de subsistance est pratiquée par la majorité des citoyens, tandis que moins de la moitié de la superficie des terres cultivées est irriguée, rendant les cultures tributaires des conditions météorologiques.

La distribution des ressources et l'utilisation de celles-ci dans le développement local demeurent inégales. Le Népal est en rapide urbanisation avec une partie importante de la population qui habite dans des bidonvilles dans les centres urbains ou en périphérie de ceux-ci. Finalement, le pays est aux prises avec des problèmes de déforestation, de cours d'eau contaminés, de détérioration de l'air et d'occurrences de séismes destructeurs. Plusieurs de ces éléments jouent un rôle déterminant sur les changements environnementaux qui seront discutés au prochain chapitre, et, lorsqu'additionnés à des facteurs supplémentaires, sont susceptibles de déclencher des migrations humaines internes et internationales.

## 2 CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Quelques décennies de recherches démontrent que le Népal est naturellement sujet à des catastrophes naturelles, alors que la fréquence et l'intensité de celles-ci augmentent de façon constante (DPNet-Nepal, 2013). Emboitant le pas à la tendance globale du réchauffement climatique (Devkota, 2014; Gentle et Maraseri, 2012; ICIMOD, 2015; Marahatta et autres, 2009; Shrestha et autres, 1999; Yao et autres, 2011), le pays subit des crues soudaines et brutales, des inondations, des glissements de terrain, des périodes de sécheresse accrues, ainsi que la fonte des glaciers de l'Himalaya.

Ce second chapitre se divise en deux sections : la première porte sur le changement climatique et la seconde traite des catastrophes naturelles. Trois conséquences du changement climatique observées au Népal, soit l'augmentation de la température, la fonte des glaciers de l'Himalaya et la modification du régime des pluies seront abordées en premier lieu. Les caractéristiques rendant le Népal et sa population vulnérables aux catastrophes naturelles et les désastres les ayant accablés de façon majeure dans le dernier siècle seront ensuite présentés, suivi par la tendance des catastrophes à gagner en nombre et en intensité. Enfin, pour chacun des fléaux s'abattant sur le pays, les causes et les conséquences seront précisées, et des exemples seront invoqués.

### 2.1 Changement climatique

Lors de la 20<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP) de Lima en décembre 2014 pour le compte du groupe des 48 PMA, le vice-président de la Commission de planification nationale népalaise a effectué un discours. Il a insisté sur le fait que le Népal est un pays très vulnérable au changement climatique : « *Our agriculture, forests, water and infrastructure sectors are greatly affected by the adverse effects of climate change posing food, water and energy insecurities* » (Pokharel, 2014). Tous les secteurs de base népalais sont donc susceptibles d'être affectés par les changements environnementaux. Bien que la contribution du Népal aux émissions globales de gaz à effet de serre (GES) soit négligeable, les effets néfastes du changement climatique y sont clairement observés (Gentle et Maraseri, 2012). Entre outre, différentes agences onusiennes avancent que le Népal est le sixième pays le plus vulnérable au changement climatique et aux impacts des aléas du climat (OIM, 2015b). C'est ainsi que 10 millions de Népalais, demeurant pour la plupart en milieu agricole, sont de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique (Nepal. Ministry of Environment, 2010).

La présente section discute les effets que sont la hausse de la température, la fonte des glaciers et la modification du régime des précipitations. Les catastrophes induites par le changement climatique ont fait de nombreuses victimes et détruit de multiples propriétés au fil des décennies au Népal. Les communautés rurales sont les premières à être affectées en raison de leur forte dépendance aux terres arables et au régime des pluies, comme nous le verrons ci-après.

### **2.1.1 Hausse de la température**

Le GIEC rapporte que le « réchauffement du système climatique est sans équivoque » au niveau mondial, que l'atmosphère s'est successivement réchauffée lors des trois dernières décennies et que le réchauffement océanique est plus prononcé depuis les années 1970 (GIEC, 2013). Au Népal, des recherches suggèrent que la température a également augmenté, bien que des variations régionales soient présentes. Comme nous l'avons indiqué précédemment, le réchauffement est plus prononcé dans les secteurs en haute altitude, en plus d'être plus marqué à l'occasion de la saison hivernale (Shrestha et autres, 1999). Une analyse des données de 49 stations météorologiques menée sur 30 ans, de 1976 à 2005, indique que les températures moyennes et maximales du pays sont en augmentation, à quelques exceptions près. Sommes toutes, les températures maximum augmentent plus rapidement que les températures minimum (Marahatta et autres, 2009). Une étude supplémentaire suggère que la température au Népal a augmenté de façon constante et continue depuis les années 1970 (Shrestha et autres, 1999).

### **2.1.2 Fonte des glaciers**

À l'échelle de la planète, l'Arctique et l'Antarctique sont sans contredit les régions glaciaires les plus vastes. La troisième zone en importance, surnommée « le troisième pôle », se situe en Asie et comprend les montagnes de l'Himalaya. Le troisième pôle est l'hôte de glaciers ayant une superficie approximative de 100 000 kilomètres carrés et approvisionne jusqu'à 1,4 milliard d'individus en eau (Yao et autres, 2012a), ce qui lui vaut le surnom de « réservoir d'eau d'Asie ». 3 252 glaciers sont présents au Népal et ceux-ci s'étendent sur 5 322 kilomètres carrés. La réserve de glace au pays est estimée à 481 kilomètres cubiques (Mool et autres, 2001).

L'importance de l'eau emmagasinée dans les glaciers du troisième pôle avantage non seulement le Népal, mais également ses voisins du sud dans la mesure où l'intégralité des rivières traversant le Népal se déverse dans le Gange indien (WWF Nepal, 2005). Les collectivités afghanes, bhoutanaises, chinoises, pakistanaïses et tadjikistanaises s'approvisionnent elles aussi en eau en provenance de ces montagnes, qui s'écoule dans neuf rivières majeures de la région. C'est donc le cinquième de la population mondiale qui bénéficie de l'eau de ces glaciers (Yao et autres, 2012b).

Les glaciers ont été étudiés de façon approfondie et régulière à partir des années 1970 (Shrestha et Aryal, 2011), permettant ainsi l'amélioration des connaissances actuelles sur le changement climatique (ICIMOD, 2011). Selon des chercheurs du PNUE et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la cause la plus importante de leur retrait est la hausse de la

température et, dans une moindre mesure, la modification du régime des précipitations et les dépôts de suie (Yao et autres, 2011).

Les répercussions du changement climatique sur les glaciers de part et d'autre de la planète ne constituent pas des phénomènes qui se manifestent promptement et de façon apparente. Les changements observés surviennent sur de longues périodes, ce qui valide que leur fonte actuelle est une conséquence de la variabilité passée et actuelle du climat, ainsi que des perturbations anthropiques (Marzeion et autres, 2014). Des chercheurs conduisant des études qui s'échelonnent sur une trentaine d'années avancent que les glaciers de l'Himalaya ne font pas exception : « *the rate of retreat has been accelerating* » (Yao et autres, 2012a). Le GIEC confirme la tendance. Toutefois, le GIEC rapporte qu'en raison de la simultanéité de la saison de la mousson et de la fonte des glaciers dans l'est de l'Himalaya, ce qui inclut la partie est du Népal, les variations observées au sein des différents glaciers sont divergentes d'un glacier à un autre (GIEC, 2014d).

Au Népal, des études démontrent que les régions en altitude sont les plus propices à un réchauffement rapide. Un phénomène similaire est également observé dans les zones élevées du Plateau tibétain voisin (WWF Nepal, 2005). Le taux de réchauffement du troisième pôle et ainsi de l'Himalaya, déjà plus élevé que la moyenne mondiale, va en s'accéléralant (ICIMOD, 2015). Le GIEC rapporte par ailleurs que le taux de ruissellement des glaciers de l'est du Népal et du Cachemire indien a augmenté au cours du siècle dernier, principalement au milieu et à la fin du 20<sup>e</sup> siècle (GIEC, 2014d).

En outre, le Népal et ses voisins, en émettant une importante quantité de suie dans l'air par la combustion de biomasse et l'utilisation de combustibles fossiles, jouent un rôle significatif dans l'accéléralation de la fonte des glaciers de l'Himalaya. Lorsque les particules de carbone noires issues de la combustion incomplète se déposent dans les montagnes enneigées, la fonte est accélérée étant donné la quantité d'énergie et de radiation absorbées par les particules foncées. Selon un groupe d'experts cité dans un rapport du GIEC, « *deposited soot may outweigh the greenhouse effect as a radiative forcing agent for snowmelt* » (GIEC, 2014d).

### **2.1.3 Modification de la pluviométrie**

Le climat népalais, ainsi que son régime des précipitations, est largement marqué par le mécanisme des moussons asiatiques, dont l'agriculture et les ressources en eau douce du pays dépendent en grande partie. C'est entre les mois de juin et septembre, lors de la saison de la mousson, que la majorité des régions reçoivent près de 80 % de leur eau. Les moussons sont généralement accueillies avec prudence, car elles jouent un rôle important dans le succès des cultures, mais elles peuvent également endommager ces dernières en cas de surabondance (Bureau de la coordination des affaires humanitaires

des Nations Unies (BCAH), 2015a). Il est à noter que les pluies de mousson sont plus importantes à l'est et déclinent de plus en plus vers l'ouest du pays.

Une tendance à la hausse est observée quant à l'intensité et à l'ampleur de la pluviosité pendant les saisons de la mousson et de l'après-mousson. Ce phénomène semble indiquer que le changement du régime des précipitations a pour effet d'augmenter la production de glaciers, même si cela ne suffit pas à annuler l'effet de la fonte créée par la hausse des températures. La hausse de la pluviosité peut causer de l'érosion, des inondations et des glissements de terrain (Nepal. MoSTE, 2013). Le GIEC rapporte que les pluies torrentielles de la mousson indienne ont augmenté entre les années 1901 et 2005, avec une accentuation encore plus marquée depuis les années 1950 (Rajeevan et autres, 2008), une tendance pouvant avoir une incidence sur le Népal. Dans le même ordre d'idées, les fortes précipitations sont plus prononcées dans les régions à haute altitude (GIEC, 2012) et la pluviométrie annuelle et saisonnière est marquée par une importante variation d'année en année (Nepal. MoSTE, 2013).

Les modifications des régimes pluviaux et des vents de la mousson asiatique engendrés par le changement climatique ne sont toutefois pas très bien comprises (GIEC, 2012), spécialement en raison des variations d'altitude sur de courtes distances de la topographie népalaise (Dixit, 2013; Nepal Climate Vulnerability Study Team, 2009). Le régime des précipitations démontre d'ailleurs beaucoup d'incertitudes en terme de simulation et de projections (GIEC, 2012). En dépit de ce constat, le GIEC avance qu'une « future increase in precipitation extremes related to the monsoon is very likely in South Asia and South-East Asia » (GIEC, 2013).

En 2015, la saison de la mousson a débuté à la mi-juin. Chaque année, de nombreux citoyens sont affectés et de nombreuses infrastructures sont endommagées. Entre les années 1983 et 2013, 8 400 citoyens sont décédés suite à des inondations ou des glissements de terrain, ce qui représente une moyenne de 270 individus par année (United Nations Children's Fund (UNICEF), 2015).

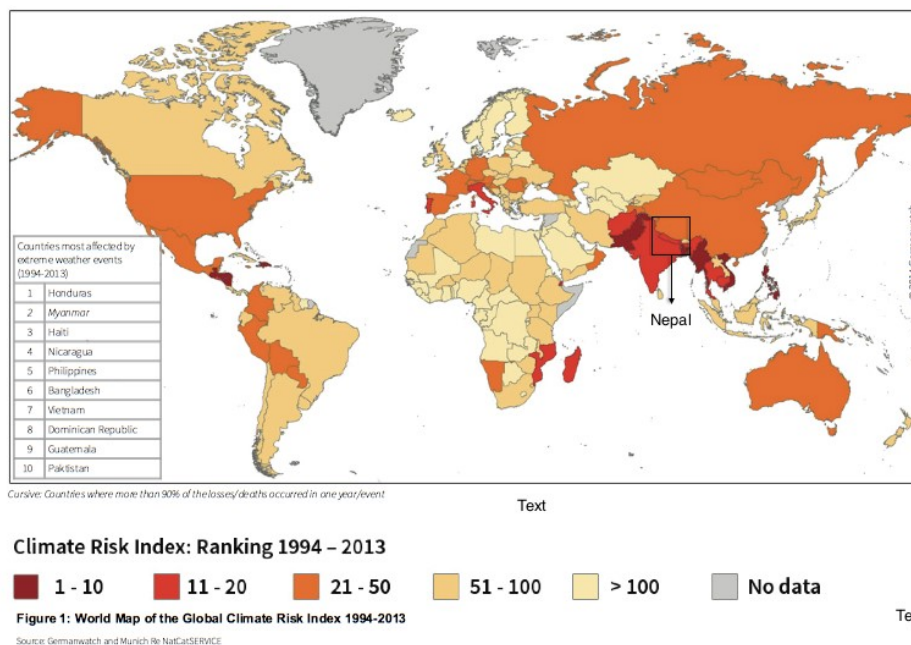
## **2.2 Catastrophes naturelles**

En 2001, le PNUD rapportait que la moitié des 48 PMA étaient particulièrement exposés aux catastrophes naturelles (PNUD, 2001). Il est en effet reconnu que les désastres naturels affectent davantage les populations les plus démunies en raison de leur faible niveau de développement et de leur statut précaire. Une catastrophe n'est ainsi jamais strictement naturelle; elle résulte de la rencontre entre une exposition physique et une certaine vulnérabilité sociale, comme lorsqu'une population vulnérable est exposée à un risque naturel (Gemenne, 2009-10). Les actions anthropiques modifient par ailleurs la nature et l'étendue des catastrophes (Development Workshop, 2011). Les fléaux récurrents qui s'abattent sur ces populations ont pour conséquence d'entraver leur résilience et ainsi d'augmenter leur vulnérabilité. En outre, l'exposition multipliée aux désastres empêche les populations vulnérables de rompre le cercle vicieux de

la pauvreté (DPNet-Nepal, 2013). Les citoyens népalais ne font pas exception, et les enfants et les femmes sont particulièrement touchés. À la suite de catastrophes, il est rapporté que le taux de scolarisation primaire, ainsi que le nombre d'enfants sur les bancs d'école connaissent une baisse drastique. Les catastrophes engendrent également un taux de malnutrition plus élevé chez les jeunes de moins de trois ans (GIEC, 2012). Les femmes sont d'autant plus vulnérables à de la violence sexuelle, de l'exploitation, de l'abus, du trafic et de la prostitution forcée (BCAH, 2015c). La perturbation des moyens de subsistance des populations et la perte d'infrastructures publiques et privées constituent d'autres impacts majeurs (DPNet-Nepal, 2013). 10 millions de Népalais vivant en secteur agricole peuvent être considérés comme les plus vulnérables au changement climatique (Nepal. Ministry of Environment, 2010). Des exemples concrets de déplacements provoqués par les catastrophes naturelles seront présentés au prochain chapitre traitant des migrations.

### 2.2.1 Prédispositions historiques aux catastrophes naturelles

L'Index sur le risque climatique (CRI) développé par l'ONG *Germanwatch* évalue le risque d'exposition des pays aux phénomènes météorologiques extrêmes. L'Organisation effectue une analyse quantitative annuelle des décès et des pertes économiques entraînées par l'ensemble des catastrophes qui s'abattent sur la planète. La figure 2.1 présente une carte du monde de l'index sur le risque climatique pour les années 1994 à 2013. Celle-ci illustre au moyen de couleurs le rang moyen obtenu par chaque pays. Le Népal, de couleur rouge vif, se situe au 19<sup>e</sup> rang mondial de l'index (Kreft et autres, 2014), ce qui témoigne de sa tendance naturelle à être ébranlé par des catastrophes.



**Figure 2.1 Carte du monde de l'index sur le risque climatique** (modifié de : Kreft et autres, 2014, p. 11)

Les désastres sont liés de façon inextricable au contexte humain. Les contextes géophysique et socio-économique népalais rendent le pays vulnérable aux catastrophes naturelles. La topographie joue un rôle prépondérant dans la probabilité que des catastrophes surviennent, tout comme le statut déficient de développement général du pays. Ainsi, la zone montagneuse du nord du pays est fréquemment sujette à des avalanches, des crues soudaines et brutales et des tempêtes de neige. La zone centrale recouverte de collines est, quant à elle, prédisposée aux glissements de terrain (DPNet-Nepal, 2013). Le *Teraï* au sud est sujet à des inondations, spécialement pendant la saison de la mousson alors que les précipitations coïncident avec la fonte des neiges et des glaciers des régions montagneuses et des plaines collineuses (Dulal et autres, 2010), tandis que le pays entier est prédisposé aux tremblements de terre. Des recherches menées par différentes agences onusiennes avancent que le Népal est le 30<sup>e</sup> pays le plus à risque d'inondations. Katmandu est, quant à elle, la 21<sup>e</sup> ville la plus vulnérable du monde (OIM, 2015b).

### **2.2.2 Catastrophes les plus importantes ayant sévi au Népal**

Jusqu'en 2013, deux tremblements de terre survenus en 1934 et en 1988, trois inondations survenues en 1993, 2008 et 2012, et une période de sécheresse ayant sévi en 2008-2009 étaient du nombre des désastres majeurs ayant affecté le Népal. Le tremblement de terre de 1934 a eu comme conséquences d'entraîner la ruine de l'économie et d'endommager 60 % des habitations de la vallée de Katmandu (DPNet-Nepal, 2013). Contrairement à plusieurs pays comme le Chili, le Népal n'a pas su améliorer la qualité de ses infrastructures et de ses logements à l'aide de stratégies gouvernementales (Ginnetti et Lavell, 2015). Récemment, le 25 avril 2015, un autre puissant séisme s'est inscrit au bilan des catastrophes les plus destructrices ayant frappé le Népal. Le tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter est considéré comme le plus destructeur à s'être produit en 80 ans (BCAH, 2015b). Le coût de reconstruction et la perte de revenus reliés à l'industrie touristique représentent de mauvaises nouvelles pour la fragile économie du pays (Rauniyar et Burke, 2015). Le séisme fait également état des inégalités présentes au sein de la société népalaise : les secteurs ruraux défavorisés ont été touchés plus sévèrement que les secteurs urbains en raison de la piètre qualité des maisons qui s'y trouvent. Le décès de davantage de femmes et de jeunes filles que d'hommes et de garçons a également été constaté, en partie en raison de la prédominance des tâches assignées aux femmes qui ont lieu à l'intérieur des habitations (Nepal. National Planning Commission, 2015).

### **2.2.3 Phénomène en augmentation**

Bien qu'il soit complexe de lier le phénomène naturel et les dégâts qui en résultent, une tendance accrue de catastrophes naturelles semble se dessiner, tant en matière de fréquence qu'en matière d'intensité. L'érosion des sols, les glissements de terrain et les orages violents sont si communs pour nombre de



collectivités népalaises que ces phénomènes viennent à être considérés comme parfaitement normaux (DPNet-Nepal, 2013). Annuellement, ce sont un million de Népalais vivant en milieu agricole qui courent le risque d'être sérieusement touchés par des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses (Nepal. Ministry of Environment, 2010). Il est estimé que depuis les trois dernières décennies, les inondations, les incendies et les glissements de terrain ont beaucoup augmenté (DPNet-Nepal, 2013). La sévérité croissante des inondations est également liée à des facteurs anthropiques tels que la déforestation et les pratiques non durables d'utilisation des terres en amont (Warner et autres, 2013).

Le ministère des Affaires courantes népalais rapporte qu'en 1993, plus de 2000 glissements de terrain d'ampleurs variées ont été déclenchés le long de routes et de flancs montagneux lors d'une pluie torrentielle et d'inondations qui ont causé un dommage énorme, affectant un demi-million d'individus et emportant la vie d'au-delà d'un millier de personnes. Le même ministère a également indiqué que la fréquence des sécheresses a augmenté depuis le milieu des années 1990 (Nepal. Ministry of Home Affairs et (MoHA) et Nepal Disaster Preparedness Network- Nepal (DPNet), 2009).

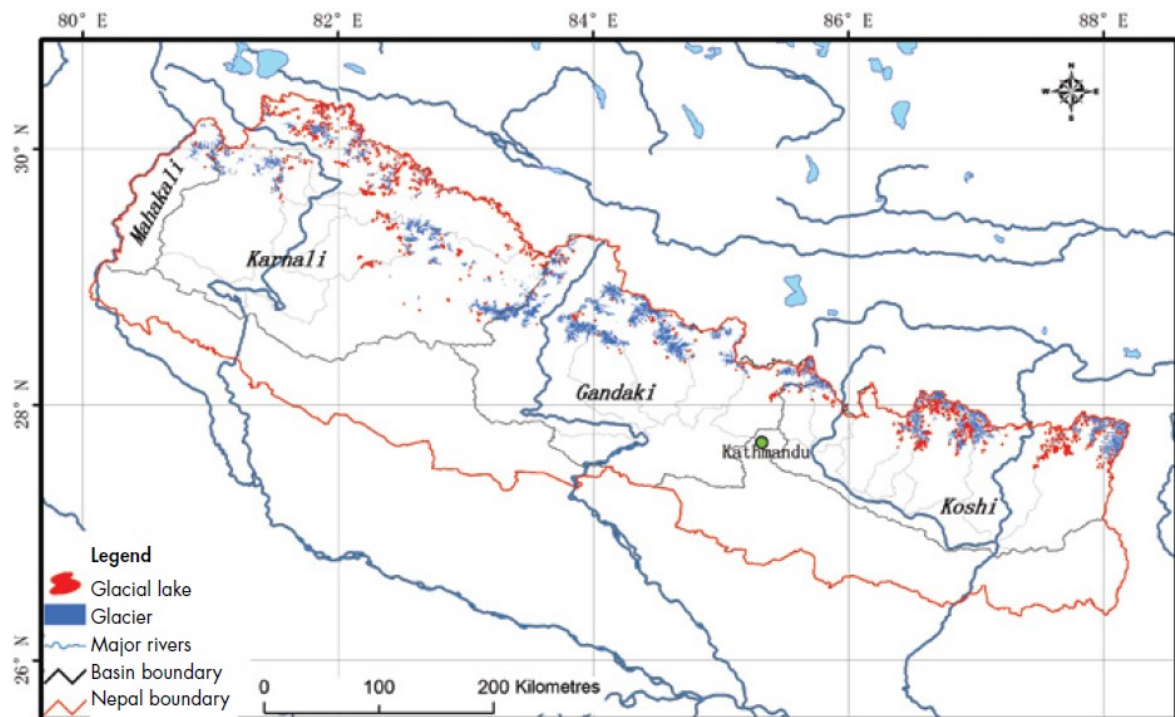
Chaque année, les montagnes et les collines népalaises sont exposées à de nouveaux glissements de terrain durant la saison de la mousson. Le ministère des Affaires courantes note que la majorité de ceux-ci ne sont pas signalés, car ils surviennent dans des zones éloignées (MoHA et DPNet-Nepal, 2009). Avec plus de la moitié de la population urbaine népalaise qui habite dans des bidonvilles, les risques de catastrophes sont multipliés en raison des terrains inadaptés et souvent dangereux où s'établissent ces individus. L'absence d'infrastructures, et notamment d'un système de drainage de l'eau, amplifie les risques d'inondation déjà présents (Ginnetti et Lavell, 2015).

#### **2.2.4 Crues soudaines et brutales**

Tel que nous l'avons mentionné à la section précédente, les glaciers sont de sensibles indicateurs du changement climatique. La formation et le développement de lacs glaciaires sont des phénomènes communs dans les montagnes en haute altitude. Il s'agit de petits étangs glacés, généralement retrouvés au sein des glaciers. En raison du réchauffement climatique, ceux-ci prennent de l'expansion, communiquent et viennent à former des étangs, et parfois même des lacs d'une certaine ampleur. La fonte rapide des glaciers accélère ce phénomène et peut, de fil en aiguille, entraîner des crues soudaines et brutales. Ces crues sont communément connues sous le nom de *Glacial lake outburst flood* (GLOF) en anglais. Le débit de décharge de ces débordements peut atteindre une vitesse de plusieurs milliers de mètres cubes par seconde (ICIMOD, 2011).

Le GIEC rapporte que les lacs glaciaires sont particulièrement nombreux au Népal et au Bhoutan, et que la majorité de ceux-ci sont en expansion (GIEC, 2014d). La figure 2.2 présente l'emplacement des glaciers et des 1 460 lacs glaciaires ayant été identifiés au Népal. De ce nombre, 21 présentent des

risques importants d'inondation en raison de leur dimension, élévations et caractéristiques spécifiques (Ginnetti et Lavell, 2015). Les crues catastrophiques frappant le Népal sont susceptibles d'avoir des conséquences significatives sur les systèmes de gestion de l'eau et d'énergie du pays, ses infrastructures et la vie de ses collectivités riveraines. D'importants dégâts peuvent en effet être provoqués en très peu de temps au niveau des infrastructures des centrales hydroélectriques. Ceci fut le cas en 1985 lorsqu'une inondation est survenue dans la région de Khumbu située au nord-ouest du pays, saccageant une centrale hydroélectrique de 1,5 million de dollars américains qui venait d'entrer en activité (WWF Nepal, 2005), 14 ponts ainsi que 30 maisons et terres cultivables (MoHA et DPNet-Nepal, 2009). L'eau a déferlé sur la région pendant quatre heures sur un périmètre de 10 à 15 mètres et les effets de l'inondation se sont fait sentir à plus de 90 kilomètres aux alentours. Ce sont de 6 à 10 millions de mètres cubes d'eau qui ont alors été déversés (WWF Nepal, 2005). À la suite de cet événement, le gouvernement népalais s'est intéressé au phénomène des crues soudaines et brutales et a commandé des études sur le sujet (MoHA et DPNet-Nepal, 2009), en plus d'en faire un programme prioritaire de son *Programme d'action national d'adaptation* (PANA), discuté au chapitre quatre.



**Figure 2.2 Emplacement des glaciers et des lacs glaciaires au Népal** (tiré de : ICIMOD, 2011, p. 23)

Les tremblements de terre peuvent également provoquer ce type d'inondation. Un journal népalais révèle que le séisme dévastateur du mois d'avril 2015 a causé des dommages à plus d'une dizaine d'infrastructures hydroélectriques, réduisant la production d'électricité d'au moins 150 mégawatts au niveau national (Pangeni, 2015).

Ce sont 24 crues soudaines et brutales qui ont affecté le Népal dans les dernières décennies. La majorité de celles-ci sont survenues dans les environs du bassin Koshi dans l'est du pays (MoHA et DPNNet-Nepal, 2009). Plusieurs autres se sont produites en Chine et ont causé des dommages importants au Népal (ICIMOD, 2011).

### **2.2.5 Inondations**

Alors que les crues soudaines et brutales sont causées par la fonte accélérée des glaciers et les tremblements de terre, des chercheurs de l'Université des Nations Unies pour l'Environnement et la Sécurité (UNU-EHS) rapportent que le débordement des eaux des rivières ou des fleuves est plutôt provoqué par la variabilité du cycle des précipitations et la modification des températures (Warner et autres, 2013). Le lien avec le changement climatique est donc direct, étant donné l'augmentation de la température et la modification du régime des précipitations discutées à la section précédente.

La topographie particulière népalaise contribue également au phénomène. L'eau de pluie entraînée avec rapidité le long des pentes montagneuses transporte des sédiments jusque dans les cours d'eau du *Teraï*. L'absence de dénivelés au *Teraï* freine la vitesse d'écoulement et les débris sont retenus dans les cours d'eau, ce qui a pour effet l'augmentation de leur lit et de la probabilité d'inondations lors de pluies modérées. La déforestation pratiquée au pays, ainsi que la diminution de la couverture végétale peuvent également être à l'origine des débordements d'eau (MoHA et DPNNet-Nepal, 2009).

Les inondations infligent des dégâts aux cultures et aux propriétés népalaises, en plus de communément donner lieu à des épidémies (MoHA et DPNNet-Nepal, 2009). Les impacts des inondations peuvent être tantôt immédiats, lorsque les champs se font inonder, tantôt sur le long terme, lorsque la fertilité des sols et la teneur en matières organiques se voient considérablement réduites pour cause d'érosion et de sédimentation occasionnées (Warner et autres, 2013). Sur une base comparative, les contrecoups des inondations sont généralement plus visibles que ceux des glissements de terrain, sujet que nous traiterons à la section suivante.

### **2.2.6 Glissements de terrain**

Les glissements de terrain peuvent être déclenchés par des facteurs naturels ou anthropiques. D'une part, ceux-ci peuvent être causés par la pluie ou les ondes sismiques. D'autre part, ils peuvent être occasionnés par des interventions humaines telles que la déforestation, une mauvaise utilisation des terres, des constructions ou de l'exploitation minière réalisée sans permis. Tout comme les inondations, les glissements de terrain infligent des dégâts aux cultures et aux propriétés, en plus de fréquemment donner lieu à des épidémies. En revanche, alors que les inondations ont davantage de répercussions sur les infrastructures et affectent un plus grand nombre d'individus, les glissements de terrain sont

responsables d'un plus grand nombre de décès humains. C'est à l'occasion de la saison de la mousson que les glissements de terrain sont les plus fréquents. Chaque année, le décès de nombreux népalais est constaté en raison d'avalanches de débris en provenance des montagnes de l'Himalaya (MoHA et DPNet-Nepal, 2009).

Le BCAH rapporte par ailleurs que le tremblement de terre dévastateur du mois d'avril 2015 a occasionné des glissements de terrain dans la région de Langtang. En outre, de nombreuses zones autour de l'épicentre sont, à l'heure actuelle, particulièrement prédisposées à de nouveaux glissements de terrain (BCAH, 2015b). Un journal népalais rapporte que dans le district de Dhading à l'ouest de Katmandu, les glissements de terrain ne sont pas étrangers aux populations, tandis qu'à la suite du séisme de 2015 et des répliques sismiques, la rigidité des roches et du sol a diminué de telle sorte que la région est maintenant encore plus vulnérable au phénomène (Rai, 2015c).

### **2.2.7 Sécheresses**

Les pressions environnementales peuvent provoquer des périodes de sécheresse dans la mesure où une pluviométrie basse peut contribuer à une baisse de la productivité des écosystèmes. Tandis que les crues, les inondations et les séismes surviennent soudainement, les périodes de sécheresse sévissent de façon plutôt lente et progressive (MoHA et DPNet-Nepal, 2009). Celles-ci portent atteinte aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire, spécialement en ce qui concerne les populations les plus démunies (Dixit, 2013). Les sécheresses ont également pour conséquence de réduire la production agricole des plus vulnérables, allant jusqu'à diminuer l'espérance de vie (MoHA et DPNet-Nepal, 2009).

Cinq périodes de sécheresse ont sévi au Népal, soit en 1987, 1993, 2004, 2007 et 2009, affectant à chaque reprise des centaines de milliers de Népalais et entraînant de sérieuses pénuries alimentaires (Ginnetti et Lavell, 2015). À l'hiver 2008-2009, un épisode de sécheresse hivernale a eu d'importantes conséquences sur la sécurité alimentaire des agriculteurs et leurs moyens de subsistance, tandis que le pays a connu un déficit de 50 % de ses pluies régulières. Les productions de blé et de maïs ont alors drastiquement chuté à l'échelle du pays (Dixit, 2013).

En somme, un tiers de la population népalaise est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique et aux catastrophes naturelles, des phénomènes qui sont susceptibles d'avoir un impact considérable et durable sur la vie des citoyens. En effet, l'exposition multipliée à ces fléaux empêche les populations vulnérables de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Un nombre croissant de Népalais prend donc l'initiative d'explorer des alternatives, dont celle de la migration, qui fait l'objet du prochain chapitre. Plusieurs raisons peuvent pousser les ménages et les individus à migrer.

### 3 SCÉNARIOS MIGRATOIRES

La migration humaine n'est pas un phénomène nouveau. À l'échelle de la planète, les populations se sont déplacées et se déplacent toujours pour des raisons sociales, économiques, politiques, mais également environnementales. Le plus souvent, c'est l'accumulation de ces facteurs qui motive les déplacements. Les individus migrent à la recherche d'opportunités plus prometteuses ou quittent les endroits où les conditions de vie sont difficiles ou en dégradation.

L'OIM recense plus de 230 millions de migrants internationaux à travers le monde, ce qui représente 3,2 % de la population mondiale (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) - Division de la population, 2013). Ce nombre a triplé en 40 ans, reflétant l'augmentation de la population humaine à l'échelle de la planète. Ce chiffre augmente considérablement lorsqu'on y additionne les migrants internes, dénotant la prédominance des déplacements à l'intérieur de certains pays, notamment en Chine (Withol de Wenden, 2012). Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, affirme d'ailleurs que le siècle actuel sera témoin de nombreuses migrations : « *I do believe that the 21st century is a century of people on the move* » (Guterres, 2008).

En 2010, le nombre de migrants internationaux en Asie était estimé à 27,5 millions, représentant approximativement 13 % du chiffre global connu. De ce total, 4,3 millions des migrations prenaient leur origine en Asie du Sud et de l'Ouest (OIM, 2015b).

Au Népal, les migrations internationales approuvées par le gouvernement datent du tout début du XIX<sup>e</sup> siècle alors que de nombreux jeunes hommes ont reçu les appuis officiels afin d'être enrôlés dans l'armée indienne. Un peu plus tard, en 1815, le Népal a ouvert la porte à ce type d'engagements vers des colonies britanniques à l'extérieur de l'Inde. Les déplacements à l'étranger se sont d'autant plus intensifiés à la suite de la révolution populaire pour la démocratie en 1951, particulièrement en direction de l'Inde (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014).

Les migrations de Népalais à l'extérieur de l'Inde se sont par la suite accentuées sous l'effet de l'adoption de politiques économiques libérales dans les années 1990 (United Nations Nepal Information Platform, 2012). À la même période, les migrations internes se sont accrues en direction du *Teraï* en raison du succès du programme de contrôle du paludisme dans la région (Bohra et Massey, 2009; Kansakar, 2012). D'autres déplacements internes vers la vallée de Katmandu où se situent les principaux lieux administratifs, éducatifs et commerciaux ont été recensés au fil des ans (Kansakar, 2012). Sur fond de crise politique, la guerre civile et l'insurrection maoïste de 1996 à 2006 ont également entraîné la migration de nombreux Népalais à l'intérieur du pays (OIM, 2013). L'insécurité a motivé les citoyens à quitter leurs villages et à se réfugier aux abords des centres urbains environnants. Il est estimé qu'entre 100 000 et 200 000 Népalais se sont alors déplacés vers Katmandu, tandis que d'autres ont traversé les

frontières afin de se réfugier en Inde. Il est difficile de connaître avec justesse les dynamiques de retour des populations. En 2008, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) rapportait qu'environ 60 000 citoyens étaient toujours déplacés à l'interne (PNUD, 2009). En outre, à différentes périodes historiques, des Indiens ont immigré au Népal, surtout au *Teraï*. Des Tibétains et des Bouthanais sont également arrivés au pays dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle (Kansakar, 2012).

Comme mentionné précédemment, l'OIM considère que les facteurs environnementaux ont depuis longtemps une incidence sur les flux migratoires mondiaux (OIM et ICIMOD, 2014). L'Organisation internationale estime que les migrations, le changement climatique et l'environnement sont interreliés. Il n'est toutefois pas simple de lier le changement climatique aux conséquences engendrées. De la même manière, des chercheurs universitaires estiment qu'un manque de connaissances existe sur les liens entre les migrations et l'environnement alors que la plupart des théories s'appuient sur les réalités socio-économiques et démographiques (Chapagain et Gentle, 2015).

Dans le cadre des migrations népalaises, le facteur environnemental semble assez déterminant : 85% des migrants proviennent de familles vivant d'agriculture de subsistance qui sont tributaires du régime des pluies pour l'irrigation de leurs cultures (Chapagain et Gentle, 2015). Le présent chapitre établit une typologie des formes de migrations présentes au Népal et en examinera les caractéristiques. Il existe plusieurs façons de catégoriser les flux migratoires, que ce soit d'un point de vue géographique, démographique, sociologique, socioculturel, politique, légal ou multidisciplinaire (OIM, 2004). Dans le cadre du présent essai, ce sont les causes derrière les flux migratoires et les facteurs sous-jacents aux décisions de migrer qui constituent la base de la typologie des migrations népalaises.

Ce chapitre vise donc à offrir une vue d'ensemble des mouvements de populations à l'intérieur du Népal et en direction de l'étranger, ainsi que des déplacements d'individus d'autres nationalités qui transitent par le Népal ou s'y installent. Certains aspects de ces scénarios migratoires seront repris au chapitre suivant alors que seront abordés les politiques traitant d'adaptation et de migrations.

Les migrations de travail, qui sont les plus courantes et les mieux documentées, seront présentées en premier lieu sous différents angles. Les migrations ayant lieu à l'interne, dont celles généralement induites par des changements environnementaux seront examinées, suivies des mouvements de population à l'international et de façon saisonnière. Les rudes conditions de travail des migrants à l'étranger seront par la suite exposées, ainsi que le rôle important et les implications qu'ont les envois de fonds monétaires sur les ménages et les collectivités.

Les migrations forcées induites par les catastrophes naturelles, puis sous forme de traite de personnes seront abordées en second lieu, suivies par les migrations d'études, la présence de réfugiés bhoutanais et tibétains au Népal, et les transits migratoires tibétains. Pour conclure, les conséquences des migrations sur le pays seront discutées.

### **3.1 Migrations de travail**

Les migrations de travail sont un important moyen de subsistance servant à réagir et à s'adapter aux changements environnementaux, mais aussi à faire face aux défis économiques et sociaux existants.

Une étude des scénarios migratoires de travail au Népal, en Inde, au Pakistan et en Chine avance que le trois quarts des déplacements des citoyens sont observés à l'interne. Le seul pays présentant une exception, où le trois quarts des migrants se déplacent à l'extérieur du pays, est le Népal. Les raisons avancées sont le consentement des migrants à séjourner à l'étranger, en particulier lorsqu'ils considèrent le salaire avantageux, le faible coût des migrations en direction de l'Inde, la parenté et les amis se trouvant également à l'étranger, et la courte distance qui les sépare des villes du nord de l'Inde. Parmi les quatre pays, il importe de souligner que le Népal est celui qui est en mesure d'offrir le moins d'emplois à ses citoyens (Pradhan et autres, 2012).

À l'instar de la tendance mondiale, la quête d'emplois plus prometteurs n'est pas nouvelle pour les Népalais. Le nombre actuel d'individus prenant la décision de chercher du travail à l'étranger demeure toutefois sans précédent (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). En 2013, le Népal comptait un nombre de migrants 13 fois plus élevé qu'en 2001 (Chapagain et Gentle, 2015). Ce constat se veut révélateur de la forte tendance migratoire népalaise, qui est sans commune mesure avec la tendance mondiale observée. Selon les données connues, ce sont plus d'un demi-million de Népalais qui sont partis travailler à l'étranger dans un pays différent de l'Inde en 2014 (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). Ce sont en réalité un tiers des ménages qui comptent un membre de la famille travaillant et habitant à l'étranger (United Nations Nepal Information Platform, 2012).

Il est estimé que 400 000 Népalais entrent chaque année sur le marché du travail (Nepal. National Planning Commission, 2010). En l'absence d'opportunités d'emploi intéressantes, ce qui se traduit typiquement en milieu rural, nombreux sont les hommes et les femmes de la population active qui se laissent tenter par les déplacements à l'étranger. Le taux de chômage étant à la hausse, celui-ci représente l'un des principaux moteurs des flux migratoires du pays, de pair avec la pauvreté (Dandekhya, 2015), des facteurs déclenchant le départ quotidien de plus de 1 500 migrants de travail népalais (Nepal. National Planning Commission, 2013; OIM, 2013).

La croissance démographique, la pénurie de terres arables, ainsi que les taxes et les taux d'intérêt élevés sont également des facteurs qui motivent les déplacements (Sharma et Thapa, 2013). Selon d'autres chercheurs, l'insécurité alimentaire, la répartition inégale des revenus et la variation du capital humain d'un emplacement géographique à un autre pèsent d'autant plus dans la balance (Bohra et Massey, 2009; Dandekhya, 2015). La figure 3.1 fait état des facteurs de motivation favorisant les migrations de travail internes et internationales et de l'importance accordée à chacun des facteurs par les ménages dans leur décision de migrer. Les cinq motifs les plus susceptibles d'influencer les migrations sont les revenus insuffisants gagnés par les familles (un facteur économique), les cas de catastrophes naturelles à déclenchement rapide telles que les crues soudaines et brutales, les inondations, les glissements de terrain, les tremblements de terre, etc. (un facteur environnemental), le chômage (un second facteur économique), les cas de catastrophes naturelles à évolution lente comme les sécheresses, l'érosion, la désertification, etc. (un deuxième facteur environnemental) et l'insuffisance de terres agricoles ou pour le pâturage (un troisième facteur économique). L'étude se base sur les quatre lieux suivants : l'est du Népal, le district pakistanais du Chitral, la province indienne de l'Assam et la province chinoise du Yúnnán.



**Figure 3.1 Facteurs motivant les migrations de travail et importance qui leur est accordée dans la décision de migrer des ménages** (tiré de : Pradhan et autres, 2012, p.62)

La présente étude révèle donc que la majorité des familles de migrants considèrent les facteurs économiques comme pesant le plus lourd dans la balance, suivis par les risques environnementaux des aléas essentiellement causés par l'eau (Pradhan et autres, 2012).



### 3.1.1 À l'interne

Selon le recensement de 2001, une proportion dominante des migrations internes au Népal était effectuée de zones rurales en zones rurales, alors que le quart était entrepris d'un milieu rural à un milieu urbain. Très peu d'individus se déplaçaient de zones urbaines en direction des campagnes et un nombre encore plus restreint quittait les milieux urbains pour s'établir dans une autre ville (Bal, 2004).

À l'heure actuelle, le Népal est en rapide urbanisation. Le gouvernement témoigne de nouveaux défis reliés à ce phénomène, notamment en raison de la hausse des migrations de secteurs ruraux en secteurs urbains. La densité de population de 58 municipalités et d'au-delà de 130 petits centres urbains s'accroît quotidiennement alors que les citoyens aspirent à de meilleurs services et à davantage de protection (Nepal. National Planning Commission, 2010). En se déplaçant vers des lieux déjà surpeuplés, ces individus sont en réalité fréquemment contraints de se construire des maisons peu sécuritaires sur des terrains dangereux, tout en s'adonnant à des emplois précaires. Ceci représente une conséquence de la pression foncière induite par le processus d'urbanisation (Wisner et autres, 2004).

Qui plus est, la construction de nouvelles habitations en périphérie et dans les centres urbains augmente l'utilisation du bois et des pierres par les citoyens. Il s'avérerait peu surprenant que cette exploitation non planifiée de matières premières engendre un processus de dégradation et de rareté de ces ressources (Gentle et Maraseni, 2012). Les migrations vers les villes sont donc des causes de transformation sociales majeures, et les déplacements induits par les changements environnementaux sont susceptibles de provoquer un accroissement du phénomène (Bartlett et autres, 2011; Gemenne et Brücker, 2012). Par ailleurs, le lien entre de nombreux cas de déplacements et la modification du climat est reconnu par les décideurs (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014), comme par des groupes de chercheurs (Bartlett et autres, 2011; Chapagain et Gentle, 2015; Massey et autres, 2007).

Il serait cependant erroné de conclure que les détériorations environnementales sévissant en milieux ruraux donnent nécessairement lieu à des mouvements en direction des villes. Des recherches soutiennent que les changements environnementaux engendrent plutôt des déplacements sur de courtes distances, vers des secteurs avoisinants. Somme toute, la direction des migrations internes varie au regard de la nature des perturbations vécues par les ménages et les communautés (Massey et autres, 2007).

Dans le district de Chitwan, localisé au centre-sud du pays, une étude conclut que les ménages propriétaires de terres agricoles de petites dimensions ont tendance à migrer sur de courtes distances. Lorsque les ménages possèdent des terres de moyenne superficie, la tendance migratoire est plus présente, probablement dans le but de diversifier les revenus. Les jeunes Népalais issus de familles qui

possèdent des terres de grande superficie ont, quant à eux, moins tendance à migrer en raison des emplois qu'ils peuvent obtenir sur la terre familiale. L'élevage porcin joue un important rôle dissuasif sur les migrations hors districts. Ce constat révèle que l'élevage pour la consommation et la vente constitue une option de subsistance viable, même lorsque les terres s'étendent sur de petites superficies. Enfin, l'éventualité des migrations s'accroît proportionnellement en relation avec la proximité des centres urbains (Piotrowski et autres, 2013).

Il n'est pas rare que des femmes népalaises de secteurs ruraux gagnant leur vie à confectionner des produits artisanaux, tels que des paniers en roseau, envisagent de migrer. Une étude révèle qu'une augmentation du temps de collecte de ressources en nature, telles que du bois et du fourrage servant à nourrir le bétail, est positivement corrélée à la mobilité des femmes à l'intérieur de leur district. La cause mise de l'avant est la déforestation massive (Hunter, 2012). En outre, la responsabilité de l'approvisionnement en eau incombe le plus souvent à la population féminine. Lorsque les rivières et les ruisseaux s'assèchent, les femmes doivent marcher plus longtemps afin de remplir leur devoir, si bien que le temps qu'elles peuvent ensuite consacrer aux fabrications artisanales est divisé de beaucoup (Vinding et Kampbel, 2012).

Enfin, les migrations internes tant historiques qu'actuelles de jeunes Népalais originaires de la région des montagnes à destination des centres urbains sont généralement encouragées par les parents souhaitant que leurs enfants bénéficient d'une éducation de niveau supérieur, aient accès à des emplois ou effectuent leur service militaire (Childs et autres, 2014).

### **3.1.2 À l'international**

Depuis la signature du Traité de paix et d'amitié entre le Népal et son voisin du sud en 1950, l'Inde est devenue une destination majeure des migrations de travail népalaises (Bohra et Massey, 2009). Jusqu'au milieu des années 1980, les déplacements vers l'Inde étaient non seulement facilités par l'ouverture des frontières entre les deux pays voisins (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014), la proximité géographique et la libre circulation des personnes, mais encore par la proximité culturelle. En 2010, les estimations du nombre de migrants népalais en Inde fluctuaient entre 850 000 et 1,7 million (Bohra et Massey, 2009; Sharma et Thapa, 2013). De nombreux Népalais ont historiquement migré vers la région d'Assam en Inde afin d'effectuer de l'élevage bovin ou d'œuvrer dans le secteur agricole (Nath, 2006), mais également minier, de construction, et dans les plantations de thé. Les collines des sept états du nord-est de l'Inde sont peuplées de villages népalais, où la population gagne le plus souvent sa vie dans le domaine de la production laitière. C'est toutefois l'État du Bengale qui compte le plus grand nombre de Népalais (Devi, 2007). La migration en direction de l'Inde coûte un minimum de 10 dollars américains à un Népalais, et peut occasionner des frais aussi élevés que 9 000 dollars américains dans le cas d'un déplacement au Japon (Chapagain et Gentle, 2015).

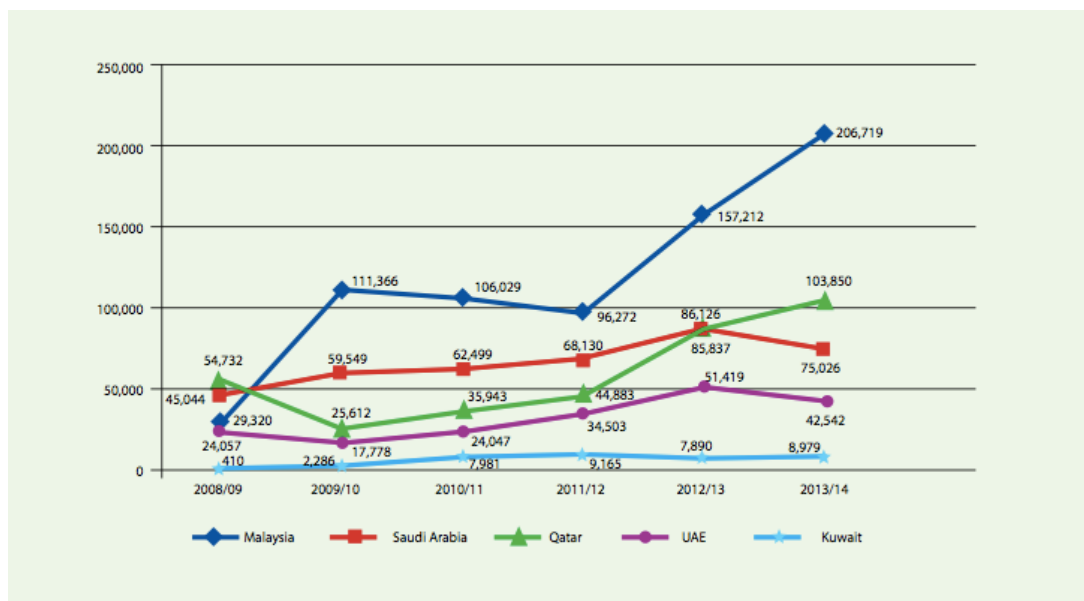
Le statut socio-économique d'une famille est un bon indicateur de la précarité de ses moyens de subsistance et des moyens d'adaptation qu'elle est en mesure de mettre en place. Ces aspects peuvent contribuer à la prise de décision de migrer ou non (Chapagain et Gentle, 2015; Ribot, 2009). Une somme d'argent est fréquemment avancée par le ménage afin qu'un membre puisse migrer. C'est ainsi que non seulement les bénéfices, mais encore les coûts des migrations sont partagés entre le migrant et les membres de la famille qui restent sur place (Kniveton et autres, 2008; Schmidt-Verkerk et Schade, 2015). Les ménages s'attendent généralement à recevoir en retour des envois de fonds.

Les Népalais souhaitant se procurer un permis de travail pour l'étranger ont une alternative : effectuer une demande de façon individuelle auprès du Département des affaires étrangères, ou par l'entremise d'une agence de recrutement qui facilite le processus. Près de 80 % des Népalais choisissent de passer par une agence (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). Des recherches soutiennent que les individus éduqués et relativement nantis peuvent se permettre de migrer étant donné les coûts qu'ils peuvent absorber et les opportunités plus intéressantes qu'ils sont en mesure de saisir en relation avec leur éducation (Gray, 2010). Ainsi, les familles ayant un minimum de moyens financiers choisissent fréquemment d'envoyer un membre à l'étranger, souvent dans un pays du Golfe, en raison des meilleurs salaires qui sont offerts. Pour ce faire, des sommes importantes doivent être payées aux agences de recrutement (Chapagain et Gentle, 2015).

À l'inverse, les migrants se déplaçant en Inde proviennent généralement des groupes socio-économiques les plus démunis et n'ont pas les moyens de migrer sur de grandes distances, étant donné les coûts supplémentaires qui seraient entraînés (Chapagain et Gentle, 2015; Sharma et Thapa, 2013). En revanche, des recherches suggèrent que le coût moyen des migrations en direction des pays du Golfe d'un travailleur non qualifié est souvent supérieur à celui d'un travailleur qualifié et éduqué (Council for Technical Education and Vocational Training, 2014). Les familles les moins nanties sont donc alors contraintes à consacrer toutes leurs économies au paiement des agences de recrutement (Rai, 2015b).

Conséquemment, le phénomène des migrations internationales népalaises offre des opportunités d'emploi aux citoyens se déplaçant à l'étranger, mais également aux individus œuvrant pour des agences de recrutement (Sijapati et Limbu, 2012). Alors que ces emplois ont vraisemblablement une incidence positive sur l'économie du pays, il importe de noter qu'une importante fraction de l'exploitation des migrants est exercée par les agences de recrutement elles-mêmes. Celles-ci demandent en effet des sommes d'argent considérables, en plus de fournir de l'information erronée sur les salaires, descriptions et conditions de travail, ainsi que sur la protection sociale offerte aux migrants népalais à l'étranger (Crépeau, 2014). Ce constat met ainsi en lumière des lacunes en matière de législation et de contrôle de la part du gouvernement népalais. Nous y reviendrons au chapitre cinq.

En raison de l'essor du secteur pétrolier dans les pays du Golfe, les tendances migratoires népalaises se sont modifiées à partir du milieu des années 1990 (Bohra et Massey, 2009). Selon les données officielles, la Malaisie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweït figurent maintenant parmi les destinations les plus populaires, en excluant l'Inde. La figure 3.2 présente l'augmentation de la demande de permis de travail dans cinq pays où se dirigent un nombre important de travailleurs népalais. Il est à noter que seules les demandes de permis de travail délivrés par les agences de recrutement sont illustrées. La figure présente donc des lacunes, mais elle fait néanmoins état de la forte demande. Des recherches concluent que l'Inde demeure le principal pays de migration des Népalais, ainsi que, tel que mentionné précédemment, le choix par défaut des migrants n'ayant pas les fonds nécessaires pour se déplacer ailleurs (Sharma et Thapa, 2013). Jusqu'en 2008, ces pays ont en effet à eux seuls reçu 97 % de tous les travailleurs migrants népalais connus, hors Inde. Quelques années plus tard, la Malaisie, avec son économie en pleine expansion, est devenue la destination de travail la plus populaire (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014).



**Figure 3.2 Augmentation de la demande de permis de travail dans cinq pays d'accueil de migrants népalais 2008-2014** (tiré de : Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014, p.28)

Des migrants népalais se déplacent également en Amérique latine, notamment en Équateur, bien que la documentation soit moins abondante à ce sujet (OIM, 2011). En outre, des Népalais issus de milieux urbains aisés migrent de plus en plus vers les États-Unis, l'Australie, le Canada et les pays de l'Union européenne (Bohra et Massey, 2009).

En dépit des données officielles, il est impossible de déterminer avec exactitude le nombre de migrants de travail international népalais - femmes et hommes confondus - en raison de l'ouverture des frontières avec l'Inde et de l'utilisation de canaux de migration non officiels vers d'autres pays (Nepal. Ministry of Labour

and Employment, 2014). Les mariages frontaliers, les migrations saisonnières et les statuts de résidence accordés à de nombreux Népalais s'établissant en Inde, tous non répertoriés, rendent la tâche d'autant plus impraticable. De plus, les recensements nationaux népalais et indiens se contredisent sur le pourcentage de femmes et d'hommes migrants présents en Inde. Selon le Népal, au-delà de 85 % des travailleurs népalais sont de sexe masculin. Selon l'Inde, ce pourcentage est de 45 %, estimant que la majorité des travailleurs sont en réalité des femmes (Sharma et Thapa, 2013).

Entre les années 2008 et 2014, le nombre officiel de travailleuses migrantes a augmenté avec près de 9 000 femmes ayant demandé un permis de travail en 2008, à plus de 29 000 femmes en 2014 (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). Un spécialiste des migrations estime que 80 % des travailleuses migrantes œuvrent comme domestiques à l'étranger (Limbu, 2014). Il est reconnu que les femmes qui occupent ce poste sont extrêmement vulnérables à la violence et aux abus alors qu'elles sont à l'extérieur du pays. Ce phénomène s'accroît lorsque migrent de façon irrégulière (Crépeau, 2014).

Les rapports existants concluent en effet qu'un grand nombre de travailleurs migrants népalais passent par des canaux parallèles, voyageant ainsi sans permis de travail vers de tiers pays au départ de l'Inde (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). À la suite de mesures gouvernementales visant la protection des femmes contre les risques de violence sexuelle ou physique et d'exploitation économique, force est de constater que les femmes népalaises passent souvent par des canaux irréguliers afin d'aller œuvrer au Moyen-Orient.

### **3.1.3 Migrations saisonnières**

Les migrations saisonnières népalaises sont le plus souvent entreprises en direction de l'Inde, encore une fois par les citoyens les moins nantis (Kollmair et autres, 2006). En 2010, au moins un membre des deux tiers des familles népalaises de certains villages s'est engagé dans ce type de déplacement. Trois dynamiques de migrations saisonnières ont été identifiées : se déplacer avec de la parenté ou de la famille, retourner vers le même employeur année après année ou, plus rarement, recourir aux services d'un agent de recrutement (Chapagain et Gentle, 2015).

Des pluies irrégulières et des sécheresses prolongées ont causé une répétition d'occurrence de mauvaises récoltes dans les dernières années dans certaines régions du pays (Gentle et Maraseni, 2012). En conséquence, de nombreux hommes népalais ont migré pendant les périodes de faible productivité agricole et sont revenus au pays pour la saison de la plantation (Sharma et Thapa, 2013). La baisse de production agricole inquiète les citoyens, qui se questionnent sur le réalisme de rester dans leurs villages (Kollmair et autres, 2006). Le plus souvent, ces individus consacrent la moitié de l'année à leur emploi saisonnier. Une corrélation est présente entre les migrations saisonnières et

l'insuffisance alimentaire vécue par les ménages vivant principalement d'agriculture (Chapagain et Gentle, 2015).

Alors que les conditions des communautés autochtones se dégradent, des migrations à caractère majoritairement saisonnier de femmes sont, depuis récemment, observées. Il n'est pas rare que des filles et des femmes se déplacent vers Katmandu ou d'autres centres urbains à la recherche de travail. Le phénomène est en augmentation (Vinding et Kampbel, 2012).

Qui plus est, des migrations saisonnières de commerce de marchandises sont observées, encore une fois vers l'Inde, au départ des districts de Mustang et de Manang à la frontière de la Région autonome du Tibet (Childs et autres, 2014). Ce commerce a pris son origine aux siècles derniers alors que des céréales, du sel, des plantes médicinales et des peaux de vaches étaient initialement échangés dans le nord de l'Inde et au Cachemire. Beaucoup de Népalais se sont alors déplacés dans l'État d'Assam afin d'effectuer du commerce temporaire, et l'avènement du chemin de fer indien a par la suite fait de Calcutta un lieu de migration de commerce hautement fréquenté (Spengen, 1987).

### **3.1.4 Conditions de travail à l'étranger**

Les Népalais qui décident de migrer pour le travail ont généralement le souhait d'améliorer leur condition de vie précaire, ainsi que celle de leur famille. Très souvent, ces individus quittent une vie peu facile, pour se retrouver dans une situation encore plus complexe, où leurs droits humains et leur dignité peuvent être régulièrement bafoués.

Le travail que les migrants effectuent à l'étranger est souvent laborieux, comprend de longs horaires de travail (Crépeau, 2014; United Nations Nepal Information Platform, 2012) et une insuffisance de pauses les empêchant de se nourrir de façon adéquate. De plus, les migrants doivent généralement composer avec un logement précaire. À titre d'exemple, un homme du district de Nuwakot au nord de Katmandu ayant migré à Dubaï relate qu'on lui imposait un horaire de travail quotidien de 12 heures (Dandekhya, 2015). Par ailleurs, les documents de voyage des migrants sont fréquemment confisqués par les compagnies locales alors qu'ils œuvrent dans un tiers pays afin de les contraindre à conserver leur emploi selon la volonté de leur employeur. Il n'est pas non plus rare que des contrats de travail soient présentés aux migrants dans une langue qui leur est inconnue, et sans traduction (Crépeau, 2014). Selon l'ONU, la moitié des travailleurs népalais de retour au pays soulignent qu'ils ne disposaient pas de contrat de travail lors de leur séjour à l'étranger, 22 % indiquent qu'ils n'avaient pas de permis de travail officiel et 37 % précisent qu'ils ne recevaient pas le salaire qui leur avait été promis (United Nations Nepal Information Platform, 2012).

Consécutivement à la publication du rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, François Crépeau, le gouvernement népalais a lancé un appel public au mois de mai 2015 afin que le Qatar améliore les conditions de travail des 1,5 million de migrants employés en construction au pays en vue de la Coupe du monde de 2022. De ce nombre, 400 000 ouvriers sont Népalais et les autres sont essentiellement originaires d'Asie du Sud. À l'origine de cet appel public se trouve l'interdiction faite par le gouvernement aux travailleurs népalais endeuillés à la suite du séisme du mois d'avril 2015 d'assister aux funérailles de leurs proches au Népal. La raison invoquée était la pression de terminer les projets à temps (Chaudhary, 2015).

Le gouvernement népalais reconnaît que ces travailleurs sont exposés à des conditions de travail difficiles et des discussions informelles ont été engagées entre les ministres du Travail du Népal, de l'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka et du Bangladesh afin d'échanger sur une approche coordonnée d'amélioration des conditions de travail des employés (Chaudhary, 2015).

Enfin, plus de 3 000 décès de migrants népalais à l'étranger ont été recensés par le gouvernement depuis 2008. Selon leur importance, ceux-ci sont de l'ordre d'insuffisances cardiaques, de causes non identifiées, d'accidents de la route, de suicides, d'accidents sur les lieux de travail et de meurtres (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014). Il serait surprenant que les conditions de travail des citoyens soient complètement étrangères à ces constats.

### **3.1.5 Envois de fonds**

En dépit du ralentissement économique global, les envois de fonds sont demeurés assez stables en Asie du Sud et de l'Ouest. Ceux-ci constituent une grande partie du revenu par habitant au Népal (OIM, 2015b), tel que nous l'avons mentionné au chapitre premier. En 2013, les envois de fonds de la diaspora ont augmenté de 35 fois par rapport à 2001. Tandis que près du quart des ménages en ont reçu en 2004, ce pourcentage est grimpé à 56 % en 2011 (Chapagain et Gentle, 2015). De cette proportion, 11 % des ménages ont reçu de l'argent en provenance du Népal, 17 % en provenance de l'Inde et 72 % de pays autres, totalisant 3,5 milliards de dollars américains (United Nations Nepal Information Platform, 2012). Somme toute, il convient de noter que peu d'information est disponible sur les transferts de fonds effectués à l'interne (Pradhan et autres, 2012), conséquemment sur les envois issus des migrations induites par la détérioration environnementale qui se déroulent en majorité à l'interne (Schmidt-Verkerk et Schade, 2015)

Les migrations et les emplois à l'étranger ont pour effet de favoriser d'autres moyens de subsistance. Les migrations représentent, pour les ménages népalais vivant d'agriculture, une façon de diversifier les revenus sous forme de travail non agricole. Les familles bénéficient ainsi d'entrées d'argent additionnelles (Childs et autres, 2014; Piotrowski et autres, 2013). La qualité de vie des familles récipiendaires s'en voit

fréquemment améliorée, bien que les sommes d'argent supplémentaires reçues puissent également renforcer les inégalités entre les ménages qui en perçoivent ou non (UNFPA, 2015).

Pour d'autres ménages, l'arrivée régulière d'envois de fonds a occasionné des migrations de milieux ruraux en milieux urbains pour tous les membres de la famille, créant ainsi un effet à la chaîne de migrations semi-permanentes vers des migrations permanentes. L'argent perçu a d'ailleurs permis à plusieurs familles de faire l'achat d'une maison ou d'un lot de terre (Chapagain et Gentle, 2015), dans des centres urbains ou pas.

Les sommes monétaires en provenance de l'Inde sont généralement les plus faibles. Des recherches suggèrent toutefois que même de petits montants ont pour effet de réduire les risques de pertes de récoltes et de pénurie alimentaire des ménages vivant d'agriculture au Népal (Kollmair et autres, 2006; Piotrowski et autres, 2013). En outre, les envois de fonds sont une source de revenus qui n'est pas affectée en cas de catastrophes naturelles. Ces montants peuvent donc être utilisés à la prévention des désastres naturels (Pradhan et autres, 2012) dans l'optique où les citoyens sont au courant des moyens pouvant être mis en place, et où le cadre institutionnel est favorable.

D'autres recherches révèlent que les revenus supplémentaires des ménages agricoles sont utilisés dans plusieurs districts non seulement pour l'éducation et la santé sur le long terme (Bhattarai et autres, 2015; Pradhan et autres, 2012), mais également pour l'alimentation. Pour sa part, l'ONU rapporte que la majorité des fonds transférés au Népal sont utilisés pour combler les besoins de consommation des familles ou pour payer des dettes plutôt qu'à des fins d'investissement dans des secteurs productifs pouvant briser le cycle des migrations et avoir un impact sur le développement de l'économie népalaise (United Nations Nepal Information Platform, 2012). Finalement, il convient de noter que les migrants sont fréquemment tenus de verser le salaire qu'ils gagnent lors de leurs six premiers mois à l'étranger aux agences de recrutement en vue de les rembourser (Rai, 2015b).

### **3.2 Migrations forcées**

Des migrations forcées peuvent survenir lors et à la suite de différentes circonstances : catastrophes naturelles, traite des personnes, conflits armés, situations de violence généralisée, etc. Bien que le Népal ait dû faire face à chacune de ces occurrences au courant de son histoire, les deux premières sont ici discutées en raison de leur caractère actuel : les déplacements à la suite de catastrophes naturelles et de la traite des personnes. Le premier type peut entraîner des déplacements à l'interne et à l'étranger, qui peuvent être forcées, ou simplement un choix des ménages visant l'assurance d'un meilleur avenir. Les mouvements de Népalais au profit de la traite des personnes se produisent, quant à eux, à l'international.



### 3.2.1 Déplacements induits par les catastrophes naturelles

Des recherches suggèrent que les conséquences des catastrophes naturelles, telles que les inondations (Duhal et autres, 2010), les glissements de terrain, les sécheresses, les pénuries d'eau (Banerjee et autres, 2011) et la dégradation de l'environnement peuvent porter préjudice aux interactions sociales et provoquer des migrations. Un individu qui se déplace à l'intérieur de son propre pays est généralement appelé une « personne déplacée à l'intérieur de son propre pays » ou un « déplacé interne » (IDP). Cependant, des études empiriques démontrent que ces individus ne retournent pas systématiquement vers leurs lieux d'origine. S'ensuit ainsi un processus de migration (Gemenne, 2010). Les conséquences associées aux catastrophes engendrées par l'eau et exacerbées par le changement climatique, telles que la fonte des glaciers de l'Himalaya, les inondations, le manque d'eau ou les pluies trop abondantes, ont des effets directs et prononcés sur les familles vivant d'agriculture, forçant souvent ces dernières à abandonner leurs champs ou à radicalement modifier leurs pratiques. La migration s'inscrit alors dans une stratégie d'adaptation utilisée par ces communautés afin de faire face aux aléas liés aux catastrophes causées par l'eau et de diversifier leurs entrées d'argent (Chapagain et Gentle, 2015). Nous y reviendrons au chapitre quatre.

En outre, de plus en plus de migrants internationaux sont issus de villages ayant été dévastés par des glissements de terrain ou des inondations. Afin de rendre les migrations possibles, il n'est pas rare que ces derniers vendent une partie de leur propriété pour déboursier les frais de voyage et les frais associés tels que le coût du visa. La destination est, encore une fois, fréquemment sélectionnée en fonction de la rémunération, des réseaux avec les amis et voisins et du coût de la migration. Lors d'une étude de terrain, plusieurs Népalais ont exprimé de la frustration envers le gouvernement qui devrait, à leur avis, être en mesure de contrôler les glissements de terrain et d'atténuer les risques qui y sont associés. Plusieurs individus ne désirent pas migrer aux fins de stratégie d'adaptation, alors que d'autres n'hésitent pas à chercher un emploi à l'international (Chapagain et Gentle, 2015).

En 2013, les pluies de la mousson ont causé l'inondation de la rivière Mahakali et ont déclenché des glissements de terrain qui ont détruit des centaines d'hectares de terres vouées à l'agriculture en plus de forcer le déplacement de 2 500 Népalais (ICIMOD, 2013). Des inondations de terres agricoles ont souvent comme conséquence de motiver des migrations familiales à l'intérieur du pays, ou alors des migrations saisonnières. Des mouvements de familles ayant perdu leurs moyens de subsistance et leurs repères vers de nouveaux lieux sont donc assez fréquents. Ces nouveaux emplacements sont fréquemment des bidonvilles urbains ou des endroits propices à de nouvelles intempéries. Un père de famille ayant tout perdu à la suite d'une inondation s'est subséquemment posé la question : « *How do I feed my children, how can I afford their health care and education, and how do I celebrate festivals?* » (Chapagain et Gentle, 2015). Les besoins primaires et les priorités des populations les moins nanties et les plus

vulnérables courent donc le risque de ne pas être répondus ou se concrétiser. Leurs plans sont d'autant plus bouleversés.

En 2008, l'inondation du bassin de la rivière Koshi, affluent du Gange, a eu pour conséquence d'entraîner le déplacement de 3,5 millions d'Indiens et de 60 000 Népalais de l'est du pays (GIEC, 2014c), forçant ces derniers à abandonner leurs terres agricoles (Chapagain et Gentle, 2015). Plusieurs de ces citoyens ont fui le déluge jusqu'en Inde (Ginnetti et Lavell, 2015) et dans des camps de déplacés népalais, tandis que de nombreux Indiens se sont également déplacés de façon temporaire dans des camps installés au Népal (MoHA et DPNep-Nepal, 2009). Six mois après l'inondation, 25 000 Népalais vivaient toujours dans ces camps (OIM, 2009a).

Un épisode de sécheresse et le récent tremblement de terre dont il a été question au chapitre deux ont également affecté le Népal. La sécheresse hivernale de 2008-2009 a réduit drastiquement la production nationale de blé et d'orge, confrontant plus de deux millions de Népalais à un risque élevé d'insécurité alimentaire. De nombreuses familles de l'ouest du pays se sont vues dans l'obligation de vendre leurs actifs et de quitter leurs domiciles (Programme alimentaire mondial (PAM), 2009). De plus, le séisme du mois d'avril 2015 a eu comme conséquence la destruction de multiples infrastructures publiques vitales telles que des écoles et des centres de santé, mais également de nombreuses demeures, entraînant la mort d'animaux servant à labourer les champs (BCAH, 2015a). Plusieurs centaines de milliers de maisons ont été endommagées et au-delà d'un demi-million de domiciles ont été détruits (HCR, 2015a), occasionnant le déplacement d'un grand nombre de Népalais à l'intérieur de leur pays. Quatre principaux scénarios de déplacements ont été identifiés. Premièrement, des IDP ont été hébergées dans des sites de déplacement temporaire à proximité de leurs habitations détruites ou endommagées. Deuxièmement, le pays a été témoin de mouvements de population vivant en régions rurales vers des sites de déplacements temporaires de la vallée de Katmandu. Troisièmement, des communautés rurales dévastées par des glissements de terrain se sont abritées dans des refuges qu'elles ont construits elles-mêmes. Enfin, des déplacements urbains au sein de la vallée de Katmandu se sont produits, surtout suite au second séisme du mois de mai 2015 qui a détérioré l'état de certains bâtiments (OIM, 2015a). Il pourrait s'avérer intéressant de se pencher sur les dynamiques de mouvements futurs de ces populations.

### **3.2.2 Traite des personnes**

La traite des êtres humains est un phénomène international impliquant un pays d'origine, des pays de transit ainsi qu'un pays de destination (United Nations Nepal Information Platform, 2012). L'ONU estime à 32 milliards de dollars américains les profits générés dans le monde par la traite des personnes (ONU, s.d.a). Le trafic de migrants, à lui seul, implique quatre millions d'individus et sept milliards de dollars américains annuellement à l'échelle de la planète. Celui-ci est en augmentation rapide depuis le début des années 1990 (Jimenez, 2010). Les migrants internationaux sont vulnérables à plusieurs types

d'exploitation lors des diverses étapes reliées au processus de migration : le recrutement, le transit et une fois dans le pays de destination (United Nations Nepal Information Platform, 2012).

Le Népal est un pays d'origine à des fins de trafic d'êtres humains et sexuels, et d'autres formes d'exploitation (OIM, 2013). À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont environ 4 500 jeunes filles népalaises qui étaient trafiquées en Inde ou ailleurs sur une base annuelle (Childs Rights Information Network (CRIN), 2000). Au début du siècle suivant, ce nombre a augmenté entre 12 000 et 15 000, en grande majorité à des fins d'exploitation sexuelle (UNICEF, 2006) et de travail forcé (OIM, 2013). Des hommes sont également entraînés contre leur gré en Inde à des fins de trafic d'organes (Sharma et Thapa, 2013).

La majorité des migrants de travail népalais sont analphabètes ou semi-analphabètes, non qualifiés et ne disposent pas d'information précise, rigoureuse et fiable sur les canaux de migration régulière, ce qui peut rendre ces derniers vulnérables à la traite des personnes (OIM, 2013). C'est le cas de plusieurs Népalais à qui sont promis un salaire et des conditions de travail intéressantes aux États-Unis. Ceux-ci entreprennent donc un long voyage sans documents officiels vers le pays nord-américain en transitant par le Guatemala, l'Équateur et le Mexique (OIM, 2011). Lorsque ces individus se rendent compte de l'illégalité de leurs situations, plusieurs soutiennent s'être initialement tus par crainte de représailles ou d'incapacité de rembourser la dette contractée en vue du processus migratoire (Vérité, s.d.).

Une autre occurrence de trafic de personnes a visé des enfants, en particulier de jeunes Indiens, bien que les Népalais ne soient pas à l'abri de ce type de trafic. Les parents, ayant peu de moyens et étant originaires du nord de l'Inde, étaient employés comme travailleurs migrants au Népal. Ils se sont fait licencier à la suite du tremblement de terre survenu en 2015. Alors qu'ils traversaient la frontière entre les deux pays, il a été rapporté que des trafiquants les ont persuadés de laisser leurs enfants rentrer en Inde avec eux, en échange d'emplois bien rémunérés qui attendent les parents une fois de retour au pays (Chaudhary, 2015).

### **3.3 Migrations d'études**

La population ethnique tibétaine peuplant certains districts en altitude de la région de l'Himalaya depuis plus de 700 ans, déjà peu peuplée au Népal, est en déclin. La migration des jeunes vers les monastères et les pensionnats en milieux urbains népalais ou en Inde est la principale cause de cette situation qui relève des décisions parentales. Dans de plus rares occasions, les jeunes peuvent même être envoyés aux États-Unis. Le phénomène démographique vécu dans les montagnes népalaises est ainsi similaire à celui vécu dans plusieurs pays occidentaux : un déclin de la population qui est en majorité vieillissante, dû à la migration de jeunes pour des raisons culturelles et éducatives (Childs et autres, 2014).

Peu nombreux sont les jeunes qui retournent dans leur village d'origine. Le manque de possibilités d'emplois pour des individus éduqués agit comme facteur de répulsion, ainsi que la potentielle stigmatisation dont ils peuvent être victimes une fois de retour. En effet, un apparent malaise existe du fait que les communautés d'origine peuvent être à même de penser que le migrant a échoué à tirer profit de son éducation et à amorcer sa carrière professionnelle (Childs et autres, 2014).

### **3.4 Réfugiés et transits**

Le Népal offre l'asile à un grand nombre de réfugiés, même si le pays n'est pas signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. À l'heure actuelle, ce sont 40 000 réfugiés et demandeurs d'asile qui séjournent au pays, dont environ 25 000 réfugiés originaires du Bhoutan vivant dans deux camps (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 2015b).

En 1971, la réinstallation de 130 000 réfugiés juifs originaires de l'Union soviétique demeurant au Népal et au Bangladesh a été coordonnée vers le Pakistan par le HCR et l'OIM, anciennement connue sous le nom d'« *Intergovernmental Committee for European Migration* » (ICEM) (OIM, 2011).

Des réfugiés originaires du Bhoutan ont commencé à arriver au Népal à la fin des années 1980. Ces déplacements ont été déclenchés par l'adoption de politiques ethnonationalistes discriminatoires par les autorités bhoutanaises envers les citoyens de descendance népalaise vivant au Bhoutan depuis plusieurs générations. En 2001, ce sont environ 110 000 Bhoutanais qui ont trouvé refuge (Banki, 2004; HCR, 2006) dans sept camps de l'est du Népal, tandis que d'autres ont quitté le pays pour l'Inde (HCR, 2006). Depuis 2008, l'OIM a facilité la réinstallation de plus de 70 000 d'entre eux vers huit autres pays (OIM, 2015b). Selon l'Organisation responsable des réfugiés, une frustration grandissante est palpable parmi ceux ayant séjourné dans des camps pendant de longues périodes, en particulier les jeunes, qui se rendent compte des possibilités d'études et d'emplois limitées. En outre, la violence domestique, les suicides et l'alcoolisme ont augmenté dans les camps. Depuis 1993, des discussions entre les gouvernements népalais, bhoutanais et le HCR ont été entreprises. Alors que la branche de l'ONU suggérait l'intégration des Bhoutanais au Népal, le gouvernement népalais, ainsi que la plupart des représentants des réfugiés, étaient plutôt en faveur de leur rapatriement (HCR, 2006).

Des réfugiés originaires de la région autonome du Tibet ont, pour leur part, fui la Chine pour le Népal à partir de 1959, à la suite du soulèvement tibétain contre l'occupation chinoise (IRIN, 2013). En 2001, ils étaient environ 20 000 au Népal, surtout des enfants et des petits-enfants des premiers réfugiés (Banki, 2004). En 1998, le gouvernement népalais a cessé de délivrer des certificats d'identité aux réfugiés tibétains. Cette décision a fait en sorte que de nombreux Tibétains deviennent apatrides, incluant des jeunes qui ont passé leur vie au Népal. L'accès à l'éducation et au marché de l'emploi de ces individus s'est vu restreint (IRIN, 2013; Mandhana, 2012).

Sur une base annuelle, ce sont environ 1 000 Tibétains qui arrivent au Népal, dont la grande majorité ne fait que transiter par le pays pour se rendre en Inde voisine (Banki, 2004; IRIN, 2013). Si le nombre de Tibétains traversant le Népal est en décroissance depuis 2008, c'est en raison de la sécurité accrue dans la Région autonome du Tibet et le long des frontières népalaises. Peu avant la tenue des Jeux olympiques de Beijing en 2008, un soulèvement populaire tibétain a secoué la capitale de la Région autonome du Tibet, Lhassa. Celui-ci a été violemment réprimé par le gouvernement chinois, qui a alors mis en place de nouvelles mesures de sécurité (Mandhana, 2012).

### **3.5 Conséquences des migrations sur le Népal**

Les flux migratoires népalais ont des impacts sociaux, économiques et environnementaux, souvent négatifs, sur le pays. Deux exceptions sont la réduction de la consommation et des coûts alimentaires des ménages associés à l'absence de l'un de leurs membres (Kollmair et autres, 2006), ainsi que les transferts de fonds, une source de revenus additionnels qui n'est pas affectée en cas de catastrophes naturelles et qui peut améliorer le niveau de vie des familles. Or, ainsi que nous l'avons vu précédemment, ces sommes monétaires peuvent également renforcer les inégalités entre les familles qui en reçoivent et celles qui n'en bénéficient pas (UNFPA, 2015).

Les migrations de plus en plus fréquentes vers les centres urbains ont pour conséquence d'engendrer une pression sur les terrains, les ressources (Bartlett et autres, 2011) et le gouvernement qui éprouve des difficultés à fournir des services adéquats et en nombre suffisant à ses citoyens.

De plus, les Népalais qui restent sur place subissent fréquemment les conséquences des départs. Tandis que de nombreux jeunes en âge de travailler partent œuvrer à l'étranger, les personnes âgées, certaines femmes et des enfants sont laissés à eux-mêmes dans des conditions socio-économiques incertaines (United Nations Nepal Information Platform, 2012). Qui plus est, le déclin de la main-d'œuvre active dans les villages peut entraver les efforts de reconstruction nécessaires lorsque surviennent des catastrophes naturelles (DPNet-Nepal, 2013; HCR Canada, 2015) et mener à une perte de connaissances quant à leur prévention (Wisner et autres, 2004).

Lorsque des hommes se déplacent à l'extérieur de leur demeure, leurs femmes sont tenues d'en assumer l'entière responsabilité (Bhattarai et autres, 2015; Pradhan et autres, 2012). Dans certains cas, le pouvoir de décision des femmes augmente en l'absence de leurs maris. Or, ce scénario n'est pas systématique, surtout lorsque d'autres hommes font partie du ménage (Pradhan et autres, 2012).

Une conséquence additionnelle découlant des migrations d'hommes népalais en Inde est la propagation de maladies transmises sexuellement au Népal. Des études démontrent que de nombreux hommes

migrants ont des relations non protégées en Inde, transmettant ensuite des infections à leurs femmes une fois de retour au pays. Le trafic des femmes et des enfants dans les bordels, les foires et les mines exacerbe d'autant plus le phénomène (Sharma et Thapa, 2013).

En somme, le départ de travailleurs réfugiés qualifiés a des impacts négatifs sur l'éducation et la santé publique dans les camps de réfugiés (HCR, 2015b), tandis que, d'un autre côté, les vies misérables que les migrants sont fréquemment contraints de mener à l'étranger méritent d'être mentionnées (Dandekhya, 2015).

Il appert enfin que les raisons menant les Népalais à migrer sont variées et interreliées. Tout d'abord, la dimension environnementale est à prendre en considération, alors que les collectivités les plus vulnérables sont exposées à des fléaux exacerbés par le changement climatique. Ensuite, la dimension de protection n'est pas à négliger alors que des citoyens issus de ces mêmes communautés décident de migrer et se retrouvent fréquemment dans des conditions peu optimales, tantôt à l'égard de leur qualité de vie, tantôt de leur sécurité, d'autant plus que ces mauvaises conditions peuvent porter atteinte à leur dignité. Les causes des migrations observées sont fréquemment de l'ordre de mauvaises conditions climatiques résultant en de l'insécurité alimentaire, de déforestation qui a pour effet d'entraver la confection de produits artisanaux locaux, d'inondations de terres agricoles, de pluies irrégulières et de sécheresses prolongées causant de mauvaises récoltes et finalement d'un accès restreint aux ressources naturelles. En outre, des Népalais se voient dans l'obligation de se déplacer ou d'être affectés à une occupation qui ne les rend guère heureux. Face à ces constats, il apparaît important de s'interroger sur les politiques encadrant les migrations et traitant d'adaptation aux changements environnementaux.

## 4 ADAPTATION ET POLITIQUES ENCADRANT LES MIGRATIONS NÉPALAISES

Les populations les moins nanties, en particulier celles vivant d'agriculture de subsistance, sont les plus vulnérables aux dégradations environnementales. Il importe donc qu'un gouvernement, comme celui du Népal, prépare et adopte des documents de loi adéquats et inclusifs des différentes couches de la population, notamment des plus vulnérables. Étant les premiers à souffrir des effets des changements environnementaux, il n'est pas rare que ceux-ci se déplacent, à l'intérieur du pays comme à l'international, bien que le phénomène ne concerne pas uniquement les moins nantis.

Ce quatrième chapitre abordera d'abord les mesures et documents d'adaptation aux changements environnementaux en se basant essentiellement sur le *Programme d'action national d'adaptation* (PANA) népalais en relation avec les migrations. Le chapitre se poursuivra en étudiant les migrations dans les documents juridiques et leur lien avec le changement climatique, en s'interrogeant à savoir si ceux-ci répondent aux besoins des collectivités les plus vulnérables aux dégradations environnementales, soit les populations rurales qui se tournent fréquemment vers la migration afin de survivre avec un minimum de dignité.

### 4.1 Adaptation aux changements environnementaux

Les migrations sont fréquemment adoptées comme stratégie d'adaptation aux changements environnementaux. Pourtant, les mouvements de citoyens sont rarement mentionnés dans les politiques nationales traitant d'adaptation. Le même constat est établi dans les documents traitant de migrations : le gouvernement ne lie pas le changement climatique aux flux migratoires.

Comme précisé dans l'introduction, le concept d'adaptation a gagné en importance dans le discours sur le changement climatique au cours de la dernière décennie, en particulier dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (ONU, 1992). Le Népal a signé la Convention dès qu'elle fut ouverte aux signatures en juin 1992 et l'a ratifiée deux ans plus tard (Politique sur le changement climatique, 2011). En outre, le pays a ratifié le Protocole de Kyoto en décembre 2005 (Subsidiary Body for Implementation. CCNUCC, 2010).

La CCNUCC souligne deux types de réponses aux impacts du changement climatique. D'une part, l'adaptation vise à prévenir, réduire, ou mieux répartir les dégâts présents et futurs du changement climatique. D'autre part, l'atténuation consiste à mettre en place des politiques visant la réduction des émissions des GES, autrement dit en attaquant les causes du changement climatique, notamment en taxant les agents fossiles et en établissant des marchés de quotas de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) (Baede et autres, 2007). En d'autres mots, les mesures d'adaptation sont perçues comme un moyen de réagir au changement climatique et les mesures d'atténuation, comme une façon de s'y en attaquer. En outre, il

convient de noter que les avantages des politiques d'adaptation ont un caractère local, alors que les bénéfices des politiques d'atténuation ont un caractère global (Mansanet-Bataller, 2010). Les migrations, fréquemment considérées comme un moyen d'adaptation aux changements environnementaux (Dupuis et Knoepfel, 2011; Gemenne et Brücker, 2012), représentent donc une stratégie que peuvent employer les collectivités locales.

#### **4.1.1 Programme d'action national d'adaptation (PANA)**

La CCNUCC reconnaît la grande exposition des PMA aux catastrophes naturelles, leur vulnérabilité et leur faible capacité d'adaptation aux répercussions du changement climatique (ONU, 1992). C'est ainsi qu'en 2001, à l'occasion de la CdP-7 à Marrakech, la décision de créer les *Programmes d'action nationaux d'adaptation* (PANA) a été adoptée (CCNUCC, 2002). Un PANA est un outil stratégique visant à réduire la vulnérabilité d'un pays et de sa population face au changement climatique.

Le PANA vise donc à appuyer un PMA dans l'identification et l'implémentation des activités prioritaires en réponse à ses besoins urgents et immédiats d'adaptation au changement climatique. Pour ce faire, il est demandé que les stratégies de réponse existantes au niveau des communautés locales soient prises en compte, afin de s'assurer que le PANA est bien adapté aux réalités du pays et qu'il y ait, par la même occasion, un renforcement des capacités locales (CCNUCC, 2013).

Le Népal a développé son PANA en 2010. Celui-ci constitue la première initiative gouvernementale visant l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales afin de remédier aux effets néfastes du changement climatique et de réduire la vulnérabilité des Népalais aux catastrophes naturelles (Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development (LI-BIRD), 2009; Ojha et autres, 2015).

L'année suivante, le gouvernement a développé une *Politique sur le changement climatique* (2011), ayant comme objectif, notamment, d'améliorer les moyens d'existence de la population népalaise par le biais de l'atténuation et de l'adaptation aux conséquences néfastes du changement climatique. Spécifiquement, la politique vise à favoriser la mise en oeuvre et la promotion des actions d'adaptation définies dans le PANA par l'entremise de transferts de technologies ou par leur développement, en initiant des campagnes d'éducation de la population, en renforçant les capacités et en accédant à des ressources financières.

Le ministère de l'Environnement népalais rapporte avoir élaboré le PANA en 16 mois, à partir d'un atelier de lancement organisé en mai 2009 (Nepal. Ministry of Environment, 2010). Tandis que la Mauritanie a été le premier pays à soumettre son programme d'adaptation en 2004 et que la majorité des PMA ont présenté le leur entre 2005 et 2009, le Népal a été parmi les derniers pays à remettre le sien à la CCNUCC en novembre 2010 (CCNUCC, 2014). À partir de ce moment-là, le PANA népalais est devenu éligible au financement disponible à travers le Fonds pour les PMA (FPMA) pour la mise en œuvre du



programme. Ce fonds est géré par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Une agence du FEM appuie ensuite le PMA dans la démarche opérationnelle (CCNUCC, 2013).

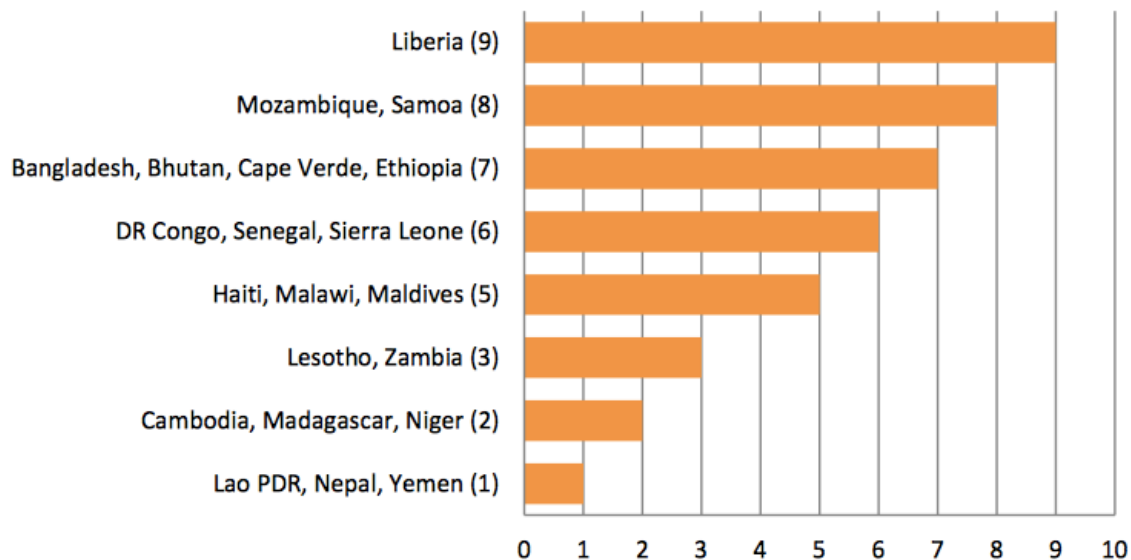
Le PANA népalais vise également la réduction de la pauvreté au pays et est basé sur l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté. Il fait état de neuf profils de projets combinés formés d'activités prioritaires qui requièrent des stratégies d'adaptation tantôt immédiates et urgentes, tantôt sur le long terme. Le coût total d'implémentation de ces neuf projets était évalué à 350 millions de dollars américains au moment du dépôt du PANA (Nepal. Ministry of Environment, 2010).

Le montant total du financement du programme d'adaptation népalais s'est en réalité élevé à 1 325 000 000 de dollars américains. Le FPMA a fourni un montant de base de 200 000 dollars (PNUD, 2012), alors que le PNUD a contribué à hauteur de 50 000 dollars pour la mise en œuvre du programme. Une aide financière s'élevant à 875 000 dollars a également été accordée au projet par le Département pour le développement international du Royaume-Uni et 200 000 dollars supplémentaires ont été investis par l'Ambassade danoise à Katmandu (Ojha et autres, 2015).

Selon le gouvernement du Népal, le programme d'adaptation reprend les grandes lignes d'un processus de consultation ayant impliqué des instances gouvernementales, le secteur académique, des ONG et la société civile, incluant des jeunes, des femmes, des organisations forestières et des individus issus des communautés autochtones. Six groupes de travail thématiques ont été formés, chacun d'eux conduit par un ministère. Plus de 2 500 Népalais ont été impliqués dans sa préparation. Le gouvernement indique avoir tenté de privilégier une approche « *bottom up* ». Le ministre de l'Environnement considère que le processus d'élaboration du PANA a renforcé la prise de conscience publique, le développement institutionnel et celui des capacités, en plus d'avoir facilité l'élaboration de stratégies de mise en œuvre et l'implémentation de mécanismes de coordination (Nepal. Ministry of Environment, 2010).

Le premier projet, soumis en 2011, vise la gestion des crues soudaines et brutales, spécifiquement en raison des 21 lacs glaciaires présentant un risque de rupture. Le but poursuivi est la réduction de pertes humaines et matérielles (Nepal. Ministry of Environment, 2010). Les autres projets sont reliés à l'adaptation et à la gestion de l'agriculture, de l'eau, des forêts et de la biodiversité; aux communautés vulnérables et à l'agriculture; à la gestion des catastrophes naturelles, aux innovations en matière d'adaptation et de gestion des forêts et des écosystèmes; aux défis de santé publique; à l'« *empowerment* » des communautés vulnérables au travers une gestion durable des ressources en eau et en électricité verte et à la promotion d'un aménagement urbain durable sur le plan climatique (Dahal, 2011).

En outre, le PANA népalais de 77 pages, en dépit de la fréquence des flux migratoires observés au pays, ne fait mention des migrations qu'à une seule reprise. La figure 4.1 présente les PANAs des 21 PMA qui soulignent les migrations à neuf occurrences et moins. L'axe horizontal de la figure indique le nombre de mentions des migrations dans les PANAs, tandis que l'axe vertical fait état des pays qui abordent le sujet. De son côté, la *Politique sur le changement climatique* de 2011 reste muette en matière de scénarios migratoires.



**Figure 4.1 Les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANAs) des pays les moins avancés (PMA) faisant le moins mention des migrations (9 références ou moins)** (tiré de : Sward et Codjow, 2012, p.21)

#### 4.1.2 Contexte de l'élaboration du PANA

La préparation du programme d'adaptation a été effectuée dans un contexte où il était souhaitable d'agir rapidement afin de mettre en place des moyens de s'adapter aux effets néfastes du changement climatique. Les recherches sur la fonte des glaciers de l'Himalaya et sur les impacts du changement climatique sur le Népal abondaient alors (Few et autres, 2007). C'est donc dans l'empressement que le programme a été rédigé, mais non pas sans délai.

Plusieurs obstacles ont en effet contribué au retard de l'élaboration du PANA népalais. Certaines recherches font état d'une attente de deux ans avant le début de sa formulation en raison d'un manque de compréhension entre les différents acteurs impliqués. C'est ainsi que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), soit le bailleur de fonds, le PNUD, agissant comme facilitateur (Ojha et autres, 2015) et le ministère de l'Environnement chargé de la mise en œuvre du programme ont tardé à s'entendre sur les modalités de financement et les services de conseil (Khadka, 2009; Subsidiary Body for Implementation).

CCNUCC, 2010). L'absence de priorité du gouvernement quant au sujet a causé d'autant plus de délais (LI-BIRD, 2009).

C'est également lors d'une importante période de transition politique, dont nous avons fait état au chapitre premier, que le processus d'élaboration du PANA a été entrepris. Au terme d'une guerre civile de dix ans, une République fédérale a été instaurée en 2007-2008 au pays. Une Assemblée constituante a ainsi été élue en 2008. Or, elle s'est fait dissoudre quatre ans plus tard en raison de son échec à rédiger une nouvelle constitution (Organisation internationale du travail (OIT), 2013). L'attention qu'ont reçue les projets concernant l'adaptation et l'environnement de la part des décideurs a donc été limitée (Finland. Ministry for Foreign Affairs in Finland, 2012; Ojha et autres, 2015). Les autorités publiques avaient d'autres priorités à l'agenda.

#### **4.1.3 Processus de l'élaboration du PANA**

Des recherches suggèrent que la formulation de la plupart des politiques népalaises ayant trait à l'adaptation, à l'environnement et au développement n'a jamais été effectuée dans son entièreté à l'intérieur du pays par les décideurs nationaux, régionaux, et la population concernée (Blaikie et Muldavin, 2004). C'est plutôt une équipe de consultants du PNUD sous la responsabilité de deux hauts fonctionnaires, ainsi que trois représentants du bailleur de fonds qui ont développé les idées directrices du PANA (Ojha et autres, 2015), tandis que le WWF Népal (2008) a amorcé la rédaction de la *Politique sur le changement climatique* en 2007. En outre, ni spécialiste des sciences sociales ni représentant local du gouvernement ou de la société civile n'a participé à la rédaction du programme d'adaptation. Les agences de développement, par le biais de leur offre de financement et de leur vision occidentale et scientifique du changement climatique, occupent, en réalité, une place décisive dans l'élaboration des politiques (Ojha et autres, 2015). Il apparaît par ailleurs que les autorités publiques népalaises et les scientifiques occidentaux ne partagent pas la même vision d'un processus se disant inclusif et « *bottom up* ». Ce constat se veut ainsi peut-être révélateur d'une ambiguïté quant à la définition d'une approche visant l'implication des acteurs locaux, d'une compréhension différente de l'approche, d'une méconnaissance du processus d'élaboration du PANA par les autorités népalaises, ou atteste simplement une tentative de propagande gouvernementale.

Des recherches concluent que les politiques d'adaptation au changement climatique ne peuvent être efficaces sans la participation des groupes les plus vulnérables qui sont les plus affectés par les impacts de la dégradation environnementale (Ravesloot et autres, 2010). Le processus de rédaction et de consultation, ayant été uniquement conduit en anglais, s'est avéré un échec en terme de participation inclusive du public. Il serait surprenant que les Népalais les plus vulnérables maîtrisent suffisamment la langue anglaise afin de lire et de commenter le premier jet du document avant que celui-ci n'ait été finalisé. De plus, la façon dont les questions étaient structurées et l'espace limité permettant aux citoyens

d'exprimer leurs préoccupations n'ont pas facilité le processus de consultation de la population (Ojha et autres, 2015).

Des études approfondies démontrent que la majorité des consultations ont été organisées dans la capitale. Des représentants du gouvernement, des bailleurs de fonds, des experts et quelques organisations civiles ont pris part à la démarche. Le processus d'élaboration était loin d'être connu de tous, comme peut le témoigner la représentante d'une organisation de femmes dans un district situé non loin de Katmandu (Ojha et autres, 2015).

En outre, selon les analyses d'un groupe de chercheurs de Katmandu et d'ailleurs, le PANA et la *Politique sur le changement climatique* font tous deux mention des experts, des bailleurs de fonds et des acteurs internationaux dans les documents, en omettant de réellement faire référence aux groupes de populations vulnérables, soit ceux qui sont le plus dans le besoin (Ojha et autres, 2015).

Les politiques reliées aux questions d'intérêt public au Népal sont souvent contestées par les citoyens. Ce fut notamment le cas du *Forest Act* de 1993, en particulier parce que le gouvernement souhaitait centraliser les politiques initialement décentralisées permettant une gestion communautaire des forêts par les citoyens (Sunam et autres, 2013). Des contestations ont également eu lieu autour de politiques reliées à l'agriculture (Ojha et autres, 2015). Ce ne fut cependant pas le cas en ce qui concerne les deux politiques environnementales népalaises (Einsiedel et autres, 2012), ce qui laissa la communauté scientifique s'intéressant au sujet perplexe. À la suite de réflexions et d'analyses, une conclusion qui fut tirée veut que les groupes de la société civile les plus engagés en matière d'environnement et de changement climatique, soit ceux de la « Fédération des usagers de forêts communautaires du Népal », aient échoué à faire entendre la voix des individus marginalisés et vulnérables, menant ainsi à une crise de représentation politique où la société civile reste silencieuse (Ojha et autres, 2015).

#### **4.1.4 Mesures d'adaptation autres que migratoires**

Le GIEC rapporte que les sociétés s'adaptent depuis longtemps aux impacts du climat en ayant recours à une panoplie de moyens en relation avec la gestion des risques, notamment la gestion de l'eau, la diversification des cultures, la gestion des catastrophes naturelles et, de façon plus récente, les assurances (GIEC, 2014a). L'amplification de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles rend les populations locales encore plus vulnérables. Les stratégies d'adaptation sont alors souvent adoptées dans l'optique de répondre à plusieurs éventualités.

Selon certains auteurs, l'adaptation devrait prendre en considération trois aspects de façon simultanée : la réduction de la vulnérabilité des collectivités au changement climatique, le renforcement de leur résilience

aux changements futurs et inconnus, et la possibilité qu'ils tirent profit de nouvelles activités (Nelson et autres, 2007).

Les Népalais vivant d'agriculture adoptent fréquemment comme stratégies d'adaptation aux changements environnementaux des pratiques traditionnelles agricoles et d'échanges de semences (LI-BIRD, 2009). D'autres pratiques consistent en une diversification des superficies cultivées, de l'élevage bovin, de l'achat et de la vente de produits agricoles (Dahal et autres, 2010). Tandis que les décideurs politiques et les scientifiques ont comme mandat ou intérêt de trouver des solutions, les individus concernés, de par leur expérience sur le terrain, ont la plupart du temps amassé de l'information et ont fait des observations sur les façons de faire face aux changements de leur environnement (Reid et Swiderska, 2008). L'implication des citoyens au sein du processus du PANA prend ainsi tout son sens.

Lors d'une étude de terrain effectuée dans le sud-est du pays, près de la moitié des ménages interviewés ont rapporté avoir mis en place des barrières physiques autour de leurs habitations et de leurs champs afin de minimiser les dégâts potentiels pouvant être causés par des inondations. C'est ainsi que des moyens de s'adapter à l'environnement changeant utilisant les ressources naturelles locales sont souvent employés et mis en place comme l'installation de clôtures et la construction de digues de sable afin de se protéger des inondations (Warner et autres, 2013), à l'aide de connaissances locales.

La mise en place de mesures d'adaptation n'est cependant pas possible pour tous. Les ressources naturelles, économiques et humaines, les réseaux sociaux, les institutions et les droits acquis ont une influence sur la capacité adaptative des collectivités (GIEC, 2014a). Les populations les plus vulnérables, qui sont également les moins nanties, n'ont souvent pas les moyens de déboursier pour l'achat de matériaux ou de technologies visant une adaptation adéquate (Warner et autres, 2013). Parallèlement, ce n'est pas parce que des familles ont une capacité d'adaptation élevée que leur situation de vulnérabilité sera réduite. De la même manière, les barrières physiques s'avérant souhaitables et nécessaires à mettre en place en raison des nouvelles réalités vécues en matière de changement climatique anthropique peuvent être complexes à implanter en raison de leur fragilité lorsque surviennent des catastrophes naturelles (Dahal et autres, 2010).

Une autre étude avance que des Népalais des districts de Kaski et Tanahun ont décidé de diminuer les variétés de riz qu'ils produisent afin de conserver uniquement les variétés suffisamment résistantes au régime irrégulier des pluies. Les conséquences de ces choix sont une dépendance aux compagnies qui vendent les semences et une réduction de diversification de leurs cultures (Subramanian et Pisupati, 2010).

Pour certains ménages peu nantis, lors de périodes de pénurie alimentaire, la vente de leurs propres semences et ustensiles de cuisine représente une stratégie d'adaptation préconisée. Des familles vont

jusqu'à retirer leurs enfants des écoles afin qu'ils travaillent et gagnent eux aussi de l'argent pour supporter la famille. Les migrations saisonnières en Inde représentent également une importante stratégie d'adaptation pour ces familles démunies (Gentle et Maraseni, 2012).

#### **4.1.5 Migrations comme stratégie d'adaptation**

Considérées par plusieurs comme une incapacité, un échec d'adaptation ou comme un ultime recours (Pradhan et autres, 2012), les migrations ne le sont pourtant pas systématiquement (Banerjee et autres, 2011; Gemenne et Brücker, 2012; Sward et Codjow, 2012). Comme mentionné au chapitre précédent, de nombreuses études de terrain conduites au Népal font état de migrations d'individus qui quittent leur district ou encore leur pays afin de réduire l'état de pauvreté de leur famille ou de diversifier leurs revenus. Parallèlement, les migrations peuvent constituer une forme d'assurance contre les risques environnementaux et la dégradation de l'environnement, en plus de permettre aux communautés d'améliorer leur résilience lorsqu'elles sont atteintes par des catastrophes naturelles (Banerjee et autres, 2011; Chapagain et Gentle, 2015; Gemenne, 2015; Pradhan et autres, 2012).

Les chercheurs d'une étude de terrain menée dans quatre pays asiatiques, dont le Népal, concluent que les migrations de travail ont un impact positif pour les populations restées sur place afin de faire face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles. Les envois de fonds perçus par les familles peuvent sécuriser les avoirs et assurer une certaine sécurité alimentaire, ayant des conséquences positives sur la santé, l'éducation des enfants et les infrastructures (Pradhan et autres, 2012).

Des chercheurs anticipent que les migrations temporaires seront bientôt une stratégie adoptée par les communautés pour s'adapter aux effets du changement climatique bien plus courantes que le déplacement de communautés entières, tant et aussi longtemps que les collectivités resteront résilientes et qu'elles seront à même d'adopter des mesures afin de rester sur place (Gemmene et Brücker, 2012).

Selon une autre étude de terrain effectuée sur l'adaptation aux inondations dans le sud-est du pays, le quart des ménages ont mentionné avoir opté pour une nouvelle activité économique visant la réduction des conséquences d'inondations futures. La décision de migrer était alors l'alternative la plus souvent relevée (Warner et autres, 2013). Des éléments positifs alors observés incluent la réduction de la vulnérabilité des familles aux impacts du changement climatique et le relâchement de la pression démographique dans leur région d'origine (Gemenne, 2009-10).

D'après certains chercheurs, les migrations représentent une stratégie d'adaptation pour des ménages ruraux qui se déplacent vers les centres urbains, mais également une contrainte à l'adaptation étant donné que les centres urbains ne sont pas en mesure de gérer une arrivée si massive d'individus (Bartlett

et autres, 2011). Des politiques appropriées sont particulièrement requises dans ce contexte, d'autant plus que le Népal est le théâtre de nombre de ces migrations.

Enfin, après avoir considéré les stratégies d'adaptation à la dégradation environnementale employées au Népal, les documents juridiques traitant de migrations seront analysés afin de repérer les liens entre les flux migratoires et le changement climatique.

## **4.2 Les migrations dans les documents de loi**

Selon les recherches effectuées, le Népal n'a pas formulé de document de loi spécifique aux migrations, outre une politique visant à mettre fin à l'exploitation des travailleurs migrants. Celle-ci, entrée en vigueur à l'été 2015, est présentée au point 4.2.4. Plusieurs lois, règlements, politiques, plans de développement et traités népalais abordent le phénomène des migrations - essentiellement de travail - et également le changement climatique, mais en aucun cas en relation.

Les documents reconnaissant les migrations seront donc introduits dans cette section. Leur mention du changement climatique sera également discutée. Il est à noter que chaque document juridique et chaque Plan de développement cités ci-dessous comprend la date à laquelle il a été formulé dans le calendrier international. Une seconde année, mise entre parenthèses, évoque celle du calendrier népalais portant le nom de *Bikram Samwat* (BS).

### **4.2.1 Lente reconnaissance juridique des migrations**

Au Népal, les migrations internationales de travail sont régies par des instruments politiques nationaux, bilatéraux et internationaux. Ces migrations sont régulées en grande partie par la *Loi sur l'emploi à l'étranger* de 2007 et par le *Règlement relatif à l'emploi à l'étranger* de 2008, mais également par les lois des pays qui accueillent des migrants. Le gouvernement népalais a initialement tardé à reconnaître la valeur potentielle des migrations de travail internationales. Il s'est finalement décidé à adopter la première *Loi sur l'emploi à l'étranger* en 1985 et les premiers règlements qui y sont associés en 1999, soit plus d'une décennie plus tard (Sijapati et Limbu, 2012).

#### ***Loi sur l'emploi à l'étranger de 1985 (2042 BS) - Foreign Employment Act***

C'est dans cette loi que les migrations de travail népalaises ont été mentionnées pour la première fois avec l'utilisation du terme « *abroad* » (*Foreign Employment Act*, 1985). Le contexte mondial se prêtait à leur mention alors que la mondialisation s'accroissait, que les pays du Golfe vivaient leur boom pétrolier et que la part de la population en âge de travailler et souhaitant gagner sa vie augmentait (Limbu, 2011). La loi encourage les migrations de travailleurs népalais peu qualifiés vers les pays du Golfe. Le

gouvernement affirme d'ailleurs que la demande de travailleurs migrants dans les industries du Moyen-Orient a incité la formulation de cette première loi (Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014).

#### ***Loi sur l'emploi à l'étranger de 2007 (2064 BS) - Foreign Employment Act***

Le troisième amendement de la *loi sur l'emploi à l'étranger* (à la suite des modifications de 1992 et 1998) représente un pas en avant vers la protection des droits des travailleurs migrants, ainsi que vers la diminution du coût des migrations, aux côtés du *Règlement relatif à l'emploi à l'étranger* de 2008 (*Foreign Employment Act*, 2007; Council for Technical Education and Vocational Training, 2014).

#### ***Politique du travail et de l'emploi de 2005 (2062 BS) - Labour and Employment Policy***

Cette politique, datant de 2005, établit au paragraphe 3.1.4 qu'une politique distincte sur les migrations de travail devra être élaborée et mise en application en visant la promotion d'emplois sécuritaires et décents (*Labour and Employment Policy*, 2005).

Selon le Centre d'études sur l'emploi et la mobilité (CESLAM) népalais, ce sont 16 documents de lois, règlements et politiques, dont deux amendements de lois existantes, qui concernent les migrations au Népal. Ceux-ci ont été votés entre les années 1974 et 2012 (2030 et 2969 BS)<sup>3</sup> (Center for the Study of Labour and Mobility (CESLAM), s.d.).

Il est à noter que l'ensemble de ces documents juridiques reste muet sur le changement climatique.

#### **4.2.2 Plans de développement périodique népalais**

Les plans de développement périodique incluent les politiques, les programmes et les plans nationaux du Népal (Union internationale pour la conservation de la nature, s.d.). Il importe donc de s'y référer afin de comprendre les objectifs privilégiés par le pays sur des périodes de cinq ou de trois ans. Le premier plan quinquennal a été en vigueur de 1956 à 1961. Il posait en priorité les questions de transport et de communication. Les quatre plans de développement les plus récents sont discutés ci-dessous, en ordre chronologique. La figure 4.2 présente une synthèse de l'occurrence des vocables « migr » et « *climate change* » retrouvés dans chacun des quatre plans de développement népalais rédigés entre 2002 et 2013. Il en ressort une diminution de la fréquence de discussion des migrations (de 34 occurrences en 2002 à 13 occurrences en 2013) et une augmentation de celle du changement climatique (de 4 occurrences en 2002 à 37 occurrences en 2013). Il est à noter que le plan triennal 2010-2013, qui aborde le changement climatique à 43 reprises, a été adopté lors de la préparation du PANA.

---

<sup>3</sup> Les trois documents nationaux les plus récents sont uniquement disponibles en Népal, la langue officielle du pays. Il n'est donc pas simple pour un individu ne maîtrisant pas la langue de connaître leur contenu, sauf en procédant à la lecture d'articles scientifiques abordant le sujet.



<b><i>Plan quinquennal 2002-2007</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « migr » = 34 occurrences</li> <li>• « <i>climate change</i> » = 4 occurrences</li> </ul>
<b><i>Plan triennal 2007-2010</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « migr » = 18 occurrences</li> <li>• « <i>climate change</i> » = 7 occurrences</li> </ul>
<b><i>Plan triennal 2010-2013</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « migr » = 18 occurrences</li> <li>• « <i>climate change</i> » = 43 occurrences</li> </ul>
<b><i>Plan triennal 2013-2016</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « migr » = 13 occurrences</li> <li>• « <i>climate change</i> » = 37 occurrences</li> </ul>

**Figure 4.2 Occurrence des termes « migr » et « *climate change* » dans les plans de développement périodiques népalais entre 2002 et 2016** (compilation d'après : Nepal. National Planning Commission, 2002; 2007; 2010; 2013)

#### ***Plan quinquennal 2002-2007 (2058-2063 BS)***

Le 10<sup>e</sup> *Plan de développement* du Népal a comme objectif principal la réduction de la pauvreté au pays. Le second objectif est la gestion des migrations. Celles-ci sont, en réalité, perçues comme un facteur problématique, notamment lorsque les citoyens se déplacent de la région des collines en direction du *Teraï*. Le gouvernement compte donc investir et développer de nouvelles technologies, des activités génératrices de revenus et faciliter le transport dans la région centrale des collines afin de contrôler et de réduire les migrations internes. Les migrations internationales de travail reçoivent la même considération. Le gouvernement souhaite mener les recherches nécessaires afin de formuler des politiques et des programmes visant la gestion des migrations internationales. Afin de réguler les migrations internes, un « index de pression démographique » et des programmes appropriés comptent être développés. Le gouvernement souligne par ailleurs que le taux d'emploi élevé au Népal a comme conséquence négative de provoquer des migrations internes et internationales, et que l'ampleur des migrations encourage une dépendance aux drogues et la traite des femmes (Nepal. National Planning Commission, 2002).

Tandis que le plan reconnaît l'influence que peut avoir le climat sur la performance économique nationale, seul un paragraphe mentionne l'importance de contrôler les risques potentiels des crues brutales et soudaines, et un autre reconnaît l'importance d'étudier les impacts que peut avoir le changement climatique sur le pays (Nepal. National Planning Commission, 2002).

Deux éléments de gestion des catastrophes naturelles sont introduits, précisément la construction d'abris d'urgence et l'allocation de logements pour les familles affectées. L'accent est ainsi mis sur les actions à

poser à la suite des changements environnementaux, plutôt que sur la prévention des incidents et des conséquences. Selon un collectif effectuant des suggestions en vue de l'élaboration du PANA népalais, la section sur la gestion des risques liés au climat occupe trop peu d'importance dans les activités sectorielles, notamment en relation avec le développement de l'hydroélectricité et de l'agriculture (LI-BIRD, 2009).

#### ***Plan triennal 2007-2010 (2063-2066 BS)***

Le 11<sup>e</sup> *Plan de développement* népalais fait état d'une disproportion entre le nombre de femmes et d'hommes en raison des migrations de la population masculine, et d'un accroissement des disparités régionales entraînant de plus en plus de migrations de secteurs ruraux en secteurs urbains. Le Népal considère toujours que les processus de migrations internes ne sont pas gérés de façon adéquate, notamment en ce qui concerne les infrastructures en milieux urbains. Le gouvernement compte encourager les migrants népalais qui sont de retour au pays à faire usage de leurs nouvelles aptitudes et de leurs fonds supplémentaires pour le bien-être des collectivités (Nepal. National Planning Commission, 2007).

Le plan aborde le changement climatique dans la section sur les forêts. Le Népal souhaite intensifier ses efforts diplomatiques dans le but d'avoir accès à des ressources internationales afin de mettre en place un système de commerce du carbone et un système de paiement des services environnementaux. Le gouvernement s'engage à annoncer et à exécuter les actions que le pays a signées au sein des conventions environnementales, à lancer des programmes d'atténuation des effets néfastes du changement climatique et à formuler une stratégie nationale sur le changement climatique (Nepal. National Planning Commission, 2007).

#### ***Plan triennal 2010-2013 (2066-2070 BS)***

Le 12<sup>e</sup> *Plan de développement* a été adopté lors de la préparation du PANA. Le plan introduit une nouveauté en relation avec le changement climatique, possiblement sous l'influence de l'élaboration du programme d'adaptation : « Climate change has been included as a separate area for the first time in over 50 years of planning history of Nepal ». L'environnement et le changement climatique sont en effet présentés comme deux entités distinctes dans ce plan. Le changement climatique est abordé dans la section du développement des infrastructures (Subsidiary Body for Implementation. CCNUCC, 2010).

Le plan a pour objectifs principaux la réduction de la pauvreté par une croissance économique durable et l'amélioration du niveau de vie des populations en favorisant la création d'emplois, en réduisant les disparités économiques et régionales et en luttant contre l'exclusion sociale. D'autres objectifs importants le composant sont le développement d'activités respectueuses de l'environnement, la mitigation des effets néfastes du changement climatique (Nepal. Ministry of Environment, 2010) et l'atteinte des OMD.

Ce 12<sup>e</sup> plan aborde également le phénomène des migrations, indiquant que le gouvernement s'attaquera à la gestion des flux migratoires. Selon les décideurs, les migrations sont l'une des causes des défis rencontrés en ce qui concerne la gestion des forêts. Le gouvernement souhaite réduire la migration des jeunes en créant un environnement favorable à leur créativité, des opportunités d'emploi intéressantes, et compte résoudre le problème du chômage (Nepal. National Planning Commission, 2010).

#### ***Plan triennal 2013-2016 (2070-2073 BS)***

Dans le 13<sup>e</sup> *Plan de développement* népalais, les migrations sont reconnues, en parallèle avec l'urbanisation du pays et le départ de jeunes népalais en âge de travailler, ce qui, selon le gouvernement, exerce une pression sur le secteur agricole. Les décideurs identifient le manque d'emplois comme facteur de déclenchement de nombreux départs quotidiens à l'international. Deux objectifs sont énoncés : d'une part, la réduction du taux de chômage alors que sera favorisée la création d'emplois décents au pays et, d'autre part, l'appui à une quête d'emplois dignes et sécuritaires à l'étranger.

Ce 13<sup>e</sup> plan triennal a comme objectif principal de faire passer le pays du stade de PMA à pays en développement, une ambition qui sera vraisemblablement retardée en raison des séismes des mois d'avril et de mai 2015. Selon le secrétaire administratif népalais de la commission nationale de planification, Yubaraj Bhushal, une priorité est accordée à la réduction et à la gestion des risques de catastrophes naturelles. Le plan prend en compte les secteurs de l'agriculture, de l'irrigation, de la sécurité alimentaire et des forêts, afin que ceux-ci soient protégés. Le secrétaire fait mention d'une priorité accordée au développement de l'énergie alternative, ainsi que du développement d'un métro électrique dans la capitale (New Spotlight News Magazine, 2013). L'une des stratégies proposées dans ce *Plan de développement* est l'atténuation des impacts du changement climatique (Mercantile Communications, 2013).

En somme, tous ces plans de développement abordent, d'une part, les migrations internes et internationales, d'autre part, le changement climatique. L'importance de répondre aux défis occasionnés par le changement climatique est mise en relief; or, l'enjeu climatique et les migrations ne sont pas une seule fois mis en relation dans ces documents d'importance.

#### **4.2.3 Traité de paix et d'amitié entre l'Inde et le Népal**

Le *Traité de paix et d'amitié* conclu en juillet 1950 par le Népal et l'Inde vise principalement les mouvements transfrontaliers. Le Népal et l'Inde jouissent d'un régime frontalier ouvert. Les Népalais et leurs voisins du sud peuvent donc se déplacer librement et sans restrictions entre les deux pays, en plus d'officiallement bénéficier des mêmes privilèges que les citoyens du pays voisin à l'intérieur de l'autre pays (*Treaty of Peace and Friendship between the Government of India and the Government of Nepal*), à

l'exception du droit de vote. Des milliers de Népalais franchissent quotidiennement l'un des cinq postes majeurs situés à la frontière des deux nations asiatiques (Sharma et Thapa, 2013).

Si le traité reconnaît la mobilité humaine transfrontalière, il comporte cependant une lacune importante : il ne mentionne pas les travailleurs migrants, pourtant très nombreux. Une étude suggère par ailleurs que les migrants népalais en Inde ne bénéficient pas réellement des mêmes droits et privilèges que les Indiens dans leur pays. Les Népalais possèderaient encore moins de droits que les travailleurs migrants détenant un visa de travail (Sharma et Thapa, 2013). D'autres facteurs négatifs engendrés par cette ouverture des frontières incluent le déplacement d'individus commettant des crimes dans l'un des pays et s'enfuyant dans le pays voisin, la contrebande d'armes, le transport illégal d'armes et d'argent, la traite des personnes et le trafic humain (Shrestha, 2014).

Lors d'une visite du premier ministre hindou, Narendra Modi, en 2014 au Népal, soit la première visite d'un dirigeant de l'Inde en 17 ans, celui-ci et son homologue népalais ont convenu de réviser, d'adapter et d'actualiser le traité, qui a été signé alors que la monarchie népalaise était en place. Ils ont également discuté de réviser d'autres accords bilatéraux (Roche, 2014). Jusqu'ici, aucune action n'a été entreprise en ce sens.

#### **4.2.4 Nouvelle politique de « migrations à coût nul »**

Une *Politique de migrations à coût nul* est entrée en vigueur le 6 juillet 2015 au Népal. Celle-ci a pour objectif de mettre fin à l'exploitation des travailleurs migrants à l'étranger en restreignant les départs aux migrants dont les billets d'avion et les visas sont financés par leurs employeurs. Afin qu'un permis de travail soit délivré, l'agence de recrutement représentant le migrant, ou le migrant lui-même, doit fournir une preuve comme quoi son employeur est prêt à déboursier les principaux frais. Cette preuve doit être authentifiée par un consulat népalais en accompagnement à la demande d'application dans les pays les plus fréquentés par les travailleurs migrants, soit la Malaisie et les pays du Golfe. Selon le ministre du Travail népalais, Tek Bahadur Gurung, les employeurs de migrants étrangers crédibles et bien établis dans leur pays sont enclins à défrayer les coûts de visa et de billets d'avion de leurs travailleurs. Le ministre renchérit que ce phénomène survient déjà à l'heure actuelle et que celui-ci est donc bien réel et possible. Le ministre considère que les employeurs n'offrant pas ces avantages sont ceux qui ne paient pas les migrants adéquatement, et mentionne ne pas souhaiter que des Népalais travaillent pour eux (Rai, 2015a).

La nouvelle politique limite également le coût chargé par les agences de recrutement aux Népalais désireux de travailler à l'étranger. Alors qu'un individu déboursait auparavant entre 70 000 et 120 000 roupies népalaises (entre 689 et 1 180 dollars américains) pour une demande de permis de travail effectuée par l'entremise d'une agence et que cela était permis par la loi, le coût a été réduit aux

environs de 20 000 roupies népalaises, soit 197 dollars américains (XE, 2015). Des agents de recrutement ont donc pris la nouvelle d'un mauvais œil. Nombreux sont ceux qui ont entamé des activités de lobbying, allant jusqu'à rencontrer le premier ministre Sushil Koirala en lui demandant une révocation de la politique afin que la baisse potentielle des envois de fonds n'ait pas d'incidences négatives sur l'économie du pays (Rai, 2015a).

Cette idée de « migrations à coût nul » n'est pourtant pas nouvelle. En avril 2015, le ministre du Travail du Qatar, pays où séjourne près d'un demi-million de travailleurs migrants népalais, a mentionné que les employeurs qatariens sont tenus de défrayer les montants reliés aux visas et aux billets d'avion des travailleurs migrants. Dix ans plus tôt, les deux pays ont par ailleurs signé un accord faisant état de ces éléments dans l'espoir de mettre fin à l'exploitation des migrants par les agences de recrutement au Qatar comme au Népal (Rai, 2015b).

Selon un journal local népalais, l'une des motivations premières du gouvernement à adopter la *Politique de migration à coût nul* est de relever l'image internationale du Qatar, affectée par les mauvaises conditions de travail des migrants mises en lumière dans la presse internationale (Rai, 2015b).

L'arrivée de cette politique, si celle-ci est conformément appliquée, pourrait permettre aux migrants népalais de partir à l'étranger moins endettés, et ainsi moins vulnérables à l'exploitation de leurs employeurs. Ce phénomène aura un impact sur les ménages qui auront davantage de liquidités au départ du membre de la famille, causant moins de soucis à ceux qui restent sur place. Cela pourrait également représenter une source d'angoisse en moins pour les migrants, qui n'auront ni à consacrer leurs premières payes au remboursement des sommes empruntées ni à être un fardeau pour leur communauté d'origine dans le cas où ils ne sont pas en mesure de rembourser les sommes empruntées. Les communautés bénéficieront donc des sous que les migrants voudront bien envoyer dès la première occasion. Surtout, cette politique permettra à des individus plus défavorisés d'envisager une migration internationale, ce qui favorisera une plus grande justice sociale.

En résumé, les deux documents névralgiques ayant pour thème central l'adaptation au changement climatique au Népal négligent de mentionner l'important phénomène des migrations, pourtant relié à la dégradation de l'environnement observée au pays. Les citoyens les plus vulnérables seraient les premiers à bénéficier d'une actualisation du PANA de 2010 et de la *Politique sur le changement climatique* de 2011, dans la mesure où ils incluraient les migrations internes et internationales, et où les mouvements de population seraient mis en interrelation avec l'environnement.

Parallèlement, les politiques encadrant les migrations au pays reconnaissent le besoin de protection des migrants à l'étranger et les frais de migrations trop élevés qui leur sont chargés afin de prendre part au processus migratoire, mais ils restent muets sur les besoins de protection des familles face à la

dégradation de l'environnement et aux incidences du changement climatique. Les impacts de ces transformations sur les communautés les plus vulnérables sont également laissés de côté.

Il s'avère par ailleurs intéressant que les plans périodiques de développement du pays discutent de migrations et de changement climatique, non pas en relation, mais en parallèle. Ces plans reconnaissent les migrations internationales comme internes. Or, ils dépeignent une réalité plutôt pessimiste des différents scénarios migratoires en faisant le lien avec les facteurs socio-économiques plutôt qu'environnementaux. Les migrations sont perçues comme une cause de la disproportion entre le nombre de femmes et d'hommes au pays et comme un défi en ce qui concerne la gestion des forêts. En outre, les plans de développement témoignent de l'accroissement des disparités régionales, du chômage et du manque d'opportunités d'emplois intéressants qui causent des migrations. Paradoxalement, il y est également mentionné que le taux d'emploi élevé au pays provoque des migrations internes et internationales, en plus d'encourager une dépendance aux drogues et la traite des femmes.

En l'absence de politiques adéquates reconnaissant les migrants, leurs droits et leur protection, tout en admettant les impacts que peut avoir le changement climatique sur leurs vies, les migrations induites en partie par les changements environnementaux continueront à se produire dans des conditions non optimales. Le prochain chapitre se penchera donc sur les lacunes les plus importantes venant d'être décelées et proposera trois recommandations afin d'y remédier.

## 5 DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS

Un gouvernement a pour mandat de veiller à la protection des personnes placées sous sa juridiction, en particulier ses citoyens. La prise en compte des changements environnementaux importe au niveau national puisque les stratégies et objectifs de développement, de réduction de la pauvreté et les plans de développement y sont définis. L'intégration de l'adaptation dans les processus de développement est cruciale. Pour ce faire, les parties prenantes et les acteurs clés doivent être mobilisés.

Le niveau local occupe également une place de choix dans l'adaptation aux changements environnementaux, et ce, pour deux raisons : les impacts du changement climatique ont des répercussions sur les modes de vie et les activités de subsistance locales, tout comme la vulnérabilité et la capacité d'adaptation sont déterminées par les conditions locales (Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 2009).

L'analyse des politiques traitant d'adaptation et de migrations au chapitre précédent a permis d'apprécier la perception plutôt négative qu'ont les autorités publiques des flux migratoires népalais. Elle a également révélé un manque de coordination entre les documents nationaux encadrant les migrations et l'adaptation au pays. En outre, elle met en lumière les lacunes en matière de processus de consultation des citoyens et d'accompagnement des migrants internes et internationaux, ce dernier constat étant traité au chapitre trois. Afin que les besoins des collectivités népalaises en matière de stratégies d'adaptation face aux dégradations environnementales soient mieux pris en considération et que les migrations soient facilitées, trois recommandations sont formulées : la première vise une révision des processus de consultation et d'élaboration des documents d'adaptation afin de mieux prendre en compte les préoccupations des populations les plus vulnérables au changement climatique. La seconde a pour objet la reconnaissance des migrations comme stratégie d'adaptation et de l'amélioration des documents législatifs traitant de migrations et d'adaptation afin que le lien entre les deux phénomènes soit pris en compte. La troisième consiste en un renforcement des efforts d'accompagnement des migrants, d'une part pour ceux qui se déplacent à l'interne au travers une planification urbaine plus adéquate, d'autre part pour ceux effectuant des déplacements à l'international par le biais de lutte contre les abus et de la protection de leurs droits.

### 5.1 Privilégier un processus d'élaboration des politiques inclusif

L'analyse réalisée au chapitre précédent a permis de relever plusieurs lacunes reliées au processus de consultation et d'élaboration des documents reliés à l'adaptation au Népal. D'une part, l'élaboration des documents a été effectuée par des consultants de l'extérieur du pays. Ensuite, le PANA et la *Politique sur le changement climatique* omettent de proposer des solutions ayant pour objet de faciliter l'adaptation des populations les plus vulnérables au changement climatique. En outre, il y a eu omission de l'inclusion de ces collectivités dans le processus de consultation menant à la production des documents, les excluant

des décisions qui les concernent.

Face à ce constat, il est recommandé que soit remanié le processus de consultation qui mène à l'élaboration des documents d'adaptation népalais, afin de faciliter l'engagement et la participation des parties prenantes, notamment de l'administration publique, des communautés, de la société civile et des entreprises. Des recherches concluent que les politiques d'adaptation au changement climatique ne peuvent être efficaces sans la participation des groupes qui sont le plus affectés (Ravesloot et autres, 2010) et sans qu'elles ne bénéficient à ceux qui en ont le plus besoin (Few et autres, 2007).

Le Népal pourrait envisager l'implication des collectivités les plus touchées par les incidences du changement climatique dans le processus d'élaboration de ses politiques. Il apparaît en effet nécessaire de s'appuyer sur les connaissances et les expériences des communautés locales pour un développement endogène et une adaptation mieux planifiée. L'expérience de quelques générations de communautés agricoles népalaises s'est transmise jusqu'à aujourd'hui. Ces collectivités locales ont trouvé des façons de faire face aux dégradations environnementales et de s'adapter, tout en acquérant des connaissances sur des méthodes d'adaptation efficaces, notamment par des pratiques traditionnelles agricoles et d'échanges de semences, ou alors par l'utilisation des ressources naturelles locales dans la fabrication de barrières physiques de protection. Ces communautés possèdent un important savoir. Il s'avèrerait donc important de recueillir l'information connue par ces collectivités et de la mettre à profit afin d'éclairer les décisions d'adaptation au niveau national (OCDE, 2009). Les différents paliers de gouvernement seraient alors incités à travailler en collaboration.

En outre, ces mêmes communautés sont souvent les plus touchées par les fléaux environnementaux. Il est recommandé d'inviter pour le moins des représentants de ces collectivités à prendre part de façon proactive au processus de consultation afin que non seulement le pays tout entier bénéficie de leurs connaissances, mais encore que les populations les plus à risque reçoivent le soutien et l'accompagnement nécessaires.

Au chapitre des migrations, il est tout aussi impératif que les documents législatifs reflètent les besoins intrinsèques des communautés. Pour ce faire, les points de vue des migrants et des collectivités qui devront « accueillir » ou vivre aux côtés des nouveaux venus pourraient être pris en considération. Ce sont ces deux groupes d'individus qui, après tout, devront vivre avec les conséquences de la relocalisation ou de l'installation à long terme (United Kingdom. Government Office for Science, 2011).

L'implication des populations les plus vulnérables n'est pas nécessairement chose facile, car elles sont souvent prises avec des contraintes de travail, financières (Ojha et autres, 2015), linguistiques, culturelles, sociales et manquent de connaissances politiques. Dans une perspective de survie, elles vivent dans le présent plutôt que dans le futur (Wood, 2003), de la même façon que les citoyens les plus



démunis luttant pour nourrir leur famille ne s'intéresseront pas autant à la protection de l'environnement. Il est recommandé que les fonctionnaires népalais responsables des processus de consultation facilitent la participation de ces personnes en se déplaçant jusqu'à elles, ou alors qu'un budget soit alloué au déplacement d'un certain nombre de personnes vers les lieux de consultation. Il apparaît également nécessaire que les questionnaires soient traduits dans la langue officielle afin que les individus ne maîtrisant pas l'anglais, généralement moins éduqués, puissent participer de façon égale.

## **5.2 Assurer une reconnaissance des migrations comme stratégie d'adaptation**

Le gouvernement, de même que la communauté scientifique, reconnaît la vulnérabilité du Népal aux incidences du changement climatique, aux changements environnementaux et aux catastrophes naturelles (Gentle et Maraseri, 2012; Nepal. Ministry of Environment, 2010; OIM, 2015b). C'est ainsi que les moyens de subsistance de plus du tiers de la population courent le risque d'être perturbés, sans compter les menaces qui pèsent sur leurs domiciles et les infrastructures publiques du pays.

En parallèle, les migrations observées au pays s'accroissent. Chercheurs comme décideurs identifient le lien entre de nombreux cas de déplacements et les changements environnementaux (Bartlett et autres, 2011; Chapagain et Gentle, 2015; Massey et autres, 2007; Nepal. Ministry of Labour and Employment, 2014).

Les migrations s'avèrent un moyen important d'adaptation aux incidences du changement climatique et aux fléaux liés à l'eau, tels que les inondations, la fonte des glaciers de l'Himalaya, les pluies trop abondantes et le manque d'eau pour les collectivités, ainsi que nous l'avons stipulé aux chapitres trois et quatre. En outre, elles peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la résilience au changement climatique et aux dégradations environnementales des populations dans les pays en développement (Gemenne, 2015; Pradhan et autres, 2012; Tacoli, 2011) et contribuer à la diversification des stratégies de subsistance des ménages (Sward et Codjow, 2012). Dans cette optique, il serait souhaitable que les migrations soient reconnues comme une réelle stratégie d'adaptation par les instances gouvernementales, et que leur valeur adaptative occupe une place appréciable dans les documents nationaux migratoires et d'adaptation.

Il pourrait par ailleurs s'avérer important que le lien entre les migrations et le changement climatique dans les documents légaux népalais soit reconnu, en commençant par les documents nationaux traitant d'adaptation. La reconnaissance étroite des migrations et des changements environnementaux pourrait être appliquée aux différents stades de la formulation des visions, des documents de lois concernés et des stratégies nationales (OCDE, 2009). Le PANA, la première initiative gouvernementale intégrant le concept d'adaptation afin de remédier aux effets néfastes du changement climatique et de réduire la vulnérabilité des Népalais aux catastrophes naturelles, et la *Politique sur le changement climatique*, visant

à favoriser la mise en œuvre des actions d'adaptation spécifiées dans le PANA, sont ainsi les premiers documents qui auraient avantage à être actualisés.

Les agences de coopération pour le développement, notamment celles ayant offert un soutien financier à l'élaboration et à la mise en œuvre du PANA, soit le PNUD, le Département pour le développement international du Royaume-Uni et le ministère des Affaires étrangères du Danemark, mais également la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE et l'Agence des États-Unis pour le développement international USAID, qui réalisent tous des projets au Népal, pourraient faciliter la mobilisation de ressources requises pour intégrer les mesures d'adaptation adaptées au contexte du Népal dans les stratégies, plans et programmes nationaux. En ce sens, ces organisations pourraient soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation (OCDE, 2009) qui ont été déterminées dans le PANA.

Il conviendrait par ailleurs de poursuivre les initiatives d'accords bilatéraux, tel l'accord signé avec la Finlande s'intitulant : « *Finnish-Nepalese Project for Improved Capability of the Government of Nepal to respond to the increased risks related to weather related natural disasters caused by climate change* », en vigueur de 2010 à 2012. Ce projet avait pour but la prévention des inondations étant donné l'amplification de leur intensité et de leur fréquence en raison du changement climatique. La Finlande, par le biais de son agence d'aide au développement, a offert son soutien à ICIMOD dans le cadre d'un projet relié à la réduction de la vulnérabilité de la population aux inondations dans la région de l'Hindu Kush-Himalaya. Une collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et les États partenaires que sont le Népal, le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine et le Pakistan faisait également partie de l'accord (Finland. Ministry for Foreign Affairs in Finland, 2012).

La dimension évaluatrice est également importante. Il pourrait convenir d'assurer le suivi et l'évaluation des progrès réalisés vers une meilleure intégration des options d'adaptation pour les collectivités, tout comme il s'avèrerait important d'assurer le lien entre adaptation et migrations sur le terrain. À ce sujet, les agences de coopération pour le développement pourraient offrir une aide financière et technique afin de mettre en œuvre des indicateurs et outils de suivi, ainsi que des cadres pour l'évaluation des résultats (Lim et autres, 2004; OCDE, 2009).

### **5.3 Renforcer les efforts d'accompagnement aux migrants**

Il a été stipulé au chapitre trois que les migrations représentent un risque tant pour les migrants que pour les membres de la famille qui restent derrière. Il apparaît alors important que des mesures adéquates de protection sociale soient mises en place et incorporées dans les documents gouvernementaux et non gouvernementaux à l'avantage des deux groupes (Sabates-Wheeler et Waite, 2003).

Si la gestion des flux migratoires est abordée dans les plans de développement népalais, l'accompagnement n'est pas pris en considération. Les migrations sont considérées, d'une part, comme nuisibles à l'interne en raison des répercussions qu'elles entraînent sur les infrastructures urbaines. D'autre part, elles sont perçues comme un processus auquel le gouvernement doit s'attaquer (Nepal. National Planning Commission, 2007; Nepal. National Planning Commission, 2010). Pourtant, l'OIM rapporte que « les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière » (OIM, 2009b).

L'accompagnement est défini comme suit :

« une démarche structurée, comportant plusieurs étapes, qui cherche à aider les gens à faire face (gérer ou s'adapter) aux situations dans lesquelles ils se trouvent. Cela implique d'aider les personnes à comprendre leurs émotions et leurs sentiments, à faire de bons choix et à prendre de bonnes décisions. Le but est de réduire la détresse ressentie juste après un événement difficile et de favoriser un ajustement à court et long terme (réaction positive) » (OIM, 2009b).

### **5.3.1 Améliorer la planification urbaine**

Au Népal, force est de constater que la croissance démographique et les changements environnementaux qui s'opèrent exercent une pression sur les centres urbains, en partie en raison des migrations. S'ensuit une prolifération de bidonvilles urbains lors d'arrivées de migrants non pris en charge, avec nombre de conséquences sur la santé de ces derniers, leur bien-être, et une atteinte à leur dignité. Devant l'ampleur du phénomène, le gouvernement du Népal gagnerait à assurer une planification urbaine plus adéquate.

Ce constat révèle le bien-fondé d'améliorer les capacités d'accueil et de protection sociale des migrants, de favoriser la création d'emplois et de renforcer l'économie locale en milieux urbains. Le pays pourrait gagner à entreprendre la construction d'infrastructures urbaines durables et inclusives (OCDE, 2009; Sward et Codjow, 2012; United Kingdom. Government Office for Science, 2011), de manière à assurer une provision d'eau potable, un meilleur accès à la nourriture et aux installations sanitaires, des possibilités d'éducation pour les jeunes, et d'emploi et de logement à l'ensemble de ses citoyens (Bartlett et autres, 2011; Gemenne, 2009-10). Le GIEC (2014b) rapporte que le développement d'infrastructures, de pair avec des efforts de gestion durable des écosystèmes, de renforcement du bien-être des communautés et de développement, ont comme effet d'améliorer la résilience des collectivités. À l'inverse, une insuffisance d'infrastructures dans les milieux urbains et leur manque d'entretien risquent de compromettre les capacités d'adaptation des populations (OCDE, 2009).

Alors que les populations urbaines gagneraient à bénéficier de mesures plus appropriées, les communautés rurales ne devraient pas être laissées pour compte. Une alternative d'adaptation réelle aux

Népalais pourrait être offerte. Lorsque les populations vivent dans des lieux sujets à des catastrophes naturelles, il s'avèrerait particulièrement important qu'elles aient recours à des mécanismes de réduction des risques afin de sécuriser leurs habitations et leurs terres agricoles, d'autant plus que, comme nous l'avons vu, le pays est le théâtre de désastres gagnant en intensité et en fréquence. Un renforcement du soutien au développement rural et agricole, ainsi qu'à une gestion durable des terres et de l'eau pourrait également être offert. Les agences de coopération pour le développement et les donateurs pourraient alors être sollicités aux fins d'appui financier et technique à ces initiatives (OCDE, 2009). Une alternative souhaitable pourrait être un déplacement vers des lieux plus sûrs promus dans les politiques gouvernementales (United Kingdom. Government Office for Science, 2011).

En outre, les populations doivent être au courant des choix qui s'offrent à elles en termes de migrations et d'adaptation. Il est donc recommandé que des campagnes d'éducation soient entreprises, ainsi qu'un renforcement de la diffusion des messages aux ménages, aux organisations locales, aux individus influents et aux enseignants (Dahal et autres, 2010; OCDE, 2009). Alors que le GIEC (1990), il y a plus de deux décennies, suggérait d'effectuer des efforts de recherche et développement sur l'utilisation durable des terres, les résultats des recherches effectuées dans des contextes similaires à celui du Népal pourraient être consultés par les autorités locales et mises en place avec le support des agences de coopération. Ces campagnes pourraient avoir pour objet l'alphabétisation des populations afin qu'elles aient accès à de l'information, par exemple, sur les types de cultures, les variétés résistantes à la chaleur et aux inondations, la rotation des cultures, la conservation du sol et les techniques d'agroforesterie (Bryan et autres, 2009). C'est ainsi qu'il s'avèrerait souhaitable que les autorités publiques mettent en place des actions de réduction des impacts du changement climatique sur les communautés, en plus de simultanément planifier les migrations.

En matière de pratiques et de technologies d'adaptation, les organisations membres du système de l'ONU, telles que le PNUE, l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OMM, la Banque mondiale et des agences bilatérales et multilatérales sont à même de fournir un cadre de planification stratégique et une assistance technique aux pays en développement. La diffusion de l'information émanant des recherches effectuées (OCDE, 2009) est également encouragée à destination des agriculteurs, des biologistes de la faune, des exploitants forestiers et des fonctionnaires qui oeuvrent dans le domaine de l'utilisation des terres (GIEC, 1990). Des transferts de recherche et développement, de connaissances et de technologies peuvent promouvoir et accroître les capacités d'adaptation des populations. Il est cependant important que l'information et les mesures soient adaptées au contexte népalais (Webb et Beh, 2013).

### 5.3.2 Améliorer les mesures de protection des migrants internationaux

En matière de migrations, les aspects de protection et de lutte contre les abus sont primordiaux. Si les déplacements à l'étranger sont associés dans une moindre mesure aux migrations induites par les changements environnementaux qui sont plutôt observées à l'interne, il importe tout de même d'en faire mention en raison de leur importance. Ces migrations sont fréquemment effectuées par des Népalais possédant peu de qualifications et d'éducation, femmes comme hommes. Ces individus migrent souvent sans connaître les processus et avec peu de moyens financiers. Ils pourraient être motivés à emprunter des canaux irréguliers, et risquer de tomber dans le piège de l'exploitation.

Parmi diverses manières d'encourager la réduction des migrations irrégulières et de miner le pouvoir des trafiquants, les autorités publiques peuvent envisager d'encourager les migrants à emprunter les canaux réguliers de migration et de sanctionner les employeurs qui recourent à des conditions d'emploi abusives (Crépeau, 2014). La récente *Politique népalaise de « migrations à coût nul »* prend ces aspects en considération, en plus de limiter les coûts de recrutements demandés par les agences. Une première étape a donc été franchie. Les employeurs pourraient cependant être tentés de contourner la politique. Si le gouvernement n'assure pas sa mise en oeuvre par un contrôle rigoureux, des filières irrégulières pourraient être développées, ce qui aboutirait à une situation encore plus périlleuse pour les migrants. Il est donc recommandé, pour la suite, qu'un suivi rigoureux soit effectué afin de s'assurer de l'efficacité de cette nouvelle politique.

Qui plus est, une attention particulière pourrait être portée au respect des principes des accords bilatéraux qui ont été signés par les parties, ainsi qu'à la sécurité des femmes.

Une certaine volonté d'actualiser et de rédiger des documents législatifs additionnels en relation avec les migrations semble être présente au Népal. Il est, d'une part, question de réviser le *Traité de paix et d'amitié entre l'Inde et le Népal* qui date de 1950 afin que les migrations de travail entre les deux pays soient reconnues. D'autre part, une volonté d'élaborer un document portant sur les migrations de travail est mise en avant dans les plans de développement. Il pourrait en effet être souhaitable que le Népal se dote d'une politique migratoire nationale claire visant à assurer la protection des migrants internationaux, mais aussi des migrants internes alors qu'ils se déplacent à la suite de dégradations environnementales. La volonté doit certainement être présente, mais les actions restent ce qu'il y a de tangible et de concret. Encore faut-il que les politiques et les lois soient dûment appliquées.

De surcroît, il pourrait être de circonstance que les réfugiés bhoutanais et tibétains au pays bénéficient de possibilités d'éducation et d'emplois afin qu'ils puissent se sentir utiles, gagner leur vie, contribuer à leur société d'accueil, tout en préservant leur dignité. Il ne nuirait pas que la décision du gouvernement népalais de cesser de délivrer des certificats d'identité aux réfugiés tibétains en 1998, rendant les citoyens

apatrides et les privant ainsi de droits à la protection diplomatique et de revenir dans leur pays d'origine (OIM, 2007), soit reconsidérée.

## CONCLUSION

Enclavé entre l'Inde et la Chine, le Népal figure parmi les pays les moins développés et les plus démunis de la planète. Une importante fraction de la population vit sous le seuil de la pauvreté. L'agriculture de subsistance est pratiquée par un grand nombre de familles, tandis que moins de la moitié de la superficie des terres cultivées est irriguée, rendant les cultures tributaires des conditions météorologiques.

Le pays est naturellement sujet à des catastrophes naturelles, alors que leur fréquence et leur intensité augmentent de façon constante, sans compter que les facteurs anthropiques renforcent la tendance. L'étude des impacts environnementaux, sociaux et économiques des changements environnementaux qui s'opèrent sur le pays et ses collectivités a en effet révélé qu'un tiers de la population est particulièrement vulnérable aux conséquences du changement climatique. Ces conséquences sont susceptibles d'avoir un impact considérable et durable sur la vie des collectivités. En outre, l'exposition à des fléaux exacerbés par le changement climatique, tels que la fonte des glaciers de l'Himalaya, les inondations, les pénuries d'eau ou les pluies trop abondantes, empêche les populations vulnérables de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Un nombre croissant de Népalais prend donc l'initiative d'explorer des alternatives, incluant celle de la migration.

Une typologie des formes de migration a permis d'obtenir une vue d'ensemble des mouvements de populations à l'intérieur du pays et en direction de l'étranger, en particulier en Inde, dans les pays du Golfe et en Malaisie, ainsi que des déplacements de Tibétains et de Bouthanais qui transitent par le Népal et/ou s'y installent. Il appert qu'une interrelation de facteurs motive les Népalais à migrer, incluant les aspects environnementaux qui revêtent une importance croissante. En réalité, 85 % des migrants népalais proviennent de familles vivant d'agriculture de subsistance qui dépendent du régime des pluies pour l'irrigation de leurs cultures. Les migrations sur de courtes distances, à l'interne, sont fréquemment induites par des facteurs environnementaux.

Il s'avère que les conditions de travail des migrants népalais à l'international sont particulièrement difficiles, et que les envois de fonds aux proches restés au pays revêtent une importance certaine pour les familles lorsqu'il est question d'adaptation au changement climatique. Les transferts de fonds peuvent en effet favoriser la diversification des revenus, sécuriser les avoirs des familles et assurer une certaine sécurité alimentaire, en plus d'entraîner des conséquences positives sur la santé, l'éducation des enfants et les infrastructures.

Afin de remédier aux conséquences des changements environnementaux, il apparaît nécessaire de renforcer les stratégies d'adaptation des populations les plus touchées et les plus vulnérables. L'analyse des réponses adaptatives aux changements environnementaux au travers des documents législatifs ayant trait aux migrations a par ailleurs démontré que les autorités népalaises ne font généralement pas le lien

entre migrations et changement climatique, et entretiennent bien souvent une vision plutôt négative des migrations internes et internationales. C'est ainsi que la mention unique des migrations dans le *Programme d'action national d'adaptation* (PANA) fait référence à la pression additionnelle qu'elles exercent sur les milieux urbains plutôt que, par exemple, à leur impact sur le développement du pays de manière plus générale. Des lacunes en matière d'accompagnement des migrants internes et internationaux et au niveau des processus de consultation des citoyens sont également constatées. En outre, les lois, règlements, politiques et traités s'intéressant aux migrations - essentiellement de travail - ne mentionnent pas le changement climatique.

Les *Plans de développement périodiques*, quant à eux, font d'une part état des migrations et d'autre part du changement climatique, sans toutefois établir une relation entre les deux phénomènes. Encore une fois, une réalité plutôt pessimiste des différents scénarios migratoires est décrite. Les migrations sont perçues comme une cause entraînant une disproportion entre le nombre de femmes et d'hommes au pays et comme représentant un défi en matière de gestion des forêts. De plus, les documents législatifs témoignent de l'accroissement des disparités régionales, du chômage et du manque d'opportunités d'emploi intéressants qui entraînent des migrations.

Les trois recommandations formulées visent donc une meilleure intégration des besoins d'adaptation du Népal et de sa population face aux dégradations environnementales constatées, mais aussi en matière de protection des droits des migrants.

La première recommandation a pour objet l'amélioration des processus de consultation et d'élaboration des documents législatifs en relation avec l'adaptation afin que ceux-ci soient inclusifs des populations les plus vulnérables aux changements environnementaux. La participation proactive au processus de consultation et la prise en compte des points de vue des groupes les plus affectés, incluant les migrants, pourraient alors permettre à ces groupes de bénéficier de mesures qui leur seront plus favorables.

La seconde recommandation vise la reconnaissance des migrations comme stratégie d'adaptation tandis que celles-ci s'avèrent un important moyen d'adaptation aux incidences du changement climatique et aux fléaux environnementaux affectant les collectivités. La mise en parallèle de nombreux cas de déplacements et de la dégradation environnementale rend souhaitable la reconnaissance du lien entre les migrations et le changement climatique dans les documents légaux népalais. Il pourrait donc s'avérer approprié de lier les phénomènes lorsque seront adoptés des amendements législatifs ou lorsque seront élaborées de nouvelles politiques népalaises en relation avec le développement.

La dernière recommandation vise le renforcement des efforts d'accompagnement aux migrations, d'une part aux migrants internes au travers une planification urbaine plus adéquate, d'autre part aux migrants internationaux par le biais de mesures de lutte contre les abus et de la protection de leurs droits alors



qu'ils œuvrent dans des pays étrangers. Ces efforts ont comme objectif de permettre à ces citoyens de poursuivre leur existence dans la dignité.

Le proverbe népalais हात्ती को मुख मा जीरा ou « *Like cumin in the mouth of an elephant* » s'interprète de la manière suivante : alors que les besoins (en nourriture ou autre) de la population sont notables, trop peu d'efforts sont entrepris afin de les satisfaire. Il reste à espérer qu'une compréhension des répercussions de cette réalité sera, un jour, reconnue au Népal et qu'on y remédiera au regard des besoins d'adaptation aux changements environnementaux du pays et de ses collectivités.

## RÉFÉRENCES

- Asian Development Bank (2004). Nepal: Country Strategy and Program (2005-2009). In Asian Development Bank. *Institutional Document*. <http://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/32348/files/nep-csp-2005-2009.pdf> (Page consultée le 8 août 2015).
- Baede, A.P.M., Linden, P.V.D. et Verbruggen, A. (2007). Glossaire. In GIEC, *Bilan 2007 des changements climatiques: Rapport de synthèse. Contribution du Groupe de travail I, II, III au quatrième Rapport d'évaluation du GIEC* (Annexe II, p. 76-89). Genève, GIEC.
- Bal, K.C. (2004). Migration, Poverty and Development in Nepal. *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 13, n° 2, p. 205-232.
- Banerjee, S., Gerlitz J.Y. et Hoermann B. (2011). Labour migration as a response strategy to water hazards in the Hindu Kush-Himalayas. In ICIMOD. *Information Resources*. [http://lib.icimod.org/record/26921/files/attachment\\_739.pdf](http://lib.icimod.org/record/26921/files/attachment_739.pdf) (Page consultée le 5 juillet 2015).
- Banki, S. (2004). Refugee integration in the intermediate term: a study of Nepal, Pakistan, and Kenya. In HCR. *PDES Working Papers*. <http://www.unhcr.org/416b98b94.html> (Page consultée le 17 juin 2015).
- Bartlett, R., Bharati, L., Pant, D., Hosterman, H. et McCornick P. (2011). Climate Change Impacts and Adaptation in Nepal. In The Nicholas Institute for Environmental Policy Solutions at Duke University. *Publications*. <http://nicholasinstitute.duke.edu/water/adaptation/climate-change-impacts-and-adaptation-in-nepal#.VSpKhqYR-fS> (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Bhattarai, B., Beilin, R. et Ford, R. (2015). Gender, Agrobiodiversity, and Climate Change: A Study of Adaptation Practices in the Nepal Himalayas. *World Development*, vol. 70, p. 122-132.
- Blaikie, P., et Muldavin, J. (2004). The politics of environmental policy with a Himalayan example. *Asia Pacific Issues*, n° 74, p. 1-8.
- Bohra, P. et Massey, D.D. (2009). Processes of Internal and International Migration from Chitwan, Nepal. *International Migration Review*, vol. 43, n° 3, p. 621-651.
- Bryan, E., Deressa, T.T., Gbetibouo, G.A. et Ringler, C. (2009). Adaptation to climate change in Ethiopia and South Africa: options and constraints. *Environmental Science and Policy*, vol. 12, n° 4, p. 413-426.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) (2015a). Farming communities struggle in the aftermath of Nepal earthquakes. In UNOCHA. *All Stories*. <http://www.unocha.org/top-stories/all-stories/farming-communities-struggle-aftermath-nepal-earthquakes> (Page consultée le 22 juin 2015).
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) (2015b). Nepal: Another 7.3 magnitude earthquake wreaks further havoc. In OCHA. *Top Stories*. <http://www.unocha.org/top-stories/all-stories/nepal-another-73-magnitude-earthquake-wreaks-further-havoc> (Page consultée le 15 mai 2015).
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) (2015c). Nepal Flash Appeal Revision: Nepal Earthquake April - September 2015. In Reliefweb. *Updates*. <http://reliefweb.int/report/nepal/nepal-flash-appeal-revision-nepal-earthquake-april-september-2015> (Page consultée le 22 juin 2015).

- Canada (2014). La Conférence des Parties. In Gouvernement du Canada. *Mesures internationales sur les changements climatiques*. <http://www.climatechange.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=C25BB9A2> (Page consultée le 28 juillet 2015).
- Center for the Study of Labour and Mobility (CESLAM) (s.d.). Policies. In CESLAM. *Migration in Nepal*. <http://ceslam.org/index.php?pageName=content&contentId=147> (Page consultée le 18 juillet 2015).
- Central Intelligence Agency (CIA) (2015). Nepal. In CIA. *The World Factbook*. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/np.html> (Page consultée le 10 avril 2015).
- Chapagain, B. et Gentle, P. (2015). Withdrawing from agrarian livelihoods: Environmental migration in Nepal. *Journal of Mountain Science*, vol. 12, n° 1, p. 1-13.
- Chaudhary, V. (2015). Qatar refuses to let Nepalese workers return to attend funerals after quake. In Guardian News and Media Limited. *Middle East*. <http://www.theguardian.com/world/2015/may/24/qatar-denies-nepalese-world-cup-workers-leave-after-earthquakes> (Page consultée le 4 juin 2015).
- Childs, G., Craig, S., Beall, C. M. et Basnyat, B. (2014). Depopulating the Himalayan Highlands: Education and Outmigration from Ethnically Tibetan Communities of Nepal. *Mountain Research and Development*, vol. 34, n° 2, p. 85-94.
- Childs Rights Information Network (CRIN) (2000). Children and macroeconomics Number 13. In CRIN. *Publications*. <http://www.crin.org/docs/resources/publications/CRINvol14e.pdf> (Page consultée le 30 mai 2015).
- Commission européenne (2001). L'Approche ascendante. Chapitre IV. In Commission européenne. *Environnement, alimentation et ressources naturelles*. [http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/dossier\\_p/fr/dossier/chap4.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/dossier_p/fr/dossier/chap4.pdf) (Page consultée le 7 août 2015).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2002). Report of the Conference of the Parties on its Seventh Session, held at Marrakesh from 29 October to 10 November 2001. In CCNUCC. *Documents and Decisions*. <http://unfccc.int/resource/docs/cop7/13a01.pdf#page=5> (Page consultée le 9 août 2015).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2009). Rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties tenue à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009. In CCNUCC. *Documents and Decisions*. <http://unfccc.int/resource/docs/2009/cop15/fre/11a01f.pdf#page=4> (Page consultée le 3 août 2015).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2010). Rapport de la seizième session de la Conférence des Parties, tenue à Cancún du 29 novembre au 10 décembre 2010. In CCNUCC. *Documents and Decisions*. <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/fre/07a01f.pdf#page=2> (Page consultée le 5 août 2015).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2013). Évolution chronologique du programme de travail et la présentation du concept de PANA. In UNFCCC. *Least Developed Countries (PMA) Portal*. [https://unfccc.int/adaptation/knowledge\\_resources/ldc\\_portal/items/4798.php](https://unfccc.int/adaptation/knowledge_resources/ldc_portal/items/4798.php) (Page consultée le 9 juillet 2015).

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2014). NAPAs received by the secretariat. *In* CCNUCC. *National Adaptation Programmes of Action*. [https://unfccc.int/adaptation/workstreams/national\\_adaptation\\_programmes\\_of\\_action/items/4585.php](https://unfccc.int/adaptation/workstreams/national_adaptation_programmes_of_action/items/4585.php) (Page consultée le 10 juillet 2015).
- Council for Technical Education and Vocational Training (2014). Dynamics and Dimensions of Labour Migration from Nepal. *In* Council for Technical Education and Vocational Training. *Publication/Research*. [http://ctevt.org.np/files/Foreign%20Employment%20Related%20Study\\_Advertisement%20Analysis.pdf](http://ctevt.org.np/files/Foreign%20Employment%20Related%20Study_Advertisement%20Analysis.pdf) (Page consultée le 15 juillet 2015).
- Crépeau, F. (2014). Labour exploitation of migrants. Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants, François Crépeau. *In* Office of the High Commissioner for Human Rights. *Annual reports*. <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/SRMigrants/A.HRC.26.35.pdf> (Page consultée le 29 juillet 2015).
- Dahal, H. (2011). National Adaptation Program of Actions to Climate Change and Agro-biodiversity Management in Nepal. *In* Food and Agriculture Organisation of the United Nations. *Documents*. [http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/documents/CGRFA/NAPA\\_Dahal\\_Nepal.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/documents/CGRFA/NAPA_Dahal_Nepal.pdf) (Page consultée le 15 juillet 2015).
- Dandekhya, S. (2015). Increase migration from the hills: remittance and increased resilience. *In* ICIMOD. *News and Events*. <http://www.icimod.org/?q=17676> (Page consultée le 31 mai 2015).
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) (2014). Manuel relatif à la catégorie des pays les moins avancés: inscription, retrait et mesures spéciales d'appui. *In* Nations Unies. *Comité des politiques de développement Publications - Documentation*. [http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp\\_publications/cdp\\_handbook\\_addendum\\_fr\\_jan\\_2014.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/cdp_handbook_addendum_fr_jan_2014.pdf) (Page consultée le 8 mai 2015).
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) - Division de la population (2013). The number of international migrants worldwide reaches 232 million. *In* United Nations Department of Economic and Social Affairs. *Documents*. [http://esa.un.org/unmigration/documents/The\\_number\\_of\\_international\\_migrants.pdf](http://esa.un.org/unmigration/documents/The_number_of_international_migrants.pdf) (Page consultée le 16 juin 2015).
- Development Workshop (2011). Slow & rapid onset disasters. *In* Development Workshop. *Risk and Vulnerability*. <http://www.dwf.org/en/content/slow-rapid-onset-disasters> (Page consultée le 1er août 2015).
- Devi, M. (2007). Economic History of Nepali Migration and Settlement in Assam. *Economic and Political Weekly*, vol. 42, n° 29, p. 3005-3007.
- Devkota, R.P. (2014). Climate Change: Trends and People's Perception in Nepal. *Journal of Environment Protection*, vol. 5, n° 4, p. 255-265.
- Disaster Preparedness Network- Nepal (DPNet-Nepal) (2013). Nepal Disaster Report 2013. Focus on Participation and Inclusion. *In* MoHa, Government of Nepal. *Publications*. [http://www.moha.gov.np/uploads/publicationFiles/Nepal%20Disaster%20Report%202013\\_20140223114302.pdf](http://www.moha.gov.np/uploads/publicationFiles/Nepal%20Disaster%20Report%202013_20140223114302.pdf) (Page consultée le 14 mai 2015).
- Dixit, A. (2013). Climate Change in Nepal: Impacts and Adaptive Strategies. *In* World Resources Institute. *Our Work*. <http://www.wri.org/our-work/project/world-resources-report/climate-change-nepal-impacts-and-adaptive-strategies> (Page consultée le 26 mai 2015).

- Dulal, H., Brodnig, G., Thakur, H.K. et Green-Onoriose, C. (2010). Do the poor have what they need to adapt to climate change? A case study of Nepal. *Local Environment*, vol. 15, n° 7, p. 621-635.
- Dupuis, J. et Knoepfel, P. (2011). Les barrières à la mise en œuvre des politiques d'adaptation au changement climatique: le cas de la Suisse. *Swiss Political Science Review*, vol. 17, n° 2, p. 188-219.
- Einsiedel, S.V., Malone, D. M. et Pradhan, S. (2012). *Nepal in Transition: From People's War to Fragile Peace*. New York, Cambridge University Press, 414 p.
- Encyclopaedia Britannica (2015). Nepal. In Encyclopaedia Britannica, Inc. *Search Britannica*. <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/409152/Nepal> (Page consultée le 8 mai 2015).
- Few, R., Brown, K. et Tompkins, E. L. (2007). Public participation and climate change adaptation: Avoiding the illusion of inclusion. *Climate Policy*, vol. 7, n° 1, p. 46-59.
- Finland. Ministry for Foreign Affairs in Finland (2012). Evaluation. Country Programme between Finland and Nepal. In OCDE. *Nepal*. <http://www.oecd.org/countries/nepal/49755255.pdf> (Page consultée le 29 août 2015).
- Foreign Employment Act*, 1985 (2042 BS), art. 2(b)
- Foreign Employment Act*, 2007 (2064 BS), art. 32 et 39(i)
- Gemenne, F. (2009-10). Migrations: Une stratégie d'adaptation? *Courrier de la Planète*, n° 89-90, p. 56-59.
- Gemenne, F. (2010). Migration, a possible adaptation strategy? In Institut de recherche sur les politiques, l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). Policy Briefs. *Publications*. <http://www.iddri.org/Publications/Migration,a-possible-adaptation-strategy> (Page consultée le 6 août 2015).
- Gemenne, F. (2015). Final Pannel Session. *Human Migration and the Environment: Futures, Politics, Invention*, 28 juin-1er juillet 2015, Durham, Angleterre.
- Gemenne, F. et Brücker, P. (2012). Chapter 87: Developing Policy Responses to Address Environmental Migration in Asia and the Pacific. In Rigling Gallagher, D., *Environmental Leadership: A Reference Handbook* (chap. 87, p. 838-847). Durham, North Carolina, SAGE Publications Inc.
- Gentle, P. et Maraseri, T.N. (2012). Climate change, poverty and livelihoods: adaptation practices by rural mountain communities in Nepal. *Environmental Science & Policy*, vol. 21, p. 24-34.
- Ginnetti, J. et Lavell, C. (2015). The risk of disaster-induced displacement in South Asia. In Internal Displacement Center. *Publications*. <http://www.internal-displacement.org/publications/2015/the-risk-of-disaster-induced-displacement-in-south-asia> (Page consultée le 4 juin 2015).
- Government of Nepal (1993). Nepal Environmental Policy and Action Plan (NEPAP). In Forestry Nepal. *Publications*. <http://www.forestrynepal.org/images/publications/actionplan1993.pdf> (Page consultée le 22 juillet 2015).
- Gray, C.L. (2010). Environmental Refugees or Economic Migrants? In Population Reference Bureau. *Articles*. <http://www.prb.org/Publications/Articles/2010/environmentalmigrants.aspx> (Page consultée le 23 juin 2015).

- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (1990). Resource Use and Management. Implementation measures. In GIEC, *Climate Change: The IPCC Response Strategies*. IPCC First Assessment Report (p. 163-205). Cambridge, Cambridge University Press.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2012). Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation. In GIEC. *Publications and data. Intergovernmental Panel on Climate Change Special Reports*. <https://www.ipcc.ch/report/srex/> (Page consultée le 26 mai 2015).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2013). Résumé à l'intention des décideurs. In GIEC, *Changements climatiques 2013: les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014a). Adaptation needs and options. In GIEC, *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Adaptation* (p. 1327-1370). Cambridge, Cambridge University Press.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014b). Adaptation planning and implementation. In GIEC, *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Adaptation* (p. 869-898). Cambridge, Cambridge University Press.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014c). Asia. In GIEC, *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Regional Chapters* (p. 833-868). Cambridge, Cambridge University Press.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014d). Ressources en eau douce. In GIEC, *Climate Change 2014: Conséquences, Adaptation et Vulnérabilité* (p. 229-269). Cambridge, Cambridge University Press.
- Gurung, A. et Bell, M.L. (2013). The state of scientific evidence on air pollution and human health in Nepal. *Environmental Research*, vol. 124, p. 54-64.
- Guterres, A. (2008). People on the Move: The Challenges of Displacement in the 21st Century. *International Rescue Committee. Annual Lecture by Mr. António Guterres*, 16 juin 2008, Londres.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2006). Protracted refugee situations: the search for practical solutions. In HCR, *The State of the World's Refugees 2006 - Human Displacement in the New Millennium* (chap. 5, p. 105-197). Genève.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2015a). After the Earthquake, Nepal Braces for Monsoons. In HCR. *Tracks*. <http://tracks.unhcr.org/2015/05/after-the-earthquake-nepal-braces-for-monsoons/> (Page consultée le 23 juin 2015).
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2015b). Aperçu opérationnel sous-régional 2015 - Asie du Sud. In HCR. *Népal*. <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/page?page=4aae621d715&submit=GO> (Page consultée le 17 juin 2015).
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) Canada. (2015). Nepal Earthquake Survivors Look to the Future. In HCR Canada. *Feature Story*. <http://www.unhcr.ca/news/nepal-earthquake-survivors-look-to-the-future/> (Page consultée le 21 juin 2015).

- Hunter, L.M. (2012). Environmental Change, Migration, and Gender. *In* Population Reference Bureau. *Articles*. <http://www.prb.org/Publications/Articles/2012/environment-gender.aspx> (Page consultée le 4 juin 2015).
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (2010). Nepal: Increasing use of filters for arsenic-contaminated water. *In* IRIN. *Asia*. <http://www.irinnews.org/report/90406/nepal-increasing-use-of-filters-for-arsenic-contaminated-water> (Page consultée le 27 août 2015).
- Integrated Regional Information Networks (IRIN) (2013). Tibetan refugees in Nepal crying out for documentation. *In* IRIN. *Asia*. <http://www.irinnews.org/report/98158/tibetan-refugees-in-nepal-crying-out-for-documentation> (Page consultée le 17 juin 2015).
- International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD) (2011). Glacial Lakes and Glacial Lake Outburst Floods in Nepal. *In* ICIMOD. *Information Resources*. <http://lib.icimod.org/record/27755> (Page consultée le 23 mai 2015).
- International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD) (2013). 2013 Monsoon floods in Nepal and India: What happened and what could have been done? *In* ICIMOD. *News and Events*. <http://www.icimod.org/?q=10932> (Page consultée le 26 juin 2015).
- International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD) (2015). The Third Pole and Climate Change. *In* ICIMOD. *What is the Third Pole*. <http://www.icimod.org/?q=3487> (Page consultée le 16 mai 2015).
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (s.d.). UICN Nepal Programme Framework 2013-2016. Enhancing Ecosystems and Livelihoods. Delivering Nature-based Solutions to Development Challenges. *In* International Union for Conservation of Nature. *Resources*. [http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn\\_nepal\\_programme\\_framework\\_2013\\_2016.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_nepal_programme_framework_2013_2016.pdf) (Page consultée le 21 juillet 2015).
- Jimenez, E. (2010). Immigration irrégulière. *In* Dictionnaire de Criminologie en ligne. *Articles*. <http://www.criminologie.com/article/immigration-irrégulière> (Page consultée le 7 juin 2015).
- Kansakar, V.B.S. (2012). History of Population Migration in Nepal. *In* Nepal Library & Information Consortium. *Articles*. <http://104.236.33.185:8001/jspui/bitstream/123456789/25/1/History%20of%20Population%20Migration%20in%20nepal.pdf> (Page consultée le 5 juillet 2015).
- Khadka, N. S. (2009). UN'inaction' in Nepal climate struggle. *In* BBC. *South Asia*. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8269573.stm> (Page consultée le 21 juillet 2015).
- Kniveton, D., Schmidt-Verkerk, K., Smith, C. et Black, R. (2008). Climate change and migration: Improving methodologies to estimate flows. IOM Migration Research Series N. 33. Genève, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 70 p.
- Kollmair, M., Manandhar, S., Subedi, B. et Thieme, S. (2006). New figures for old stories: migration and remittances in Nepal. *Migration Letters*, vol. 3, n° 2, p.151-160.
- Kreft, S., Eckstein, D., Junghans, L., Kerestan, C. et Hagen, U. (2014). Global Climate Risk Index 2015. Who Suffers Most From Extreme Weather Events? Weather-related Loss Events in 2013 and 1994 to 2013. *In* Germanwatch. *Global Climate Risk Index*. <http://germanwatch.org/en/download/10333.pdf> (Page consultée le 12 mai 2015).
- Labour and Employment Policy*, 2005 (2062 BS), art. 3

- Lim, B., Spanger-Siegfried, E., Burton, I., Malone, E. et Huq, S. (2004). *Adaptation Policy Frameworks for Climate Change: Developing Strategies, Policies and Measures*. Cambridge, Cambridge University Press, 255 p.
- Limbu, A. (2011). Migration Policies in Nepal. In Centre for the Study of Labour and Mobility (CESLAM). *Files*.  
<http://ceslam.org/mediastorage/files/Migration%20Policies%20in%20Nepal.pdf> (Page consultée le 18 juillet 2015).
- Limbu, R. (2014). Nepal's migrant women easy targets for abuse? *McClatchy - Tribune Business*, 1er juin.
- Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development (LI-BIRD) (2009). Climate Change and Agrobiodiversity in Nepal: Opportunities to include agrobiodiversity maintenance to support Nepal's National Adaptation Programme of Action (NAPA). In Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). *Publications*.  
[http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/agp/AgBD\\_NAPA\\_report\\_NEPAL.pdf?loclang=en\\_gb](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/agp/AgBD_NAPA_report_NEPAL.pdf?loclang=en_gb) (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Malla, S. (2014). Assessment of mobility and its impact on energy use and air pollution in Nepal. *Energy*, vol. 69, p. 485-496.
- Mandhana, N. (2012). As China Squeezes Nepal, Tibetan Escape Route Narrows. In Time. *Asia*.  
<http://world.time.com/2012/07/17/as-china-squeezes-nepal-tibetan-escape-route-narrows/> (Page consultée le 16 juin 2015).
- Mansanet-Bataller, M. (2010). Les enjeux de l'adaptation aux changements climatiques. In CDC Climat. *Publications*.  
[http://www.cdcclimat.com/IMG/pdf/21\\_Etude\\_Climat\\_FR\\_Les\\_enjeux\\_de\\_l\\_adaptation\\_aux\\_changements\\_climatiques.pdf](http://www.cdcclimat.com/IMG/pdf/21_Etude_Climat_FR_Les_enjeux_de_l_adaptation_aux_changements_climatiques.pdf) (Page consultée le 16 août 2015).
- Marahatta, S., Dangol, B.S. et Gurung, G.B. (2009). Temporal and Spatial Variability of Climate Change over Nepal (1976-2005). In Practical Action. *Climate Change*.  
[http://practicalaction.org/file/region\\_nepal/ClimateChange1976-2005.pdf](http://practicalaction.org/file/region_nepal/ClimateChange1976-2005.pdf) (Page consultée le 6 juillet 2015).
- Marzeion, B., Graham Cogley, J., Richter, K. et Parkes, P. (2014). Attribution of global glacier mass loss to anthropogenic and natural causes. *Science*, vol. 345, n° 6199, p. 919-921.
- Massey, D.S., Axinn, W.G. et Ghimire, D.J. (2007). Environmental Change and Out-Migration: Evidence from Nepal. In University of Michigan. Population Studies Center. *Pubs*.  
<http://www.psc.isr.umich.edu/pubs/pdf/rr07-615.pdf> (Page consultée le 23 juin 2015).
- Mercantile Communications (2013). NPC's 13th three-year plan Archive. In NepalNews.com. *Archive*.  
<http://www.nepalnews.com/archive/2013/jun/jun25/news01.php> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Mool, P.K., Bajracharya, S.R. et Joshi S.P. (2001). Inventory of Glaciers, Glacial lakes and Glacial lake outburst floods: Monitoring and early warning systems in the Hindu Kush-Himalayan region, Nepal. Katmandu, International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), 375 p.
- Nath, L. (2006). Migration, insecurity and identity: The Nepali dairymen in India's Northeast. *Asian Ethnicity*, vol. 7, n° 2, p. 129-148.
- Nelson, D. R., Adger, W. N. et Brown, K. (2007). Adaptation to environmental change: Contributions of a resilience framework. *Annual Review of Environment and Resources*, vol. 32, p. 395-419.



- Nepal Climate Vulnerability Study Team (2009). Climate Change Induced Uncertainties and Nepal's Development Predicaments. *In* Scribd. Doc. <http://www.scribd.com/doc/25264217/Climate-Change-and-Vulnerability-A-Nepalese-Scenario> (Page consultée le 24 mai 2015).
- Nepal. Ministry of Environment (2010). *National Adaptation Programme of Action (NAPA) to Climate Change*. Katmandu: Ministry of Environment, 79 p.
- Nepal. Ministry of Foreign Affairs (2015). History of Nepal. *In* Government of Nepal. *About Nepal*. <http://www.mofa.gov.np/history-of-nepal> (Page consultée le 20 juin 2015).
- Nepal. Ministry of Home Affairs (MoHA) et Nepal Disaster Preparedness Network- Nepal (DPNet-Nepal) (2009). Nepal Disaster Report 2009. The Hazardscape and Vulnerability. *In* Reliefweb. OCHA. *Updates*. <http://reliefweb.int/report/nepal/nepal-disaster-report-2009> (Page consultée le 15 mai 2015).
- Nepal. Ministry of Labour and Employment (2014). *Labor Migration for Employment. A Status Report for Nepal: 2013-2014*. Katmandu, Ministry of Labour and Employment, 74 p.
- Nepal. Ministry of Science, Technology and Environment (MoSTE) (2013). Economic Impact Assessment of Climate Change in Key Sectors in Nepal. *In* Nepal Climate Change & Development Portal. *Online Library*. <http://www.climatenepal.org.np/main/?p=research&sp=onlinelibrary&opt=detail&id=540> (Page consultée le 15 mai 2015).
- Nepal. National Planning Commission (2002). Tenth Plan (2002-2007). *In* Government of Nepal. National Planning Commission. *Periodic Plans*. [http://www.npc.gov.np/web/new/uploadedFiles/allFiles/10th\\_eng.pdf](http://www.npc.gov.np/web/new/uploadedFiles/allFiles/10th_eng.pdf) (Page consultée le 8 août 2015).
- Nepal. National Planning Commission (2007). Three Year Interim Plan (2007/08–2009/10). *In* Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). *Nepal*. [http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Nepal/Nepal\\_TYIPEnglish.pdf](http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Nepal/Nepal_TYIPEnglish.pdf) (Page consultée le 8 août 2015).
- Nepal. National Planning Commission (2010). Three Year Plan Approach Paper (2010/11-2012/13). *In* Asia-Pacific Gateway for Disaster Risk Management & Development. *Disaster Risk Management (DRM) Policies*. <http://www.drrgateway.net/sites/default/files/Three%20Year%20Plan%202010-2012.pdf> (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Nepal. National Planning Commission (2013). An Approach Paper to the Thirteenth Plan (FY 2013/14-2015/16). *In* Government of Nepal. National Planning Commission. *Periodic Plans*. <http://www.npc.gov.np/web/new/uploadedFiles/allFiles/typeng13.pdf> (Page consultée le 8 août 2015).
- Nepal. National Planning Commission (2015). Nepal Earthquake 2015. Post Disaster Needs Assessment. Executive Summary. *In* Government of Nepal. National Planning Commission. *Nepal Earthquake 2015*. [http://icnr2015.mof.gov.np/images/PDNA\\_Executive\\_Summary\\_new.pdf](http://icnr2015.mof.gov.np/images/PDNA_Executive_Summary_new.pdf) (Page consultée le 22 juin 2015).
- Nepal. National Planning Commission Secretariat (2013a). National Sample Census of Agriculture. Nepal 2011/12. National Report. *In* Central Bureau of Statistics. *Agriculture*. [http://cbs.gov.np/wp-content/uploads/2014/05/NATIONAL%20REPORT%202011\\_12.pdf](http://cbs.gov.np/wp-content/uploads/2014/05/NATIONAL%20REPORT%202011_12.pdf) (Page consultée le 11 mai 2015).

- Nepal. National Planning Commission Secretariat (2013b). Nepal in Figures 2013. In Central Bureau of Statistics. *Nepal in Figure*. [http://cbs.gov.np/wp-content/uploads/2014/Nepal%20in%20figure/Nepal%20In%20s%202013\\_English.pdf](http://cbs.gov.np/wp-content/uploads/2014/Nepal%20in%20figure/Nepal%20In%20s%202013_English.pdf) (Page consultée le 5 mai 2015).
- New Spotlight News Magazine (2013). "NPC At Work On 3-Year Plan": Yubaraj Bhushal, Secretary at the National Planning Commission. In New Spotlight Nepal. *Interview*. <http://www.spotlightnepal.com/News/Article/NPC-YUBARAJ-BHUSHAL> (Page consultée le 8 août 2015).
- Ojha, H.R., Ghimire, S., Pain, A., Nightingale, A., Dil B., Khatri, D.B. et Dhungana, H. (2015). Policy without politics: technocratic control of climate change adaptation policy making in Nepal. *Climate Policy*, vol. 15, p. 1-182.
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (2009). Integrating Climate Change Adaptation into Development Co-operation: Policy Guidance. In OCDE. *Publications*. <http://www.oecd.org/dac/43652123.pdf> (Page consultée le 27 août 2015).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (1992). Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). In CCNUCC. *Text of the Convention*. [http://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/cooperation\\_with\\_international\\_organizations/application/pdf/convfr.pdf](http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/cooperation_with_international_organizations/application/pdf/convfr.pdf) (Page consultée le 6 août 2015).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (s.d.a). La traite des êtres humains. In ONU. *Slaveryabolitionday*. <http://www.un.org/fr/events/slaveryabolitionday/trafficking.shtml> (Page consultée le 16 juin 2015).
- Organisation des Nations Unies (ONU) (s.d.b). Member States of the United Nations. In ONU. *Member States*. <https://www.un.org/en/members/#n> (Page consultée le 6 juillet 2015).
- Organisation internationale du travail (OIT) (2013). Decent Work Country Programme 2013-2017. In OIT. *Publications*. <http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/download/nepal.pdf> (Page consultée le 15 août 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2004). Terminology. Migration Typologies. Commonly Used Migration Terms. In Conference on Migration. *Documentos*. [http://www.rcmvs.org/documentos/IOM\\_EMM/v1/V1S01\\_CM.pdf](http://www.rcmvs.org/documentos/IOM_EMM/v1/V1S01_CM.pdf) (Page consultée le 8 juin 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2007). Droit international de la migration N°9. Glossaire de la migration. In OIM. *Bookstore*. [http://publications.iom.int/bookstore/free/IML\\_9\\_FR.pdf](http://publications.iom.int/bookstore/free/IML_9_FR.pdf) (Page consultée le 7 juin 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2009a). *Compendium of IOM's Activities in Migration, Climate Change and the Environment*. Genève, OIM, 300 p.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2009b). Introduction aux techniques d'accompagnement et de communication: Manuel de l'OIM destiné aux responsables de communautés de migrants et aux travailleurs sociaux. In OIM. *Manual and Handbooks*. [http://publications.iom.int/bookstore/free/pandemic\\_manual\\_fr.pdf](http://publications.iom.int/bookstore/free/pandemic_manual_fr.pdf) (Page consultée le 28 août 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2011). World Migration Report 2011. Communicating effectively about migration. In Childs Rights Information Network (CRIN).

- Publications*. <https://www.crin.org/en/library/publications/migration-world-migration-report-2011-communicating-effectively-about-migration> (Page consultée le 9 juin 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2013). OIM in Nepal. *In* OIM. *OIM Nepal*. <http://nepal.iom.int/jupgrade/index.php/en/iom-nepal> (Page consultée le 30 mai 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2015a). IOM Nepal Earthquake Response: Camp Coordination and Camp Management. *In* OIM. *Earthquake Response*. <http://nepal.iom.int/jupgrade/index.php/en/earthquake-response/17-main/147-cccm> (Page consultée le 26 juin 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2015b). Migration Initiatives 2015. Regional Strategies. Migrants and Cities. *In* OIM. *Publications*. [http://publications.iom.int/bookstore/free/Migration\\_Initiatives2015.pdf](http://publications.iom.int/bookstore/free/Migration_Initiatives2015.pdf) (Page consultée le 30 mai 2015).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) et International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD) (2014). IOM and ICIMOD to collaborate on labour migration and remittances in climate change adaptation in the Hindu Kush-Himalayan region. Press release. *In* OIM. *Press Room*. <http://nepal.iom.int/jupgrade/index.php/en/press-room/18-topic-details/116-art-latest-news-29> (Page consultée le 30 mai 2015).
- Pangeni, R. (2015). Earthquake damages over dozen hydropower projects. *In* Nepal Republic Media Pvt. Ltd. *Economy*. <http://myrepublica.com/economy/item/20398-earthquake-damages-over-dozen-hydropower-projects.html> (Page consultée le 15 mai 2015).
- Piotrowski, M., Ghimire, D. et Rindfuss, R.R. (2013). Farming Systems and Rural Out-Migration in Nang Rong, Thailand and Chitwan Valley, Nepal. *Rural Sociology*, vol. 78, n° 1, p. 75-108.
- Pokharel, G.R. (2014). Statement delivered by Nepal on behalf of The Least Developed Countries. Group Opening of the High Level Segment. Communication orale. *20e Conférence de l'ONU sur les changements climatiques*, 9 décembre 2014, Lima, Pérou.
- Politique sur le changement climatique*, 2011 (2068 BS), c. 6.
- Pradhan, N.S., Khadgi, V., Schipper, L., Kaur, N. et Geoghegan, T. (2012). Role of Policy and Institutions in Local Adaptation to Climate Change: Case studies on responses to too much and too little water in the Hindu Kush Himalayas. *In* ICIMOD. *Information Resources*. [http://lib.icimod.org/record/16944/files/attachment\\_791.pdf](http://lib.icimod.org/record/16944/files/attachment_791.pdf) (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Programme alimentaire mondial (PAM) (2009). Winter Drought Worsens Food Insecurity in Nepal. *In* PAM. *News*. <http://www.wfp.org/news/news-release/winter-drought-worsens-food-insecurity-nepal> (Page consultée le 7 juillet 2015).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2001). Poorest countries face high risks from disasters. *In* Reliefweb. UNOCHA. *Updates*. <http://reliefweb.int/report/bangladesh/poorest-countries-face-high-risks-disasters> (Page consultée le 16 mai 2015).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2009). Nepal Human Development Report 2009. *In* PNUD. *Country Reports*. [http://hdr.undp.org/sites/default/files/nepal\\_nhdr\\_2009.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/nepal_nhdr_2009.pdf) (Page consultée le 7 juillet 2015).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2012). Nepal National Adaptation Programme of Action (NAPA). *In* PNUD. *Adaptation Learning Mechanism*. <http://www.undp-alm.org/projects/nepal-national-adaptation-programme-action-napa> (Page consultée le 24 août 2015).

- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2014). All 2014 data by indicator, year and country. *In* PNUD. *Data*. <http://hdr.undp.org/en/data> (Page consultée le 5 mai 2015).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (s.d.). Human Development Indicators. *In* PNUD. *Nepal*. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/NPL> (Page consultée le 5 mai 2015).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (s.d.). Forest management in Nepal. *In* PNUE. *Green Economy*. <http://www.unep.org/greeneconomy/SuccessStories/ForestManagementinNepal/tabid/29869/Default.aspx> (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Rai, O.A. (2015a). Zero cost migration. *In* Nepali Times. *eSpecial*. <http://www.nepalitimes.com/blogs/thebrief/2015/07/06/zero-cost-into-effect/> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Rai, O.A. (2015b). Zero cost migration, really? *In* Nepali Times. *10-16 April 2015 #753*. <http://nepalitimes.com/page/zero-cost-migration-qatar-nepal> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Rai, R. (2015c). Several villages in hill districts at risk of landslide. *In* Nepal Republic Media Pvt. Ltd. *Society*. <http://myrepublica.com/society/item/20918-several-villages-in-hill-districts-at-risk-of-landslide.html> (Page consultée le 16 mai 2015).
- Rajeevan, M., Bhate, J. et Jaswal, A.K. (2008). Analysis of variability and trends of extreme rainfall events over India using 104 years of gridded daily rainfall data. *Geophysical Research Letters*, vol. 35, n° 23. numéros de pages inconnus.
- Rauniyar, I. et Burke, J. (2015). Nepal earthquake survivors get self-defence classes after sexual assaults. *In* the Guardian. *Nepal Earthquake 2015*. <http://www.theguardian.com/world/2015/jun/07/nepal-earthquake-survivors-get-self-defence-classes-after-sexual-assaults> (Page consultée le 21 juin 2015).
- Ravesloot, B. Webb, J. Ehrhart, C., Rossing, T. et Daze, A. (2010). Climate change: vulnerability & adaptive capacity. *In* Regional Climate Change Adaptation Knowledge Platform for Asia. *Third Seminar on Effectiveness of Community-based Adaptation to Climate Change, 6 August 2010, Bangkok, Thailand*. [http://www.climateadapt.asia/upload/events/files/4c621db51663e3rd\\_Bi\\_Monthly\\_Seminar\\_-\\_Bruce\\_Ravesloot.pdf](http://www.climateadapt.asia/upload/events/files/4c621db51663e3rd_Bi_Monthly_Seminar_-_Bruce_Ravesloot.pdf) (Page consultée le 28 août 2015).
- Reid, H. et Swiderska, K. (2008). Biodiversity, climate change and poverty: exploring the links. *In* International Institute for Environment and Development (IIED). *Publications*. <http://pubs.iied.org/pdfs/17034IIED.pdf> (Page consultée le 21 juillet 2015).
- Ribot, J.C. (2009). Vulnerability does not just Fall from the Sky: Toward Multi-scale Pro-poor Climate Policy. *In* Initiative on Climate Adaptation Research and Understanding through the Social Sciences. *Jesse Ribot*. <http://www.icarus.info/wp-content/uploads/2009/10/Ribot-Vulnerability-Final-Draft-for-Distribution.pdf> (Page consultée le 5 août 2015).
- Roche, E. (2014). India, Nepal to review 1950 friendship treaty. *In* Livemint. *Politics*. <http://www.livemint.com/Politics/FpoCbbxcNseyknllaJmLRK/Narendra-Modi-concludes-Nepal-visit-with-slew-of-sops.html> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Sabates-Wheeler, R. et Waite, M. (2003). Migration and Social Protection: A Concept Paper. *In* Research Gate. *Article*.

- [http://www.researchgate.net/publication/242553905\\_Migration\\_and\\_Social\\_Protection\\_A\\_Concept\\_Paper](http://www.researchgate.net/publication/242553905_Migration_and_Social_Protection_A_Concept_Paper) (Page consultée le 16 août 2015).
- Schmidt-Verkerk, K. et Schade, J. (2015). Migration and climate change adaptation - complex interlinkages. *Human Migration and the Environment: Futures, Politics, Invention*, 28 juin-1er juillet 2015, Durham, Angleterre.
- Sharma, S. et Thapa, D. (2013). Taken for Granted. Nepali Migration to India. *In Academia.edu. Migration Nepal India*. [http://www.academia.edu/3841409/Migration\\_Nepal\\_India](http://www.academia.edu/3841409/Migration_Nepal_India) (Page consultée le 15 juin 2015).
- Shrestha, B.N. (2014). Case study : Nepal-India Border Management and its Challenges and Opportunities. *In International Federation of Surveyors. Resources*. [https://www.fig.net/resources/proceedings/fig\\_proceedings/fig2014/ppt/ts01d/TS01D\\_shrestha\\_6774\\_ppt.pdf](https://www.fig.net/resources/proceedings/fig_proceedings/fig2014/ppt/ts01d/TS01D_shrestha_6774_ppt.pdf) (Page consultée le 23 mai 2015).
- Shrestha, A. (2015a). Nepali Calendar. *In Ashesh's Blog. Nepali Calendar*. <http://www.ashesh.com.np/nepali-calendar/> (Page consultée le 8 août 2015).
- Shrestha, H.M. (2015b). The Case of Upper Karnali Hydroelectric Project. *Hydro Nepal*, vol. 16, p. 14-17.
- Shrestha, A.B. et Aryal, R. (2011). Climate change in Nepal and its impact on Himalayan glaciers. *Regional Environmental Change*, vol. 11, n° 1, p. 65-77.
- Shrestha, A.B., Wake, C.P., Mayewski, P.A. et Dibb, J.E. (1999). Maximum temperature trends in the Himalaya and its vicinity: an analysis based on temperature records from Nepal for the period 1971–94. *Journal of Climate*, vol. 12, n° 9, p. 2775–2786.
- Sijapati, B. et Limbu, A. (2012). *Governing Labour Migration in Nepal: An Analysis of Existing Policies and Institutional Mechanisms*. Katmandu, Himal Books, 284 p.
- Spengen, W.V. (1987). The Nyishangba of Manang: Geographical Perspectives on the Rise of a Nepalese Trading Community. *In University of Cambridge. Digital Himalaya Journals*. <https://www.repository.cam.ac.uk/handle/1810/227353> (Page consultée le 7 juillet 2015).
- Subramanian, S.M. et Pisupati, B. (2010). Traditional knowledge in policy and practice: Approaches to development and human well-being. *In United Nations University. Collections at UNU*. <http://collections.unu.edu/eserv/UNU:2546/ebrary9789280811919.pdf> (Page consultée le 4 août 2015).
- Subsidiary Body for Implementation. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2010). Submissions from Parties and relevant organizations. Information on the Preparation and Implementation of National Adaptation Programmes of Action (PANA), Including on Accessing Funds from the Least Developed Countries Fund. *In CCNUCC. Resources*. <http://unfccc.int/resource/docs/2010/sbi/eng/misc09.pdf> (Page consultée le 15 juillet 2015).
- Sunam, R. K., Paudel, N. S. et Paudel, G. (2013). Community forestry and the threat of recentralization in Nepal: Contesting the bureaucratic hegemony in policy process. *Society & Natural Resources*, vol. 26, n° 12, p. 1407–1421.
- Sward, J. et Codjow, S. (2012). Human Mobility and Climate Change Adaptation Policy: A Review of Migration in National Adaptation Programmes of Action (NAPAs). *In Migration out of Poverty. Research Programme Consortium. Working Papers*. <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp6-human-mobility-and-climate-change-adaptation-policy.pdf&site=354> (Page consultée le 6 août 2015).

- Tacoli, C. (2011). Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas of Bolivia, Senegal and Tanzania. *In* International Institute for Environment and Development (IIED). *Publications*. <http://pubs.iied.org/pdfs/10590IIED.pdf> (Page consultée le 6 août 2015).
- Treaty of Peace and Friendship between the Government of India and the Government of Nepal*, 1950, art. 7
- United Kingdom. Government Office for Science (2011). Migration and Global Environmental Change. Future Challenges and Opportunities. *In* Government of the United Kingdom. *Publications. Research and Analysis*. [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/287717/11-1116migration-and-global-environmental-change.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/287717/11-1116migration-and-global-environmental-change.pdf) (Page consultée le 7 août 2015).
- United Nations Children's Fund (UNICEF) (2006). Commercial Sexual Exploitation. *In* UNICEF. *Files*. [http://www.unicef.org/chinese/protection/files/Sexual\\_Exploitation.pdf](http://www.unicef.org/chinese/protection/files/Sexual_Exploitation.pdf) (Page consultée le 30 mai 2015).
- United Nations Children's Fund (UNICEF) (2015). Nepal Humanitarian Situation Report 16. *In* Reliefweb. *Resources*. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Nepal%20Humanitarian%20Sitrep%20%23%2016%20-%2024%20June%202015l.pdf> (Page consultée le 25 juin 2015).
- United Nations Nepal Information Platform (2012). Migrant Workers and their Families. *In* United Nations Nepal Information Platform. *United Nations Development Assistance Framework*. [http://un.org.np/oneun/undaf/migrant\\_workers](http://un.org.np/oneun/undaf/migrant_workers) (Page consultée le 9 juin 2015).
- United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States (UN-OHRLS) (2015). About Least Developed Countries. *In* UN-OHRLS. *Least Developing Countries*. <http://unohrls.org/about-lDCs/> (Page consultée le 14 mai 2015).
- United Nations Population Fund (UNFPA) (2013). Country Profile. *In* UNFPA Nepal. *Nepal Profile*. [http://countryoffice.unfpa.org/nepal/2013/03/28/6518/country\\_profile/](http://countryoffice.unfpa.org/nepal/2013/03/28/6518/country_profile/) (Page consultée le 12 mai 2015).
- United Nations Population Fund (UNFPA) (2015). Migration and development. *In* UNFPA. *Migration*. [www.unfpa.org/migration#sthash.GYBUa3bc.dpuf](http://www.unfpa.org/migration#sthash.GYBUa3bc.dpuf) (Page consultée le 24 juillet 2015).
- Vérité (s.d.). Labor Brokerage and Trafficking of Nepali Migrant Workers. *In* Vérité. *Our Publications*. [http://www.verite.org/sites/default/files/images/Humanity%20UnitedNepal%20Trafficking%20Report-Final\\_1.pdf](http://www.verite.org/sites/default/files/images/Humanity%20UnitedNepal%20Trafficking%20Report-Final_1.pdf) (Page consultée le 7 juin 2015).
- Vinding, D. et Kampbel, E.R. (2012). Indigenous women workers. With case studies from Bangladesh, Nepal and the Americas. *In* International Labour Office. Gender Equality and Diversity Branch. *Publication*. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms\\_173293.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_173293.pdf) (Page consultée le 18 juillet 2015).
- Warner, K., Van der Geest, K. et Kreft, S. (2013). Pushed to the limit: Evidence of climate change-related loss and damage when people face constraints and limits to adaptation. Report No. 11. *In* United Nations University Institute of Environment and Human Security (UNU-EHS). *Press Releases*. <http://i.unu.edu/media/ehs.unu.edu/news/3921/11480.pdf> (Page consultée le 16 mai 2015).

- Webb, R. et Beh, J. (2013). Leading Adaptation Practices and Support Strategies for Australia: An International and Australian Review of Products and Tools. *In* National Climate Change Adaptation Research Facility. *Reports*. [https://www.nccarf.edu.au/sites/default/files/attached\\_files\\_publications/Webb\\_2013\\_Leading\\_adaptation\\_practices\\_support.pdf](https://www.nccarf.edu.au/sites/default/files/attached_files_publications/Webb_2013_Leading_adaptation_practices_support.pdf) (Page consultée le 29 août 2015).
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T. et Davis, I. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London, Routledge, 471 p.
- Withol de Wenden, C. (2012). Les dynamiques migratoires dans le monde, *Humanitaire*, vol. 33.
- Wood, G. (2003). Staying Secure, Staying Poor: The "Faustian Bargain". *World Development*, vol. 31, n°3, p. 455–471.
- World Travel and Tourism Council (2015). WTTC calls for international community to assist Nepal in aftermath of devastating earthquake. *In* World Travel and Tourism Council. *Press Room*. <http://www.wttc.org/press-room/press-releases/2015/wttc-calls-for-international-community-to-assist-nepal-in-aftermath-of-devastating-earthquake/> (Page consultée le 27 juin 2015).
- World Wide Fund For Nature (WWF) Nepal (2005). An Overview of Glaciers, Glacier Retreat, and Subsequent Impacts in Nepal, India and China. *In* WWF. *Publications & Resources*. [https://www.wwf.or.jp/activities/lib/pdf\\_climate/environment/Overview\\_of\\_Glaciers.pdf](https://www.wwf.or.jp/activities/lib/pdf_climate/environment/Overview_of_Glaciers.pdf) (Page consultée le 13 mai 2015).
- World Wide Fund For Nature (WWF) Nepal (2008). Annual report 2007–2008. *In* WWF Nepal. *Annual Report*. [http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/wwf\\_annual\\_report\\_2007\\_08\\_2.pdf](http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/wwf_annual_report_2007_08_2.pdf) (Page consultée le 23 juillet 2015).
- XE (2015). Convertisseur de devises XE. *In* XE.com. *Outils*. <http://www.xe.com/fr/currencyconverter/convert/?Amount=20000&From=NPR&To=USD> (Page consultée et devises converties le 17 juillet 2015).
- Yao, T.D., Thompson, L.G., Mosbrugger, V., Ma, Y.M., Zhang, F., Yang, X.X. et Joswiak, D. (2011). Third Pole Environment. *In* Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). *Publications*. [http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/sc\\_env\\_Third\\_Pole\\_EN.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/sc_env_Third_Pole_EN.pdf) (Page consultée le 14 mai 2015).
- Yao, T.D., Thompson, L.G., Yang, W., Yu, W., Gao, Y., Guo, X., Yang, X., Duan, K., Zhao, H., Xu, B., Pu, J., Lu, A., Xiang, Y., Kattel, D.B. et Joswiak, D. (2012a). Different glacier status with atmospheric circulations in Tibetan Plateau and surroundings. *Nature Climate Change*, vol. 2, p. 663-667.
- Yao, T.D., Thompson, L.G., Mosbrugger, V., Zhang, F., Ma, Y., Luo, T., Xu, B., Yang, X., Joswiak, D., Wang, W., Joswiak, M.E., Devkota, L.P., Tayal, S., Jilani, R. et Fayziev, R. (2012b). Third Pole Environment. *Environmental Development*, vol. 3, p. 52-64.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anynome (2011). Himalayan glaciers show complexity of climate change. *Business and the Environment*, vol. 22, n° 10, p. 13-14.
- Banque Mondiale (2013). Couloirs de transferts. In Banque Mondiale. *Couloirs de transferts*. <http://remittanceprices.worldbank.org/fr/countrycorridors> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Barré, F. (2009). Le Népal en perpétuelle crise? *Humanitaire*, vol. 23. <http://humanitaire.revues.org/600> (Page consultée le 11 mai 2015).
- Béguin, G., Durand-Dastès, F., Gaborieau, M., Petech, L. et Ramirez, P. (s.d.). Népal. In Encyclopaedia Universalis. *Article*. [http://www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/encyclopedie/nepal/#titre-i\\_14630](http://www.universalis-edu.com.ezproxy.usherbrooke.ca/encyclopedie/nepal/#titre-i_14630) (Page consultée le 5 mai 2015).
- Brodhag, C. et Breuil, F. (2009). Glossaire du climat. Traductions anglais/français et définitions. In Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD). *Ressources*. <http://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=344> (Page consultée le 16 juillet 2015).
- Bunce, M., Brown, K., et Rosendo, S. (2010). Policy misfits, climate change and cross-scale vulnerability in coastal Africa: How development projects undermine resilience. *Environmental Science & Policy*, vol. 13, n° 6, p. 485-497.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) (2001). Poorest countries face high risks from disasters. In Reliefweb. BCAH. *Updates*. <http://reliefweb.int/report/bangladesh/poorest-countries-face-high-risks-disasters> (Page consultée le 16 mai 2015).
- Central Intelligence Agency (CIA) (s.d.). In CIA. *Distribution of Family Income - GINI Index*. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2172.html> (Page consultée le 5 mai 2015).
- Climate Change Adaptation (Langpang)* (2013). Matrika Poudel, réalisateur, Surendra Dahal (9 minutes).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2013). Index of NAPA Projects by Country. In CCNUCC. *Workstreams*. [https://unfccc.int/files/cooperation\\_support/least\\_developed\\_countries\\_portal/napa\\_project\\_database/application/pdf/napa\\_index\\_by\\_country.pdf](https://unfccc.int/files/cooperation_support/least_developed_countries_portal/napa_project_database/application/pdf/napa_index_by_country.pdf) (page consultée le 15 juillet 2015).
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (2014). Status of NAPA implementation under the Least Developed Countries Fund. In CCNUCC. *Least Developed Countries Portal*. [http://unfccc.int/adaptation/knowledge\\_resources/ldc\\_portal/items/5632.php](http://unfccc.int/adaptation/knowledge_resources/ldc_portal/items/5632.php) (Page consultée le 10 juillet 2015).
- Cournil, C. et Mayer, B. (2014). *Les migrations environnementales*. Paris, Presses de Sciences Po, 163 p.
- Dun, O. et Gemenne, F. (2008). Définir les 'migrations environnementales'. *Revue Migrations Forcées*, n° 31, p. 10-11.
- Emerald, J.C., Jeans, H. et Adhikari, R. (2013). Learning for Climate Adaptation. Climate-Smart Conservation. Learning History. In WWF Nepal. *Climate Change Adaptation*.



- [http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/learning\\_history\\_a4\\_edited.pdf](http://d2ouvy59p0dg6k.cloudfront.net/downloads/learning_history_a4_edited.pdf) (Page consultée le 15 juillet 2015).
- Ferragina, E. et Quagliarotti, D. (2014). Flux migratoires et environnement. Les migrants de l'environnement en Méditerranée. *Revue Tiers Monde*, vol. 2, n° 218, p. 187-204.
- Fonds international de développement agricole (2009). Les transferts d'argent: Travailleurs migrants et envois de fonds. *In* Fonds international de développement agricole. *Resources*. <http://www.ifad.org/pub/factsheet/remittances/f.pdf> (Page consultée le 17 juillet 2015).
- Gaillard, J.C., Perrillat-Collomb, A., Monteil, C., Chaudhary, M. et Giazzi, F. (2013). PAPRIKA policy brief 3: integrated and inclusive climate change adaptation in Nepal. *In* Preventionweb. *Documents and Publications*. <http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=35542> (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Groupe d'experts des pays les moins avancés (PMA) (2012). Meilleures pratiques et enseignements. Expériences acquises dans les pays les moins avancés en matière d'adaptation. Volume 2. *In* CCNUCC. *Library*. [http://unfccc.int/resource/docs/publications/ldc\\_publication\\_bbll\\_2012fre.pdf](http://unfccc.int/resource/docs/publications/ldc_publication_bbll_2012fre.pdf) (Page consultée le 10 juillet 2015).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2007). Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. *In* GIEC. *Reports*. [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4\\_wg2\\_full\\_report.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4_wg2_full_report.pdf) (Page consultée le 22 juillet 2015).
- Guimire, S. (2011). Climate Justice: Bottlenecks and opportunities for policy-making in Nepal. *In* academia.edu. *Sharad Guimire*. [http://www.academia.edu/11557324/Climate\\_Justice\\_Bottlenecks\\_and\\_opportunities\\_for\\_policy-making\\_in\\_Nepal](http://www.academia.edu/11557324/Climate_Justice_Bottlenecks_and_opportunities_for_policy-making_in_Nepal) (Page consultée le 6 août 2015).
- Habtezion, S. (2013). Gender and Adaptation. Gender and Climate Change. Capacity Development Series. Asia and the Pacific. *In* United Nations University. *Files*. [http://gest.unu.edu/static/files/undp\\_training-module-gender-and-adaptation\\_asiapacific.pdf](http://gest.unu.edu/static/files/undp_training-module-gender-and-adaptation_asiapacific.pdf) (Page consultée le 4 août 2015).
- Hugo, G. (2003). Circular Migration: Keeping Development Rolling? *In* Migration Policy Institute. *Migration Information Source*. <http://www.migrationpolicy.org/article/circular-migration-keeping-development-rolling/> (Page consultée le 4 août 2015).
- Humanitarian news and analysis (2007). Nepal: Impoverished girls tricked into prostitution. *In* Child Rights International Network (CRIN). *Library*. <https://www.crin.org/en/library/news-archive/nepal-impoverished-girls-tricked-prostitution> (Page consultée le 16 juin 2015).
- Institute for Research on Working Children (2010). Child Labour in Katmandu, Nepal. *In* Child Rights International Network (CRIN). *Publications*. <https://www.crin.org/en/library/publications/nepal-child-labour-Katmandu-nepal> (Page consultée le 8 juin 2015).
- Kempf, H. (2011) Le réchauffement, cause croissante de migrations. *In* Le Monde.fr. *Planète*. [http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/29/le-rechauffement-cause-croissante-de-migrations\\_1623979\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/29/le-rechauffement-cause-croissante-de-migrations_1623979_3244.html) (Page consultée le 31 mai 2015).
- Levina, E. et Tirpak, D. (2006). Adaptation to climate change: Key terms. *In* Organisation for Economic Co-operation and Development. *Environment*. <http://www.oecd.org/environment/cc/36278739.pdf> (Page consultée le 7 août 2015).

- Lim, B., Spanger-Siegfried, E., Burton, I., Malone, E. et Huq, S. (2004). *Adaptation Policy Framework for Climate Change: Developing Strategies, Policies and Measures*. Cambridge, Cambridge University Press, 258 p.
- Massey, D.S., Williams, N. Axinn, W.G. et Ghimire, D.J. (2010). Community Services and Out-Migration. *International Migration*, vol. 48, n° 3, p. 1–41.
- Morin, S. (2007). Analyse des impacts de la mondialisation sur l'environnement au Québec. Rapport 7 - Changements climatiques et migrations environnementales. In Université du Québec. École nationale d'éducation publique. *Rapports*. [http://www.leppm.énap.ca/leppm/docs/rapports\\_environnement/rapport\\_7\\_environnement.pdf](http://www.leppm.énap.ca/leppm/docs/rapports_environnement/rapport_7_environnement.pdf) (Page consultée le 10 juin 2015).
- Nepal. Ministry of Environment (2010). Nepal, Association with Copenhagen Accord. In CCUNCC. *Meetings*. [https://unfccc.int/files/meetings/cop\\_15/copenhagen\\_accord/application/pdf/nepalcp\\_haccord.pdf](https://unfccc.int/files/meetings/cop_15/copenhagen_accord/application/pdf/nepalcp_haccord.pdf) (Page consultée le 12 avril 2015).
- Nepal. Ministry of Science, Technology and Environment (MoSTE) (2011). Nepal: Strategic Program for Climate Resilience. In Climate Investment Funds. World Bank. *Pilot Program for Climate Resilience (PPCR)*. <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/PPCR%207%20SPCR%20Nepal.pdf> (Page consultée le 22 juillet 2015).
- Nepal. Ministry of Science, Technology and Environment (MoSTE) (2014b). Pilot Program for Climate Resilience (PPCR). In MoSTE. *Pilot Program for Climate Resilience (PPCR)*. <http://ppcr.moste.gov.np> (Page consultée le 22 juillet 2015).
- Nepal. Ministry of Science, Technology and Environment (MoSTE) (2014a). Online Library. In MoSTE. *Nepal Climate Change and Development Portal*. <http://climatenepal.org.np/main/?p=research&sp=onlinelibrary> (Page consultée le 14 juillet 2015).
- Norwegian Refugee Council (2004). Profile of Internal Displacement: Nepal. In Internal Displacement Monitoring Centre. *Nepal*. <http://www.internal-displacement.org/assets/library/Asia/Nepal/pdf/Nepal+-September+2004.pdf> (Page consultée le 7 juin et le 16 juillet 2015).
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) (2009). Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement. Document d'orientation. In OCDE. *OCDE iLibrary*. [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/development/adaptation-au-changement-climatique-et-cooperation-pour-le-developpement-document-d-orientation\\_9789264060296-fr#page88](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/development/adaptation-au-changement-climatique-et-cooperation-pour-le-developpement-document-d-orientation_9789264060296-fr#page88) (Page consultée le 16 août 2015).
- Organisation internationale du travail (OIT) (2006). Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre. Principes et lignes directrices non contraignants pour une approche des migrations de main-d'œuvre fondée sur les droits. In OIT. *Publications*. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms\\_178675.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_178675.pdf) (Page consultée le 13 août 2015).
- Padma, T.V. (2015). Study soot to understand melting rate of glaciers. In thethirdpole.net. Understanding Asia's Water Crisis. *Articles*. <http://www.thethirdpole.net/study-soot-to-understand-melting-rate-of-glaciers/> (Page consultée le 17 mai 2015).

- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2014). *Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience. Nepal. In PNUD. Countries.* [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/NPL.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/NPL.pdf) (Page consultée le 8 mai 2015).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2012). *Measuring Glacier Change in the Himalayas. In PNUE. Thematic Focus: Climate Change, Ecosystem Management.* [http://na.unep.net/geas/getUNEPPageWithArticleIDScript.php?article\\_id=91](http://na.unep.net/geas/getUNEPPageWithArticleIDScript.php?article_id=91) (Page consultée le 13 mai 2015).
- Qatar World Cup 2022 stadium workers earn as little as 45p an hour* (2014). The Guardian, réalisateur, Guardian Investigations (5 minutes).
- Qatar World Cup: the migrant workers forced to work for no pay* (2013). The Guardian, réalisateur, Guardian Investigations (9,5 minutes).
- Qatar's World Cup 2022 workers: 'We may as well just die here'* (2014). The Guardian, réalisateur, Guardian Investigations (14 minutes).
- Qiu, J. (2010). Measuring the meltdown. *Nature*, vol. 468, p. 141-142.
- Québec. Ministère de la Justice du Québec (2010). Termes juridiques. *In Gouvernement du Québec. Index français.* <http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/generale/termes/index.htm#d> (Page consultée le 19 juillet 2015).
- Reid, H. (2015). Dictionnaire de droit québécois et canadien. *In Centre d'accès à l'information juridique. eDictionnaire.* <http://dictionnaireid.caij.qc.ca> (Page consultée le 20 juillet 2015).
- Shepard, D. (2009). L'Accord de Copenhague: un début. *Chroniques de Copenhague. In Organisation des Nations Unies (ONU). Agir sur les changements climatiques: Portail du système des Nations Unies.* <http://www.un.org/fr/climatechange/copenhagen2009/copenhagen.shtml> (Page consultée le 22 juillet 2015).
- Vlassopoulos, C. (2012). Des migrants environnementaux aux migrants climatiques: un enjeu définitionnel complexe. *Cultures & Conflits*, n°88, p. 7-18.
- Warner, K. (2011). Migration and displacement in the context of adaptation to climate change: developments in the UNFCCC climate negotiations and potential for action. *In HCR. Research Series.* <http://www.unhcr.org/4df9cc309.pdf> (Page consultée le 6 août 2015).